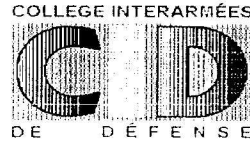


1997-254

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE LA DEFENSE



ETUDE DIRIGEE N°1 « LES BALKANS »

**Par le Groupe D1
Collège Interarmées de Défense**

TABLE DES MATIERES

I-FICHE SYNTHESE GENERALE	page 1 <i>asynge.doc</i>
II-FICHE SYNTHESE 1° SEANCE	page 4 <i>asynth1.doc</i>
21-Le legs de l'histoire ancienne « Les Balkans de Rome au Congrès de Vienne 1815 »	page 8 <i>edgeop12.doc</i>
22-Les enseignements de l'histoire moderne « Les Balkans: du Congrès de Vienne au traité de Versailles »	page 11 <i>edgeop13.doc</i>
23-Les Balkans actuels « Du traité de Versailles aux accords de Dayton-Paris 1995 »	page 23 <i>edgeop14.doc</i>
III-FICHE SYNTHESE 2° SEANCE	page 28 <i>asynth2.doc</i>
31-Les nationalismes dans les Balkans	page 33 <i>edgeop21.doc</i>
32-La réinvention de l'histoire	page 37 <i>edgeop22.doc</i>
33-La sacralisation de l'histoire	page 43 <i>edgeop23.doc</i>
34-La participation des intellectuels	page 47 <i>edgeop24.doc</i>
IV-FICHE SYNTHESE 3° SEANCE	page 52 <i>asynth3.doc</i>
41-L'édification de la Grèce actuelle	page 55 <i>edgeop31.doc</i>
42-Le dynamisme des Serbes	page 66 <i>edgeop32.doc</i>
43-Les vicissitudes de la Bulgarie	page 70 <i>edgeop33.doc</i>
44-La Macédoine: un pays en attente	page 74 <i>edgeop34.doc</i>
45-Une région minée: le Kosovo	page 75 <i>edgeop35.doc</i>
V-FICHE SYNTHESE 4° SEANCE	page 81 <i>asynth4.doc</i>

FICHE DE SYNTHÈSE GÉNÉRALE DE L'ÉTUDE DIRIGÉE « LES BALKANS »

Ce n'est pas la géographie qui a donné à la péninsule balkanique sa spécificité et sa réputation, mais l'histoire. Zone de partage, depuis le schisme d'Orient de 1054, entre deux des grandes cultures européennes, la latine et l'orthodoxe, cette région a été revendiquée ou dominée par de nombreux empires (byzantin, ottoman, austro-hongrois, russe, puis soviétique). Au XIX^e siècle, l'éveil des nationalismes, lié au déclin de l'empire ottoman, suscita des projets d'état dont les réalisations furent encouragées ou contrariées par les grandes puissances européennes qui s'y affrontèrent.

La soudaine disparition du partage bipolaire de l'Europe, en 1989, réactiva des formes radicales de nationalisme: celles-ci firent exploser la Yougoslavie, la plus importante, mais aussi la plus artificielle construction étatique de la péninsule. Des poudrières existent. Redevenue une zone à hauts risques, l'Europe du Sud-est pose un défi, immédiat et concret, à ceux qui ambitionnent de réaliser l'intégration de l'Europe.

I-LES PAYS BALKANIQUES: UNE HISTOIRE GLORIEUSE

La plupart des pays balkaniques ont connu, dans leur histoire, des périodes prestigieuses, plus ou moins longues, qui sont restées dans la mémoire des peuples. La Grèce a un passé très riche: elle a donné naissance à la civilisation européenne, et a dominé pendant quelques siècles, dans l'Antiquité, le Bassin méditerranéen. Sa puissance s'est poursuivie, au Moyen-Age, à travers l'empire byzantin, jusqu'à la chute de Constantinople en 1453. Les Slaves ont constitué de grands empires: Etienne Dusan (1331-1355), roi serbe, fonda un vaste Etat s'étendant du Danube au Péloponnèse, et se fit couronner "empereur des Serbes et des Grecs". Le roi bulgare, Siméon I^{er} (897-927), étendit sa domination jusqu'aux frontières actuelles de l'Albanie, de la Macédoine et de la Bulgarie. Il se proclama "Basileus des Bulgares et des Grecs".

Il existe un lien très fort entre ces nations balkaniques émergentes, et la religion. Des églises autocéphales orthodoxes se créent, et entretiennent des relations étroites avec le pouvoir politique. L'orthodoxie sera toujours un noyau fervent du nationalisme, et jouera un rôle important dans les luttes pour l'indépendance du XIX^e siècle.

Plus ou moins dominés, au Moyen-Age, par l'empire byzantin, les pays balkaniques sont progressivement annexés, à partir du XIV^e siècle, par les Ottomans. Ceux-ci font preuve d'une certaine tolérance dans les territoires qu'ils conquièrent et préservent beaucoup d'éléments de la civilisation byzantine (culture, religion, langue,...). Peu de régions sont islamisées: Albanie, Bosnie et Herzégovine. La Croatie et la Slovénie passent sous domination de l'empire austro-hongrois.

La conservation de l'identité culturelle et religieuse, le poids d'une histoire glorieuse expliquent en partie la renaissance des nationalismes au siècle dernier.

II-LES PAYS BALKANIQUES AU XIX° SIECLE: LE REVEIL DES NATIONALISMES

Au XIX° siècle, les pays balkaniques se libèrent progressivement, souvent par la force, de la tutelle ottomane. De nouveaux états apparaissent. Le réveil des nationalismes, lié à la déliquescence de l'empire ottoman et au jeu des grandes puissances européennes, explique ce phénomène.

Les revendications nationales deviennent très fortes en ce siècle. Elles sont généralement le fait de l'élite intellectuelle, plus que des peuples, et débouchent souvent sur des guerres d'indépendance (Grèce, 1821-1830; Serbie, 1804-1812, puis 1815-1833). Ces luttes sont étroitement liées à une lutte pour l'identité nationale, culturelle et religieuse, et s'appuient sur un passé glorieux et la religion orthodoxe.

Cette libéralisation du joug ottoman est facilitée par le déclin de la "Sublime Porte". Devenu "l'homme malade de l'Europe", vaste empire dans lequel la bureaucratie et l'armée n'assurent plus la sécurité et l'unité de l'état, l'empire ottoman ne peut s'opposer aux revendications indépendantistes des pays balkaniques soutenus par les grandes puissances.

Ces dernières jouent un rôle important dans les Balkans. Protectrice des Slaves depuis 1774, la Russie aspire à devenir un acteur régional majeur dans la région et cherche à obtenir un "débouché vers les mers chaudes". Aussi s'engage-t-elle résolument aux côtés des Slaves des Balkans et est-elle la principale responsable de leur liberté: la guerre russo-turque de 1877 débouche sur le traité de San Stephano, puis le Congrès de Berlin de 1878 qui reconnaît l'indépendance de la Roumanie, de la Serbie et du Monténégro, et l'autonomie de la principauté de Bulgarie. L'Angleterre, quant à elle, grâce à son intervention, et à celles de la France et de la Russie, permet la création d'une Grèce autonome en 1830. Mais elle est partisane d'un certain équilibre en Europe et ne veut pas que la Russie descende définitivement vers la Méditerranée, ce qui pourrait constituer une menace pour la route des Indes. Aussi s'oppose-t-elle à un démembrement complet de l'empire ottoman et contre-t-elle les ambitions russes: guerre de Crimée, 1853-1856; intervention, avec d'autres puissances, lors du traité de San Stefano qui fait de la Russie le maître des Balkans. Enfin, l'empire austro-hongrois contrecarre généralement l'émancipation des peuples balkaniques. Lui-même constitué de multiples nationalités, dont des Slaves du Sud (Croates, Slovènes), il craint que les revendications nationalistes des Balkans sous domination ottomane fassent tache d'huile sur son propre sol. Il fait partie des puissances qui demandent une renégociation du traité de San Stephano, et obtient le droit d'occuper et d'administrer la Bosnie-Herzégovine, ainsi que le Sanjak de Novi-Pazar. Il annexe ces régions en 1908, espérant ainsi couper l'herbe sous le pied de l'expansionnisme serbe, qui menace l'unité de l'Empire par son rayonnement auprès de ses sujets slaves.

III-LES BALKANS, AU XX° SIECLE.

Les guerres balkaniques de 1912 et 1913 continuent d'exprimer les revendications territoriales des nouveaux états, aux dépens de l'empire ottoman, puis de la Bulgarie. Le traité de Londres, de 1913, permet ainsi à la Serbie d'annexer une grande partie de la Macédoine et le Kosovo. Devenus une véritable poudrière, les Balkans, après avoir été au XIX° siècle une zone de rivalités entre les différentes puissances européennes, sont en partie à l'origine de la première guerre mondiale: l'assassinat, préparé par les services secrets serbes, de l'archiduc François-

Ferdinand, le 28 juin 1914 à Sarajevo, fournit un prétexte à l'Autriche-Hongrie pour envahir la Serbie, et ainsi annihiler les visées expansionnistes qui menacent son empire. Le jeu des alliances débouche sur une conflagration générale.

A l'issue de la première guerre mondiale, l'application du principe général qui a guidé la rédaction des 14 points du Président Wilson (le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes), confirme l'existence des états balkaniques issus des conflits du XIX^e siècle. Les empires ottoman et austro-hongrois disparaissent. La Serbie est l'une des grandes bénéficiaires de la défaite de l'Autriche-Hongrie. Elle annexe des territoires importants: Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Voïvodine. La création du royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, devenu Yougoslavie en 1929, se fait malheureusement sur un profond malentendu: pour les Serbes, il s'agit d'un agrandissement de leur pays, d'une conquête territoriale, alors que pour les Croates et les Slovènes, la Yougoslavie est une union libre de peuples souverains. Ce malentendu explique l'antagonisme constant entre les Serbes et les Croates, entre les deux guerres, et pendant la deuxième guerre mondiale durant laquelle de nombreuses atrocités sont commises de part et d'autre. Il contient les germes d'une future explosion d'un état totalement artificiel.

Pendant toute la période de la guerre froide, l'idéologie communiste (sauf pour la Grèce) sert d'élément d'unification des Balkans. Le nationalisme, comme l'orthodoxie, sont condamnés par le communisme de Moscou. L'U.R.S.S. prend la place de la Russie comme référence géopolitique et principal appui stratégique

L'effondrement du communisme dans les pays de l'Est, et en particulier dans les Balkans; les difficultés liées à la mise en place d'une économie de marché et d'institutions démocratiques, ont réveillé les nationalismes. Les manifestations des phénomènes les plus spécifiques de la péninsule balkanique sont réapparues: tensions interculturelles et facteurs religieux, sacralisation et réinterprétation de l'histoire, projets d'hégémonie ethnique.

En 1991, la Yougoslavie a éclaté. La lutte entre Bosniaques, Serbes et Croates, s'explique avant tout par le poids de l'histoire, et principalement des massacres de la seconde guerre mondiale. La Macédoine, revendiquée par la Bulgarie, la Grèce et la Serbie, et le Kosovo, où droit historique des Serbes et droit naturel des Albanais s'affrontent, sont de véritables bombes à retardement qui risquent d'embraser les Balkans.

Une solution existe: l'élargissement de l'Union européenne vers les Balkans afin de stabiliser cette région, source de tous les dangers.

LES BALKANS (1ère séance)

La spécificité des Balkans vient du fait que ce pôle géographique se trouve au confluent de la Méditerranée, de l'Orient, de l'Europe centrale et occidentale.

Cette région bigarrée, aux habitants attachants, se caractérise toutefois par une grande violence et des liens passionnels qui régissent les relations entre les différents Etats qui la constituent.

Le terme de "balkanisation", qui se réfère à un processus de morcellement politique, a pris un sens tout-à-fait négatif et il n'est pas toujours aisé de concevoir que les Balkans, qui semblent échapper à la modernité, font néanmoins partie de l'Europe.

Les peuples de cette région sont des peuples d'extrême, toujours prêts à s'enflammer, qui ne cessent d'invoquer l'histoire à l'appui de leurs revendications.

I - LE CADRE PHYSIQUE ET SON PEUPEMENT

S'il est malaisé de définir précisément les contours des Balkans, il est communément admis que font partie de cet ensemble :

La Roumanie, la Croatie, la Slovénie, la Serbie-Monténégro, la Macédoine, la Bulgarie, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et la Grèce.

D'un point de vue physique, les Balkans sont principalement constitués d'une succession de petites vallées et de zones montagneuses qui rendent les communications difficiles et qui donnent à cette région un caractère insulaire (caractère qui se retrouve dans des mentalités particulièrement fermées).

Le sous-sol est pauvre et se prête peu à l'agriculture.

Trois axes principaux irriguent la zone :

- le couloir méridien, constitué par la vallée de la Morava, de Vardar, qui ouvre la voie à la grande plaine panonienne d'Europe centrale (voie principale entre la Grèce et l'Europe);
- un axe perpendiculaire qui relie, grâce au col de Dragoman, la ville de Niss, le bassin de Sofia et la plaine de Maritsa;
- enfin la voie maritime.

Le Danube, fut un chemin privilégié d'invasion vers le nord.

Les Balkans regroupent près de 100 millions d'habitants qui parlent 12 langues, utilisent 2 alphabets et appartiennent à 6 religions différentes.

Si le lien entre nation et religion est très important, il est intéressant de noter qu'il n'existe aucune corrélation entre langue et confession.

A l'heure actuelle, il est possible de dénombrer :

- 50 millions d'orthodoxes (Serbie, Bulgarie, Roumanie ...);
- 10 millions de catholiques (Croatie, Slovénie ...);
- 10 millions de musulmans (Albanie, Bosnie, Kosovo ...).

Le judaïsme était présent jusqu'au début de la deuxième guerre mondiale.

L'épuration ethnique a fait qu'il paraît difficile de reformer un seul et même pays dès lors que les frontières ont été redéfinies et les peuples déplacés.

II - LES BALKANS DE ROME AU CONGRES DE VIENNE

Au début du premier millénaire, l'Europe est partagée en deux avec les barbares au nord d'une ligne Rhin-Danube et l'empire romain au sud; ce dernier se divise en 395 en un empire d'orient et un empire d'occident séparés par la Drina.

L'histoire de l'Europe centrale commence - à proprement parler - au Xème siècle, avec l'affrontement de l'empire byzantin et du Saint empire romain germanique qui prend naissance en 962 avec le couronnement du saxon Otton 1er.

Catholiques et orthodoxes se séparent définitivement en 1054 lors du schisme d'orient et si les églises catholiques restent totalement subordonnées à Rome, les églises orthodoxes relèvent désormais de l'autorité de Constantinople (qui devient en 1453 la capitale de l'empire ottoman).

En 1204, le pillage de Constantinople par la 4ème croisade a des conséquences dramatiques.

Il semble que cette date soit à l'origine d'une scission irréversible des catholiques et des orthodoxes et ces derniers préféreront souvent se rapprocher des Ottomans plutôt que de rester aux côtés de fourbes et de "faux-frères" catholiques.

Le Saint empire romain germanique, qui est devenu celui des Habsbourg, s'éteint en 1806 par le fait de Napoléon, alors que l'empire russe poursuit son développement.

Le congrès de Vienne de 1815 marque le début de l'affaiblissement de l'empire ottoman et la France, à la différence de la Grande-Bretagne, est éclipsée de la région.

D'une manière générale, les différents empires successifs ont érodé l'unité d'une région qui n'a jamais su se doter d'une capitale, ni même accueillir un centre de décision politique.

III - LES BALKANS DU CONGRES DE VIENNE AU TRAITE DE VERSAILLES

Aucun peuple d'Europe centrale n'est plus souverain. Dans les Balkans, que les Ottomans tiennent toujours, quoique d'une main moins ferme, le Monténégro autonome demeure une curiosité.

Deux soulèvements serbes viennent ébranler la région.

Le premier est le fait de Karageorge (1804-1813) qui dirige une révolte contre les occupants ottomans dans les environs de Belgrade et réclame, par une négociation, l'octroi d'une autonomie à l'intérieur de l'empire du sultan.

L'armée de Karageorge réussit à prendre Belgrade en 1806 mais, perdant le soutien des Russes, elle ne peut résister indéfiniment aux Turcs qui récupèrent Belgrade en 1813.

La première révolte serbe se termine par un échec sanglant.

Le second soulèvement est le fait de Milos Obrenovic (1815-1834) qui obtient l'autonomie de la Serbie en 1833 et parvient même à en expulser les Ottomans.

Milos Obrenovic est considéré aujourd'hui comme le véritable fondateur de la Serbie moderne.

Les Grecs se révoltent en 1821 et obtiennent, grâce à l'intervention de la Russie, de la France et de la Grande-Bretagne, la création d'une Grèce autonome en 1830.

En 1858, la Moldavie et la Valachie prennent l'appellation de "principautés unies" pour devenir, en 1866, la principauté de Roumanie, nouvel Etat chrétien dans les Balkans.

La guerre russo-turque de 1875 qui se conclut par le traité de San Stefano, débouche sur la constitution d'une grande Bulgarie.

Bismarck, soucieux de stabilité, fut à l'origine de la conférence de Berlin en juin 1878, où les grandes puissances dessinèrent seules la carte des Balkans. La Russie occupait la Bessarabie du sud; l'Autriche-Hongrie occupait militairement la Bosnie-Herzégovine et le *sandjak* (circonscription administrative) de Novi Pazar; la Bulgarie était divisée en deux états; le reste, la Thrace et Macédoine demeuraient des territoires ottomans.

La première guerre mondiale résulte plus d'un jeu des alliances que de l'assassinat direct de l'archiduc François-Ferdinand (il y avait chaque année une quarantaine d'attentats contre des dignitaires autrichiens).

La montée des nationalités s'est réalisée sous la pression des autorités; elle a plus été le fait des courants culturels et intellectuels que des peuples, qui n'ont jamais été consultés.

IV - LES BALKANS DU TRAITE DE VERSAILLES AUX ACCORDS DE DAYTON-1995

La Serbie est l'une des grandes bénéficiaires de la défaite de l'Autriche-Hongrie. Elle hérite de territoires importants : Slovénie, Croatie, Bosnie ainsi que la Voïvodine, pour former le royaume de Yougoslavie (slaves du sud).

Le *yougoslavisme* est toutefois davantage le résultat d'un courant de pensée purement intellectuel, que d'un souhait populaire commun.

Malheureusement, la conception unitaire et centralisée du royaume, reposant sur le rôle prédominant de la Serbie (les Serbes occupent tous les postes clés dès 1917), s'oppose à la culture héritée de l'empire : une décentralisation du pouvoir, fondée sur l'autodétermination des nations constitutives.

La question nationale n'est pas résolue : l'hostilité est croissante entre Serbes et Croates et en 1934, le roi est assassiné à Marseille.

En 1939, l'autonomie accordée aux Croates mécontente les Slovènes. Le Croate Tito mène la résistance contre les Allemands mais ne peut empêcher en 1941, l'invasion par l'Allemagne de la Yougoslavie qui est occupée de la manière suivante :

- le nord-est de la Slovénie et la Serbie sont occupés par l'Allemagne,
- la Dalmatie et le Kosovo sont annexés par l'Italie,
- la Macédoine est annexée par la Bulgarie,
- un Etat indépendant, constitué de la Bosnie et de la Croatie, est dirigé par Ante Pavelic à la solde de Mussolini.

Après la victoire de 1945 et l'élimination des principaux opposants royalistes *tchetniks*, une constitution de type stalinien est promulguée. Le communiste Tito veut affaiblir la Serbie pour obtenir une Yougoslavie forte : le Kosovo et la Voïvodine seront autonomes, le Monténégro ainsi que la Macédoine deviennent des républiques.

Staline, qui sent que la Yougoslavie lui échappe, tente de déstabiliser le régime de Tito en rallumant des foyers de tension religieux au sein du pays. La rupture est consommée en 1948 et le système yougoslave prend une tournure originale avec l'adoption d'un régime d'autogestion.

En 1974, Tito promulgue une dernière constitution instaurant une présidence collégiale et tournante pour éviter toute hégémonie d'une république sur les autres. Ayant ainsi laissé son testament politique, il s'éteint en mai 1980.

En 1987 Slobodan Milosevic devient président; la levée du rideau de fer fait renaître les nationalismes et l'on reparle d'une "grande Serbie".

Milosevic refuse de passer le pouvoir au président croate et le conflit croato-serbe éclate en juin 1991, alors que tous les regards internationaux sont tournés vers le golfe arabo-persique.

En janvier 1992 arrivent les premiers casques bleus à Sarajevo et en mars de la même année, la République Fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) est proclamée.

Les accords de Dayton-Paris de 1995 témoignent du renforcement de la présence des Etats-Unis et de l'OTAN, au détriment de l'Europe et de l'ONU.

Ils comportent des ambiguïtés. La Bosnie-Herzégovine est divisée en 2 (Republika Sprska et Fédération Croato-Musulmane) et si les Serbes sont perdants (la grande Serbie n'est pas constituée), les Croates peuvent être considérés comme les grands gagnants dès lors que la Krajina reste croate.

L'avenir passe par un équilibre fragile entre Zagreb et Belgrade; il demeure très incertain dans une région où les frontières ont beaucoup évolué.

Beaucoup de questions n'ont pas été réglées. Les accords de Dayton ont ainsi négligé la partie sud des Balkans : la Macédoine et surtout le Kosovo, qui subit un véritable siège et qui est au bord de l'implosion après que Milosevic lui ait retiré son statut d'autonomie.

Les Balkans, entre 1919 et aujourd'hui, ont été le siège du triomphe des nationalismes où le phénomène religieux a toujours joué un rôle fondamental.

Le Kosovo et la Macédoine demeurent de véritables bombes à retardement et il semble que toute notion de guerre pour le retour à l'indépendance ne soit pas à écarter dans un ensemble régional où l'homogénéisation des républiques par la purification ethnique a exacerbé haines et rancoeurs.

Le legs de l'histoire ancienne "Les Balkans de Rome au Congrès de Vienne 1815"

I-De l'Empire romain à l'émergence d'une Europe

Au tout début de notre ère, l'Europe est partagée en deux avec les barbares au nord d'une ligne Rhin-Danube, l'Empire romain au sud.

Durant le premier millénaire, elle sera l'objet de formidables migrations avec:

- les irruptions des peuples des steppes d'Asie centrale (actuel Kazakhstan);
- les exodes des Germains qui s'éparpillent dans toute l'Europe (Orient, Gaule, Outre Rhin, Espagne, Italie, Afrique du Nord);
- l'expansion des slaves qui profitent de l'abandon de vastes territoires d'Europe centrale par les Germains. Venant d'Ukraine, ils constituent les ancêtres des Russes, Polonais, Tchèques, Slovaques, et slaves des Balkans. A noter que les Albanais et Roumains ne sont pas d'origine slave mais latine.

Du VII^{ème} au X^{ème} siècle, l'Empire d'Orient se replie sur lui-même avec une hellénisation totale: l'église prend ses distances vis à vis de Rome, l'Empire d'Orient devient l'Empire byzantin, c'est à dire grec.

Le Saint Empire romain germanique prend naissance en 962 avec le couronnement du saxon Otton Ier, roi de Francie orientale, responsable de l'unité de la Germanie, roi d'Italie, par mariage, vainqueur des Hongrois.

L'histoire de l'Europe centrale commence -à proprement parler- au X^{ème} siècle, alors que s'affrontent ces deux empires.

II- La christianisation de l'Europe centrale et balkanique

Catholiques et orthodoxes se différencient dès le VII^{ème} siècle et se séparent définitivement en 1054, date du schisme d'Orient. Les églises orthodoxes deviennent rapidement très dépendantes vis à vis du pouvoir politique local, alors que les églises catholiques sont totalement subordonnées à Rome.

La christianisation des slaves résulte essentiellement de l'action évangélisatrice des Francs et des Byzantins; elle va envelopper tour à tour:

- Du côté catholique:
les Danois, les Polonais, les Allemands, les Hongrois, les Tchèques, les Slovaques, et les Slovènes,
- A la frontière entre les deux Empires et les deux Eglises:
les Croates qui jouent des rivalités entre les uns et les autres,
- Du côté orthodoxe:
les Bulgares (les catholiques échouent face aux orthodoxes), les Serbes et les slaves de l'Est.

L'évangélisation de l'Europe du nord (Suédois, Lettons, Pruthènes, Lituaniens) s'effectue dans un deuxième temps pour se terminer en 1386.

On notera le rôle du roi Otton III (mort en 1002 à 21 ans!) et Sylvestre II (pape d'origine auvergnate, mort en 1003) qui vont influencer l'évolution de l'Europe centrale pendant plusieurs siècles.

III- Trois empires absorbent les Etats d'Europe centrale et balkanique

Le pouvoir des puissances économiques

Ayant obtenu par les croisés la destruction de l'Empire byzantin, et profitant des rivalités entre Etats balkaniques, Gênes et Venise s'assurent le monopole du commerce des matières premières. La puissance économique de Venise triomphe au XIIIème siècle par le biais des escales de la côte dalmate, des îles ioniennes, de Crète, de la mer Egée et de Crimée.

Dans le même temps, le commerce de la Baltique passe sous le contrôle de la Hanse.

L'invasion mongole

Les Mongols profitent d'une désorganisation totale de l'Europe orientale au début du XIIIème siècle. Les dégâts et massacres qu'ils perpétuent sont inouïs: le souvenir en restera gravé dans les mémoires pendant des siècles.

L'Empire ottoman

Les Ottomans franchissent les Dardanelles et prennent pied en Europe en 1353. Constantinople en devient la capitale en 1453. Ils soumettent les Serbes, les Bulgares, le sud de la Grèce, la Bosnie, la Moldavie, la Valachie et attaquent la Pologne pour la première fois, avec les Tatars, en 1498 (distinction difficile Tatars et Mongols).

L'apogée de la puissance ottomane se situe au milieu du XVIème siècle au moment de l'éclatement de la Hongrie en trois parties. Les Ottomans dominent alors, sur mer comme sur terre, en Europe, en Méditerranée, en mer Noire, en même temps que sur une grande partie des pays arabes.

Ils ont parfois été considérés comme des libérateurs (Hongrie, Crimée, Moldavie, Transylvanie). A l'inverse, l'Albanie, la Serbie, la Bulgarie et les principautés roumaines cherchèrent à se défaire du joug turc.

Le recul des Turcs commence à la fin du XVIIème siècle, au cours de batailles face à une coalition d'Autrichiens, Polonais et Vénitiens.

Le Saint Empire germanique

Comme nous l'avons vu précédemment, le Saint Empire germanique a pour origine l'Empire « ottonien » fondé en 962.

Quasiment tous les empereurs, à partir de 1437, ont été des Habsbourg.

Profitant de querelles religieuses et de demandes de protection contre l'Empire ottoman, l'Empire des Habsbourg a ainsi absorbé les Etats de Bohême.

A noter que la limite de l'Empire sépare les Tchèques des Slovaques et les Slovènes des Croates.

Napoléon sonna le glas de cet empire en 1806.

L'Empire russe se construit durablement, dans le temps.

Jusqu'au milieu du XV^{ème} siècle, l'histoire de la Russie se développe autour de Novgorod, comptoir de la Hanse, et Moscou qui devient capitale politique et religieuse. En 1478, le vietché de Novgorod est soumis par Ivan III.

Au cours des XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles, la Suède domine la Baltique. Les Russes doivent lui abandonner l'accès au golfe de Finlande en 1617.

Le recul des Suédois face aux Russes commence en 1700, la Suède affrontant une coalition du Danemark, de la Russie et de la Pologne.

La Russie conquiert l'Ingrie, L'Estonie, la Livonie, le grand duché de Finlande.

En 1770, la flotte russe intervient pour la première fois en Méditerranée et détruit la flotte ottomane en mer Egée. En 1774, les Russes interviennent militairement pour la première fois dans les Balkans. Ils obtiennent peu à peu la mainmise sur les possessions riveraines turques de la mer Noire, sur l'Ukraine, la Bessarabie, la Transcaucasie, la Finlande et la Crimée.

Par ailleurs, les partages de la Pologne (1772, 1793 et 1795) lui permettent d'annexer la Courlande, la Lituanie et une large bande de territoire jusqu'à la longitude de Brest-Litovsk. Tout un Etat disparaîtra en une génération, sans autre opération militaire que l'écrasement d'une insurrection en 1794.

La Pologne avait connu son apogée vers 1500. Depuis 1386, l'union de la Pologne et de la Lituanie avait engendré l'un des Etats les plus vastes et les plus puissants d'Europe. Ce royaume avait même vaincu puis asservi les chevaliers teutoniques au XV^{ème} siècle.

IV- La situation en 1815

L'épopée napoléonienne ne peut être considérée que comme un court intermède: son incursion en Europe centrale ne fut que très éphémère.

Trois Etats dominent la scène:

- L'Autriche, qui a reconquis la Hongrie sur les Turcs et mis fin à la sécession de la Transylvanie;
- L'empire russe;
- Le royaume de Prusse dont l'expansion s'est faite en plusieurs étapes:
 - 1618: héritage du duché de Prusse par l'électeur du Brandebourg,
 - 1648: extension du Brandebourg à la Poméranie orientale,
 - 1657: abandon de la suzeraineté par la Pologne sur le duché de Prusse,
 - 1700: Frédéric III de Brandebourg se fait reconnaître roi en Prusse par l'empereur d'Allemagne,
 - 1741: conquête de la Silésie sur l'Autriche,
 - 1772: annexion de la Prusse occidentale (1er partage de la Pologne) permettant une jonction entre les deux parties du royaume,
 - 1793 et 1795: 2 autres partages de la Pologne.

V- Conclusion

Dans la période considérée, nous assistons à d'immenses brassages de peuples et de cultures, à la création puis à la disparition au sein d'Empires des Etats d'Europe centrale et balkanique.

On retiendra essentiellement cette frontière -faut-il dire fracture- entre deux peuples, les Germains et les Slaves, ainsi qu'entre deux religions, les catholiques et les orthodoxes.

Les enseignements de l'histoire moderne "Les Balkans: du Congrès de Vienne au Traité de Versailles"

I-L'EUROPE A L'ISSUE DU CONGRES DE VIENNE

Au congrès de Vienne (23 septembre 1814 - 9 juin 1815) que préside le chancelier de l'Autriche Metternich, la Sainte-Alliance des souverains victorieux de Napoléon redessine la carte de l'Europe.

La Russie, la Prusse et l'Autriche sont déterminées à renforcer leurs positions. Deux conséquences en découlent: les aspirations des peuples d'Europe centrale font les frais du redécoupage; l'avancée de la Russie vers l'Ouest pousse la Prusse et l'Autriche à s'étendre, elles aussi, vers l'Ouest. La Russie conserve la Finlande et la Bessarabie et reçoit une part de Pologne plus grande que celle obtenue lors du troisième partage en 1795.

La Prusse acquiert la Rhénanie et devient ainsi, au sein de la Confédération germanique, l'Etat allemand le plus important. L'Autriche trouve à s'étendre en Italie, au delà de Venise que Bonaparte lui avait cédée en 1797 et qu'elle récupère.

La Pologne est réduite à la dérisoire république de Cracovie, que l'Autriche annexera en 1846.

Aucun peuple d'Europe centrale n'est plus souverain. Dans les Balkans, que les Ottomans tiennent toujours, quoique d'une main moins ferme, le Monténégro autonome demeure une curiosité.

II-LES REVOLTES DES SERBES ET DES GRECS

2.1 Le premier soulèvement serbe: Karageorge (1804-1813)

A la fin du XVII^e siècle, les Balkans sont le siège de mutations si profondes que des explosions y étaient prévisibles. La première de ces explosions sera le fait des Serbes.

En 1804, un paysan serbe du nom de Karageorge - dit « Georges le Noir » - dirige une révolte contre les occupants ottomans dans les environs de Belgrade et réclame, par une négociation, l'octroi d'une autonomie à l'intérieur de l'empire du sultan. La démarche n'aboutissant pas, en 1805 les troupes de Karageorge se heurtent pour la première fois à l'armée régulière du sultan et l'obligent à reculer. La ville de Smederevo est prise et devient la première capitale de la Serbie ressuscitée. Ne réussissant pas à obtenir l'aide de l'empereur d'Autriche et du tsar de Russie, trop occupés par les entreprises napoléoniennes, l'armée de Karageorge, forte de cinquante mille hommes et quarante canons, réussit à prendre Belgrade en 1806 pendant la « **nuit de la saint André** » restée célèbre dans la mémoire de la cité. Napoléon décidant de renouer l'alliance avec les Ottomans, la guerre reprenait aussitôt entre l'Empire ottoman et l'empire des tsars. La Russie signa alors, en 1807, un accord de protectorat russe avec Karageorge. Mais Napoléon et Alexandre ayant décidé de faire la paix à Tilsit, le tsar retirait ses troupes des Balkans et les Serbes, oubliés, demeuraient sujets du sultan.

En 1809, les hostilités reprirent entre les Russes et les Ottomans. Ces derniers reprirent une partie du territoire conquis par les serbes, mais pas Belgrade. Mais en 1812, les Russes négocièrent secrètement le traité de Bucarest dans lequel les Serbes devaient détruire les fortifications construites pendant la révolte et accepter le rétablissement des garnisons ottomanes de 1804, moyennant quoi on leur promettait une amnistie générale et une autonomie interne limitée. Les Serbes considèrent ce traité comme un abandon par la Russie. Les hostilités reprirent et les Ottomans récupèrent Belgrade en 1813. La première révolte serbe se terminait par un échec sanglant.

2.2 Le second soulèvement et la lutte pour l'autonomie: Milos Obrenovic (1815-1834)

Cette première révolte n'en eut pas moins des conséquences d'une portée considérable. Tout d'abord, ce qui, dans la mémoire du peuple, devint "l'épopée de Karageorge" constitua une référence fondamentale dans la formation de l'idéologie nationaliste du XIX^e siècle. La Serbie de 1804 à 1813 fut considérée comme le premier état national indépendant des Serbes après trois siècles et demi de « joug ottoman ».

La victoire russe sur Napoléon de 1814 suscita des espoirs et un nouveau chef, Milos Obrenovic, initia le second soulèvement. En novembre 1815, il parvint à un accord avec les Ottomans et fut reconnu chef des Serbes, mais il ne fut nullement question d'autonomie. Ses efforts se déployèrent sur dix-sept années, de 1816 à 1834. En 1830, il fut reconnu prince héréditaire de la Serbie; les sentences de la cour de justice serbe étaient souveraines et les Ottomans ne pouvaient résider en Serbie, sauf dans les garnisons. Profitant d'une révolte en Bosnie, Milos encouragea des mouvements semblables dans les provinces avoisinantes en y envoyant jusqu'à six-mille soldats. **L'empire ottoman s'inclina en 1833 et reconnut les nouvelles frontières: la Serbie passait de 24 000 à 37 000 km²** Ce territoire demeurera inchangé jusqu'en 1878. En même temps, Milos expulsa la population ottomane des campagnes. Milos Obrenovic restera donc dans l'histoire comme le véritable fondateur de la Serbie moderne.

2.3 La révolte grecque (1821 - 1825)

Après les orages de la période napoléonienne, le Tsar Alexandre avait profité du congrès de Vienne pour réaffirmer que la Russie était « la protectrice naturelle des chrétiens grecs orthodoxes sous domination ottomane, au même titre que l'Autriche et la France étaient celles des chrétiens catholiques ». Les agents russes reparurent partout dans les Balkans.

En septembre 1814, des grecs fondèrent à Odessa une Société des Amis, dénommée l'Hétairie. Cette société secrète avait pour objectif de provoquer une révolte générale des chrétiens grecs orthodoxes. Leur plan d'action prévoyait un soulèvement dans la Serbie encore frémissante de l'échec du premier soulèvement, ainsi que dans les pays grecs. Le refus de Milos Obrenovic et l'assassinat de Karageorge en 1817 obligèrent à chercher une autre base de départ au nord de la péninsule. Les mouvements révolutionnaires de 1820 en Espagne et en Italie poussèrent à l'action.

Dans les pays grecs, deux régions paraissaient particulièrement favorables à une insurrection: l'Epire et la Morée. La première insurrection en Epire se solda par

un échec sanglant: les Ottomans établirent un siège victorieux qui dura dix-sept mois.

L'insurrection de la Morée conduisit à sa libération à l'automne 1821. Au nord de l'isthme de Corinthe, les villes de Thèbes et d'Athènes chassèrent les Ottomans ou les bloquèrent dans leurs forteresses. En 1825, profitant de dissensions très fortes parmi les deux groupes d'insurgés grecs, les Ottomans obtinrent l'aide de l'Égypte qui débarquait dans le Péloponnèse, alors que l'armée du sultan passait à l'attaque dans le nord. En juin 1826, l'Acropole d'Athènes tombait. La révolte des Grecs semblait perdue.

2.4 L'indépendance de la Grèce (1826 - 1833)

La révolte devait être sauvée par l'intervention des Puissances qui allaient faire naître un nouvel état chrétien: la Grèce.

La Russie, inspiratrice de l'Hétairie, hésitait à intervenir. L'Angleterre, la Russie et la France signaient le protocole de Saint Petersburg en juillet 1827 qui créait un état grec autonome dans le cadre de l'Empire ottoman. En outre, désireuses d'obtenir le retrait des troupes égyptiennes, les trois puissances décidaient le blocus des côtes grecques et l'envoi d'un corps expéditionnaire français dans le Péloponnèse. En octobre, les Ottomans y subissaient une défaite. En avril 1828, les Russes déclaraient la guerre à l'empire ottoman. En mars 1829, les trois puissances se retrouvaient à Londres pour signer un protocole prévoyant la création d'une Grèce autonome. **En février 1830, l'état grec était créé.** Le premier président, Jean Capo d'Istria, qui vivait en Suisse depuis qu'il avait quitté le service du Tsar, sera assassiné en septembre 1831. Une période d'anarchie s'ensuivit, et les trois puissances choisissaient comme roi le fils du roi Louis 1^o de Bavière: Otto. Otto, encore mineur, devint roi de Grèce le 1^o juin 1835.

III-LES DEUX PREMIERES CRISES DE LA QUESTION D'ORIENT

3.1 Les principautés danubiennes sous protectorat russe (1812 - 1847)

En 1783, la perte au bénéfice de la Russie du grenier à blé qu'était le khanat de Crimée obligea le sultan à se tourner vers les pays roumains, obligeant les paysans à lui payer une dîme encore plus forte sur le commerce de leurs céréales. Le mécontentement qui suivit fut cristallisé par le fils d'un boyard (paysan libre aisé) de la région d'Olténie: Tudor Vladimirescu. Avec ses troupes, il pénétrait en Valachie, et une vingtaine d'hétairistes pénétrèrent en Moldavie. Les troupes du sultan franchirent le Danube et les hommes de Tudor Vladimirescu durent évacuer Bucarest et fuir vers l'Olténie. Sa volonté de réunir la **Valachie** et la **Moldavie** fut en 1821 un échec. Le mouvement eut cependant des conséquences importantes: la Convention d'Akermann de 1826 établissait un condominium russo-ottoman sur les deux principautés.

Ce condominium dura peu: la guerre entre la Russie et l'Empire ottoman de 1827 y mit un terme. Le traité d'Andrinople de 1829 restitua la Valachie qui, du condominium russo-turc, devint un protectorat russe. L'occupation par les armées du Tsar Nicolas dura jusqu'en 1834. Dès lors, ces deux principautés disposèrent d'une véritable autonomie avec un prince régnant à la tête de chacune d'entre elles.

3.2 Le mouvement national roumain et la guerre de Crimée: l'unité de la Roumanie (1847 - 1859)

La modernisation de l'Etat et de la société, combinée avec un protectorat étranger (russe), accéléra la prise de conscience d'un sentiment national roumain désormais unitaire.

L'effervescence commença en Moldavie en mars 1848. En Valachie, ce fut une véritable révolution. On réclama l'abolition du protectorat étranger, l'élection du prince par une assemblée représentant l'ensemble de la population et l'émancipation des juifs et des tziganes. Le 14 juin, les deux gouvernements de Moldavie et de Valachie fusionnèrent. Les troupes de Nicolas I^o franchirent la frontière de Valachie le 15 septembre et les révolutionnaires prirent le chemin de l'exil. L'échec des révolutions de 1848 était dû à l'entente qui s'était nouée contre elles entre la Russie et l'Empire ottoman. La guerre de Crimée (1853 - 1856) fut pour les révolutionnaires l'occasion rêvée d'intéresser à leur action Napoléon III, qui s'affirmait comme le champion des nationalités. Empereur depuis peu, Napoléon avait besoin de l'appui de la papauté et se posa en champion du catholicisme dans cette région de l'Empire ottoman où avait toujours existé une tension entre les clergés latin et grec-orthodoxe. En juin 1853, une fois de plus, le Tsar ordonna à ses troupes d'envahir la Moldavie. Le sultan déclara alors la guerre au Tsar. La médiation des puissances (France, Angleterre et Turquie) aboutirent en 1854 au retrait des troupes russes. En 1856, le traité de Paris mettait fin au protectorat russe, mais maintenait la suzeraineté ottomane sous la garantie des puissances; il rétrocédait à la Moldavie la partie sud de la Bessarabie. En août 1858, les « Principautés unies de Moldavie et de Valachie » étaient nées. Ainsi allait naître un nouvel état chrétien dans les Balkans: la Roumanie, issue de l'union de deux des principautés vassales du sultan.

IV-LES NOUVEAUX ETATS CHRETIENS ET LA TROISIEME CRISE D'ORIENT (1833 - 1878)

4.1 La principauté autonome de Serbie (1834 - 1868)

En dix-sept années d'une lutte obstinée, Milos Obrenovic avait fait de la Serbie une entité politique dont il était le chef: le contenu était serbe, mais le modèle turc.

Une constitution fut élaborée en 1834, et l'autonomie s'accrut dans de nombreux domaines.

4.2. La formation de l'état roumain (1859 - 1875)

En 1866, les principautés unies de Moldavie et de Valachie devenaient la principauté de Roumanie, reconnue par les ottomans.

4.3 La troisième crise d'Orient: les insurrections de 1875-1876 et la guerre russo-turque.

Tous slaves, les paysans de Bosnie vivaient dans un climat de tension latente, aggravé au XIX^o siècle, par les tentatives de réformes des sultans. Les Bosniaques, dont on a pu dire qu'ils étaient « plus Turcs que les Turcs », manifestèrent un fanatisme religieux et un conservatisme social qui les mirent en

conflit avec les autorités d'Istanbul. En 1828, durant la guerre russo-turque, ils se révoltèrent contre la « faiblesse » du grand vizir. En 1831, les réformes du sultan provoquèrent une telle réprobation qu'il fut déclaré traître à l'Islam et qu'un leader local prêcha la guerre sainte contre lui.

Un conflit intérieur éclata en 1874 entre les chrétiens orthodoxes et les musulmans. Les Puissances durent intervenir sans résultat. Une carence du pouvoir à Istanbul en 1876 encouragea les états chrétiens à intervenir. La Russie envoya des troupes. Elle se faisait le porte parole d'un panslavisme qui réclamait la libération de tous les slaves des Balkans, alors que l'Angleterre jouait la survie de l'Empire ottoman. Le sultan annonçait alors la mise en place d'une monarchie constitutionnelle et l'indivisibilité de l'Empire. Le Tsar déclara alors la guerre le 24 avril 1877.

La Roumanie fit intervenir ses troupes aux côtés des Russes et demanda, pour le prix du sang versé, la reconnaissance diplomatique de son indépendance ainsi que la cession des territoires ottomans du delta du Danube et de la Dobroudja.

La Serbie, plus frileuse, n'entra en guerre que le 10 décembre. Quant à la Grèce, inquiète des ambitions serbes et bulgares en direction de la Macédoine et de la Thrace, elle décida de ne pas intervenir.

La capitulation de Plevne, le 10 décembre 1877, ouvrit au Tsar la route d'Istanbul. Les troupes arrivaient à Andrinople le 31 janvier 1878. Les négociations s'ouvrirent à San Stefano (actuellement aéroport d'Istanbul) le 3 mars 1878. Il prévoyait la création d'une Bulgarie; le Monténégro doublait son territoire vers le nord-ouest, mais était séparé de la Serbie Celle-ci ne recevait qu'un territoire de 375 km²

La Roumanie, bien qu'alliée de la Russie, dut lui céder de nouveau le sud de la Bessarabie perdue en 1856 au traité de Paris, mais recevait en compensation le delta du Danube et le Dobroudja.

Enfin, les anciens protectorats du sultan -Serbie, Monténégro, Roumanie- étaient proclamés indépendants.

Dès qu'elle fut connue, cette paix suscita une tempête. Par la grande Bulgarie qu'elle devait occuper militairement durant deux années pour en organiser le gouvernement, la Russie devenait la dominatrice des Balkans. Les états chrétiens étaient tous mécontents: la Roumanie parce qu'elle cédait du territoire, la Serbie parce qu'elle n'en obtenait que très peu, et le Monténégro parce qu'il n'avait pas de débouché sur la mer.

Bismarck, soucieux de stabilité, institua la conférence de Berlin en juin 1878. Les Puissances dessinèrent seules la carte des Balkans. La Russie occupait la Bessarabie du sud; l'Autriche-Hongrie occupait militairement la Bosnie Herzégovine et le *sandjak* de Novi Pazar; la Bulgarie était divisée en deux états; le reste, la Thrace et Macédoine demeuraient des territoires ottomans.

V-Affirmation et rivalités des Etats chrétiens

5.1 Le nouvel état bulgare

Les Bulgares voulaient l'unification de la Roumélie et de la Bulgarie, ce qui constituait une entorse au traité de Berlin. L'Autriche-Hongrie, hostile à ce qu'elle considérait comme une modification importante de l'équilibre balkanique, poussa le roi Milan de Serbie à intervenir militairement. La Serbie déclara la guerre au jeune état bulgare en novembre 1885. Ce fut un échec pour les Serbes, et la paix de

Bucarest en 1886 revint au *statu quo ante*. La conférence d'Istanbul reconnaissait l'union de la Bulgarie et de la Roumélie.

Le prince Ferdinand rêvait de réunir toute les terres bulgares par un retour aux frontières de San Stefano. Il proclama, avec l'aval de Vienne et de Saint-Petersbourg, le 22 septembre, l'indépendance de la Bulgarie qui devenait un royaume.

5.2 La Serbie

La principauté fut confrontée en 1875 à l'insurrection de Bosnie-Herzégovine. La guerre serbo-turque de 1876 se termina par un échec cuisant: plus de cinq mille morts. L'insurrection bulgare, à laquelle participèrent des volontaires serbes, conduisit à la troisième crise d'Orient et à une nouvelle guerre serbo-turque (1877) à l'appel de la Russie: l'armée de Milan y remporta des succès et le gouvernement de Belgrade réclama pour prix de son intervention le *sandjak* de Novi Pazar, le Kosovo, une partie de la Macédoine et le port de Vidin, sur le Danube. En février 1882, avec l'approbation de l'Autriche qui persuada les autres Puissances, la Serbie fut proclamée royaume et Milan I^o devint roi.

5.3 La Grèce de Georges 1^o

Othon parti, les Puissances décidèrent une fois de plus de l'avenir de la Grèce. Le fils du roi Christian IX de Danemark fut choisi et devint Georges 1^o, roi de Grèce, en 1863. Les Puissances -Angleterre, Russie et France- transférèrent au royaume les îles Ioniennes en 1864. En mai 1881, dans la foulée du congrès de Berlin où les Grecs s'estimèrent laissés, les Puissances imposèrent à Istanbul la cession de la totalité de la Thessalie et d'une partie de l'Epire. Grenier à blé, la plaine de Thessalie était très convoitée par les paysans grecs.

La Grèce envoya des troupes en Crète pour récupérer l'île; en 1897, la guerre éclata entre l'Empire ottoman et la Grèce. Au bout d'un mois, la paix était signée et les Puissances obtinrent l'évacuation des troupes ottomanes de l'île et proposèrent le second fils du roi Georges comme haut commissaire de la Crète. En 1908, au lendemain de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie, un comité commença à gouverner l'île au nom du roi Georges 1^o.

5.4 La Roumanie de Carol 1^o

Prince régnant en 1866, Carol 1^o profita de la troisième crise d'Orient pour régler le problème de l'indépendance de la Roumanie. En 1877, suite à l'entrée des Ottomans en Moldavie, la Chambre de Bucarest déclara la guerre à l'Empire ottoman et, dix jours plus tard, déclara la Roumanie libre et indépendante. ce pays connut un profond antisémitisme, à cause de l'afflux important de Juifs en provenance de l'Empire russe. En 1907, une grande révolte paysanne éclata. Commencée en Moldavie, où elle revêtit un caractère antisémite, elle gagna ensuite l'Olténie et la plaine du Danube.

VI-Les Balkans sous le joug (1878-1912)

6.1 La Bosnie Herzégovine sous l'occupation de Vienne (1878-1903)

En mars 1876, François-Joseph avait proposé au Tsar Alexandre des compensations réciproques: à la Russie, la Bessarabie du sud, perdue lors de la guerre de Crimée, et une Bulgarie vassale; à l'Autriche-Hongrie, la Bosnie Herzégovine. Appuyée par Bismarck, Vienne obtient un compromis acceptable: l'Autriche-Hongrie recevait la Bosnie Herzégovine mais seulement sous la forme d'une occupation militaire, pour y rétablir l'ordre; la Bosnie Herzégovine restait néanmoins sous la souveraineté du sultan. En cadeau, s'ajoutait le *sandjak* de Novi Pazar que l'Autriche Hongrie voulait récupérer pour des motifs géopolitiques: menacer la Serbie par le sud et séparer son territoire de celui des serbes du Monténégro. Les austro-hongrois affirmaient que tous les slaves de Bosnie étaient serbes, ce qui accrut la colère des Croates, catholiques, qui rêvaient d'une grande Croatie. Entre les trois groupes -catholiques, orthodoxes et musulmans- Vienne jouait le jeu de la division. Un jeu qui allait conduire à une catastrophe mondiale.

6.2 L'imbroglie macédonien

La Macédoine occupait une position stratégique qui suscitait la convoitise des états voisins car elle contrôlait les grandes routes du Danube à la mer Egée et du bassin de Sofia à la même mer. Thessalonique était aussi un grand port de 140 000 habitants et la seconde ville européenne de l'Empire ottoman. D'où les appétits de la Serbie, de la Bulgarie et de la Grèce. Au recensement de 1906, la Macédoine comptait 1 145 000 musulmans, 623 000 grecs et 626 000 bulgares.

En 1893, l'organisation révolutionnaire intérieure macédonienne réclamait l'autonomie de la Macédoine et la libération de la présence ottomane; les insurgés connurent un échec sanglant en 1903. Les Puissances se réunirent alors et proposèrent une division de la Macédoine en 3 zones « nationales » bulgare, serbe et grecque. Le terrorisme reprit de plus belle. En 1908, le mouvement nationaliste des Jeunes Turcs s'empara du pouvoir à Thessalonique.

6.3. La révolte de jeunes Turcs et la 4° crise d'orient (1908-1912)

Au lendemain du traité de Paris (1856), on assista à un réveil turc semblable à celui des Bulgares ou des Macédoniens. Les officiers supportaient mal les reculs successifs de l'Empire dans les Balkans et les interventions des Puissances, en particulier la mise en place d'une gendarmerie internationale en Macédoine. Ils créèrent une organisation secrète. Parmi ces officiers, un capitaine, Mustafa Kemal, appartenait au III° corps d'armée de Thessalonique.

En juillet 1908, la police du sultan commença à infiltrer leur organisation. De leur côté, les Puissances s'apprêtaient à une nouvelle intervention en Macédoine. Les conjurés décidèrent alors de passer à l'action. Ils lancèrent un ultimatum: la constitution de 1876 devait être rétablie, sinon la III° armée de Macédoine marcherait sur Istanbul. Le sultan s'inclina le 24 juillet 1908: il n'y avait plus 3 zones de nationalités distinctes.

Dans la foulée, en octobre 1908, Ferdinand annonçait l'indépendance de la Bulgarie et l'Autriche-Hongrie annonçait l'annexion de la Bosnie-Herzégovine.

En avril 1909, un accord intervint entre Vienne, Istanbul et Sofia: moyennant compensations financières et restitution par l'Autriche à l'Empire ottoman du *sandjak* de Novi Pazar, le sultan acceptait la double amputation de son territoire que constituaient l'annexion de la Bosnie Herzégovine et l'indépendance de la Bulgarie. Le désordre s'installa à Istanbul et, en avril 1909, l'armée de Macédoine marcha sur la capitale ottomane. Leur objectif était l'union des différentes populations de l'Empire (Grecs, Albanais, Juifs, Arméniens, Arabes et Turcs).

Les peuples des Balkans avaient cependant des vues différentes, allant de l'autonomie à l'indépendance. Le climat était au nationalisme: ces peuples dénonçaient une véritable turquification culturelle. Les jeunes Turcs voulaient imposer leur langue et leur écriture dans les écoles, et surtout ordonnèrent le désarmement des populations, ce qui était contraire aux traditions. La région du Kosovo se souleva en 1910. En 1912, l'ensemble du pays albanais se souleva. La poudrière des Balkans allait éclater.

VII-Les Balkans, poudrière de l'Europe (1912-1918)

7.1. Les guerres balkaniques (1912-1913)

Le 18 octobre; la guerre était déclarée par l'Empire ottoman. En quelques semaines, sous la pression militaire des Bulgares, Grecs, Serbes et Monténégrins, l'Empire ottoman avait perdu la presque totalité de ses territoires dans les Balkans.

Le 30 mai 1913, la conférence de Londres imposait à l'Empire ottoman l'abandon de tous ses territoires des Balkans à l'ouest de la ligne de Midye, sur la mer Noire, à quoi s'ajoutait la perte de la Crête au profit de la Grèce, tandis qu'on laissait le soin aux Puissances de régler le statut des pays albanais et des îles de la mer Egée.

La Bulgarie, la Serbie et la Grèce se disputaient la Macédoine. Le 30 juin 1913, le roi de Bulgarie ordonna à ses troupes de repousser les lignes serbes et grecques en Macédoine. Belgrade et Athènes répondirent immédiatement par une déclaration de guerre: ce fut la seconde guerre balkanique (juin/juillet 1913). Dépassée, la Bulgarie demanda l'armistice le 31 juillet. La paix fut signée à Bucarest en août et amputait la Bulgarie de la presque totalité de ses possessions en Macédoine. La Grèce annexait toute la Macédoine du sud et la côte avec Thessalonique. La Serbie recevait la Macédoine du nord et le Kosovo. La Roumanie s'installait en Dobroudja du sud. L'Empire ottoman récupérait la Thrace orientale, tandis que la Bulgarie récupérait la Thrace occidentale, lui assurant un débouché sur la mer Egée.

7.2. La formation d'un état albanais

Les pays albanais se révoltaient en 1912 et décidaient de ne pas participer à ces guerres balkaniques. Le 29 juillet 1913, les Puissances décidèrent la formation d'une « principauté souveraine héréditaire et neutre sous la garantie des grandes puissances ». Comme cela avait été l'habitude au XIX^e siècle, le chef de l'Etat serait un prince directement choisi par les Puissances. Réduite à une superficie de 28000 km², le problème des frontières demeurera jusqu'en 1925, et leur tracé donnera lieu à un irrédentisme albanais.

7.3 La question yougoslave et l'attentat de Sarajevo (1878-1914)

Les réactions nationalistes s'exacerbèrent avec l'occupation de la Bosnie Herzégovine par l'Autriche-Hongrie. On assistait à l'émergence d'un courant yougoslave qui prônait l'unité des Slaves du sud (serbes, croates, slovènes et bulgares) et à un durcissement du nationalisme croate. Mais en Serbie, cette idée rencontrait de fortes résistances.

Le 28 juin 1914, l'archiduc François Ferdinand et sa femme tombaient sous les balles d'un jeune serbe. Vienne conclut immédiatement à la responsabilité du gouvernement serbe et déclara la guerre le 28 juillet, suivi par la Russie, la France et l'Allemagne.

7.4 Le chemin de croix des Serbes (1914-1916)

Belgrade tomba le 9 octobre 1915. Du 25 novembre 1915 au 20 janvier 1916, la population batit en retraite à travers les montagnes arides: ce fut le chemin de croix des Serbes. A la fin de 1916, toute la Serbie était occupée par les Autrichiens et les Bulgares.

7.5 Les désastres de la Roumanie (1914-1918)

La Roumanie opta pour la neutralité en 1914. La guerre se prolongeant, l'opinion publique roumaine devint de plus en plus hostile à l'Autriche Hongrie.

En août 1916, toutefois, les Roumains signèrent un traité d'alliance avec la Russie, la France, l'Angleterre et l'Italie. En contrepartie d'une intervention militaire roumaine dans le conflit, l'Entente laissait à son nouvel allié « carte blanche » pour annexer la Bukovine, le Banat, le Muramures et toute la Transsylvanie. En novembre 1916, les austro-allemands occupaient Bucarest: la Roumanie était ainsi coupée en deux.

Les armées des Empires centraux occupaient les deux-tiers du royaume. Les Roumains furent contraints à l'armistice en décembre 1916. Le traité, signé à Bucarest, imposait au vaincu la cession de la Dobroudja du sud à la Bulgarie et des rectifications de frontières dans les Carpates au profit de l'Autriche -Hongrie. La Roumanie devenait un protectorat allemand.

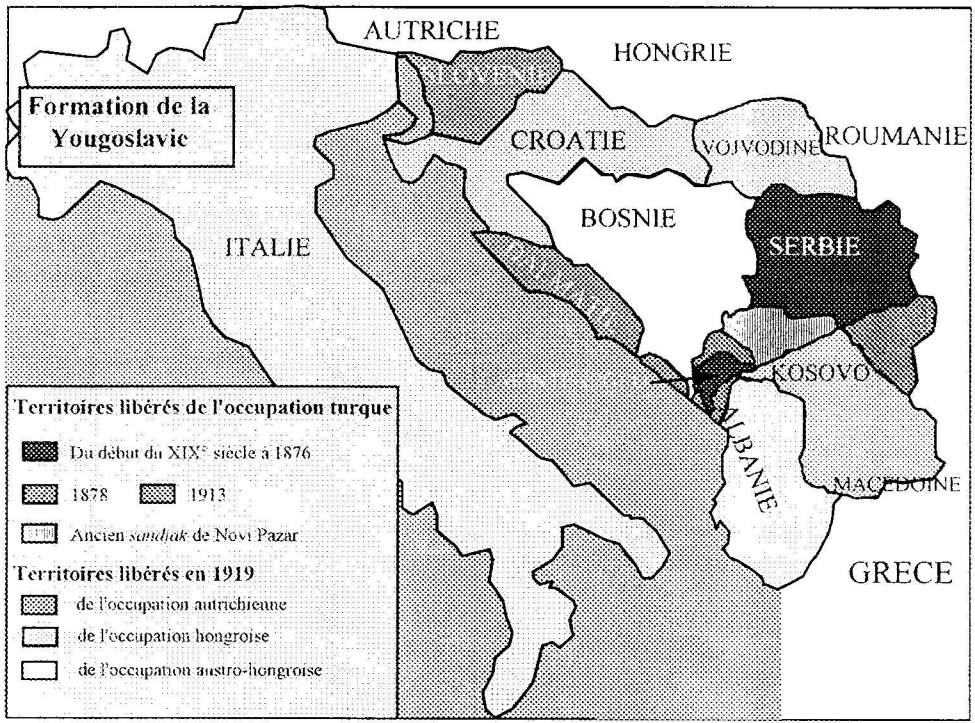
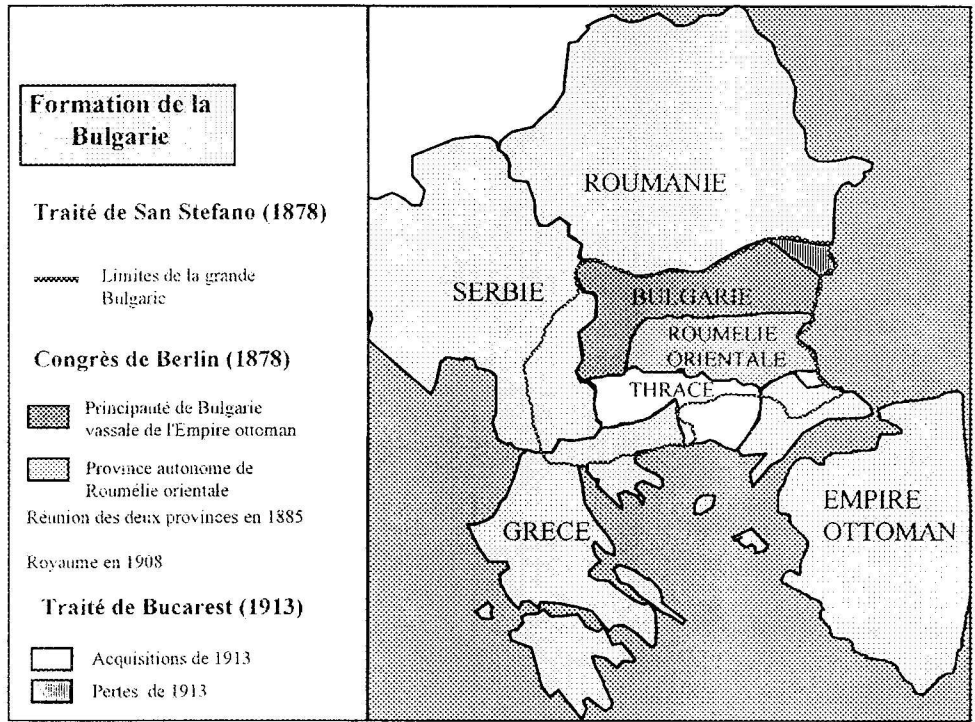
Le 2 décembre 1917, la Moldavie, qui avait récupéré la Bessarabie, déclara son indépendance vis à vis de la Russie.

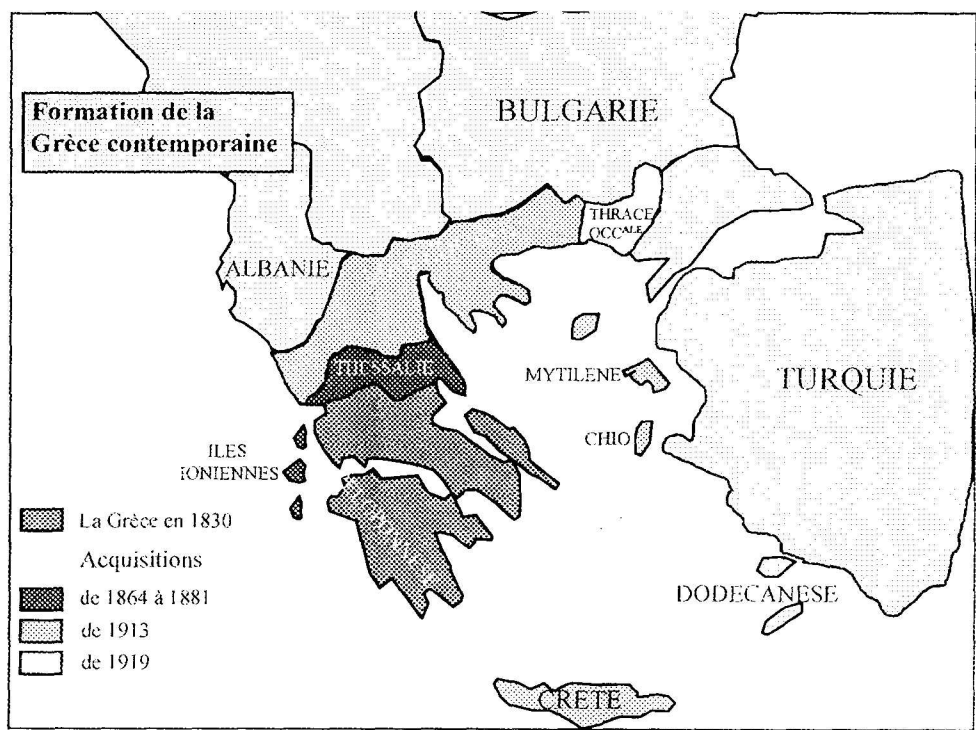
Le 9 avril 1918, la république de Moldavie vota l'union avec la Roumanie.

7.6 Le viol de la Grèce et la victoire des alliés en Orient (1910-1918)

Au sortir des guerres balkaniques, la Grèce avait presque doublé sa superficie. Thessalonique était conquis, mais il restait l'Epire du nord donnée au nouvel état albanais en décembre 1913. La Grèce était divisée entre un gouvernement favorable à l'Entente, et un roi germanophile convaincu de la victoire des puissances centrales. Le gouvernement proposa aux alliés de débarquer leurs troupes à Thessalonique pour soutenir les Serbes attaqués sur deux fronts.

Les alliés, favorables au gouvernement, exigèrent l'abdication du roi de Grèce. La victoire de l'Entente en 1918 permettait à celle-ci de remodeler les Balkans.





Les Balkans actuels

"Du traité de Versailles aux Accords de Dayton-Paris 1995"

Il peut paraître paradoxal, de constater que l'unité et le déchirement yougoslave sont issus du même concept : la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cependant, c'est dans les différentes cultures réunies en 1919 au sein du royaume des Serbes, des Croates, et des Slovènes, que se trouve déjà le germe de l'explosion des années 90. Un caractère récurrent anime toute cette époque, c'est l'instabilité et les dissensions internes qui gangrènent la fragile unité fédérale.

I-LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE (1919-1941)

1.1 L'héritage de Versailles.

La Serbie est une des grandes bénéficiaires de la défaite de l'Autriche - Hongrie. Elle récupère des territoires importants : Slovénie, Croatie, Bosnie ainsi que la Voïvodine, pour former le royaume de Yougoslavie (Slaves du sud).

Cette monarchie constituante avait été officiellement annoncée à Corfou le 20 avril 1917, par le gouvernement serbe en exil. Cependant le *yougoslavisme* est le résultat d'un courant de pensée purement intellectuel, plutôt que d'un souhait populaire commun. Les élites voient là le moyen de s'adapter à un affaiblissement progressif des empires, malgré les divergences politiques, culturelles, accentuées par les antagonismes confessionnels.

Malheureusement, la conception unitaire et centralisée du royaume fondée sur le rôle prédominant de la Serbie s'oppose à la culture héritée de l'empire: une décentralisation du pouvoir basée sur l'autodétermination des nations constitutives.

De ce fait, les Serbes occupent tous les postes clés ; l'armée serbe constitue l'unique système de l'état . Une crise politique ouverte dure jusqu'en 1929.

La monarchie devient alors absolue : le roi Alexandre fait remodeler administrativement les provinces, en vue de ne plus les calquer sur les ethnies. Mais la question nationale n'est pas résolue : l'hostilité est croissante entre Serbes et Croates. Ces derniers sont privés d'opposition légale alors que les autres sont amers du peu de résultats en regard des sacrifices consentis pour le nouvel état.

La crise économique frappe aussi la Yougoslavie. Et en 1934, le roi est assassiné à Marseille. Le régent et deux ministres qui assurent l'intérim du pouvoir, subissent des pressions de plus en plus fortes de la part des deux pays fort ambitieux : l'Italie et l'Allemagne.

Comprenant le danger la Yougoslavie se garde bien de réagir lors de l'annexion de l'Autriche.

En 1939, l'autonomie est accordée aux Croates, ce qui mécontente les Slovènes. Pour éviter une guerre à laquelle elle ne pourrait faire face la Yougoslavie se rapproche de l'Allemagne. Cependant l'armée déjà affaiblie sur le plan intérieur prend le pouvoir par un coup état le 27 03 41. Mais 22 jours plus tard, la Yougoslavie est envahie par l'Allemagne.

Le découpage de la Yougoslavie occupée est le suivant :

- le Nord-est de la Slovénie et la Serbie sont occupés par l'Allemagne.
- la Dalmatie et le Kosovo sont annexés par l'Italie.
- la Macédoine est annexée par la Bulgarie.

Un état indépendant constitué de la Bosnie et de la Croatie est dirigé par Ante Pavelic la solde de Mussolini.

II-L'ère TITO.

La résistance s'organise autour de 2 factions : les tchekniks fidèles au roi, et dès l'été 1941, une résistance communiste autour de TITO. Il est secrétaire du parti depuis 1937

Il voit dans cette résistance une opportunité de faire avancer la cause révolutionnaire tout en réunifiant la Serbie, puis la Croatie de manière idéologique.

Pour cela , il va d'abord éliminer la résistance royaliste, puis proclamer une république fédérale basée sur l'égalité des peuples. L'adhésion est renforcée par les massacres perpétrés par les oustachis (Croates) sur les Serbes.

Après la Victoire, une constitution de type stalinien est promulguée. Tito veut une Yougoslavie forte en affaiblissant la Serbie : le Kosovo et la Voïvodine seront autonomes ,le Monténégro ainsi que la Macédoine deviennent des républiques.

En 1948, c'est la rupture entre Tito et Staline, le système yougoslave prend une tournure originale avec l'adoption du régime d'autogestion et l'ouverture au tourisme.

En 1968, la répression est forte contre la vague d'idées libérales.

1974: dernière constitution qui est le testament politique de Tito. Elle instaure une présidence collégiale et tournante chaque année pour éviter toute hégémonie d'une république sur les autres.

TITO meurt en mai 1980.

Peu à peu, les instances fédérales se paralysent. Les ressentiments nationaux émergent à nouveau. En 1987, Slobodan Milosevic arrive au pouvoir en Serbie porté par l'idée d'une grande Serbie.

III-APRES LA GUERRE FROIDE.

En 1990, l'impasse est totale : des élections pluralistes ont lieu en Croatie et en Slovénie. Elles consacrent la victoire de l'opposition. De plus, le président serbe refuse de céder sa place à un Croate indépendantiste. Les législations des provinces prennent le pas sur la loi fédérale, l'affrontement est inévitable, d'autant plus qu'à la fin 1990, des référendums sur l'indépendance débouchent sur le oui en Slovénie comme en Croatie

Il ne faut pas oublier qu'à cette époque les regards sont tournés vers le golfe arabo persique, et que l'affaiblissement politique considérable de la Russie a diminué l'importance géostratégique de la région.

JUIN 91 : début de la guerre croato-serbe s'étendant à la Bosnie qui vient de proclamer son indépendance.

JANVIER 1992: arrivée des casques bleus à SARAJEVO. On peut lire dans le rapport de la commission européenne : "*la Yougoslavie est en voie de dissolution* ."

IV-LES ACCORDS DE DAYTON.

Ils sont le résultat de 3 facteurs :

le déploiement de la force de réaction rapide

un rééquilibrage des forces au profit des Croato-musulmans

renforcement de la présence U.S.A.-OTAN au détriment de

l'ONU et de l'Europe.

Ils comportent des ambiguïtés : la Bosnie-Herzégovine devient un état souverain divisé en 2 qui à moyen terme risque fortement de devenir un réduit musulman entre une grande Serbie et une grande Croatie.

La logique des accords veut essayer de réunir les civils alors que la guerre avait pour but principal un nettoyage ethnique.

L'avenir passe par un équilibre fragile entre ZAGREB et BELGRADE

Les Serbes sont perdants : pas de grande Serbie / la Krajina reste croate / le retour éventuel au pouvoir d'une droite nationaliste n'est pas à exclure.

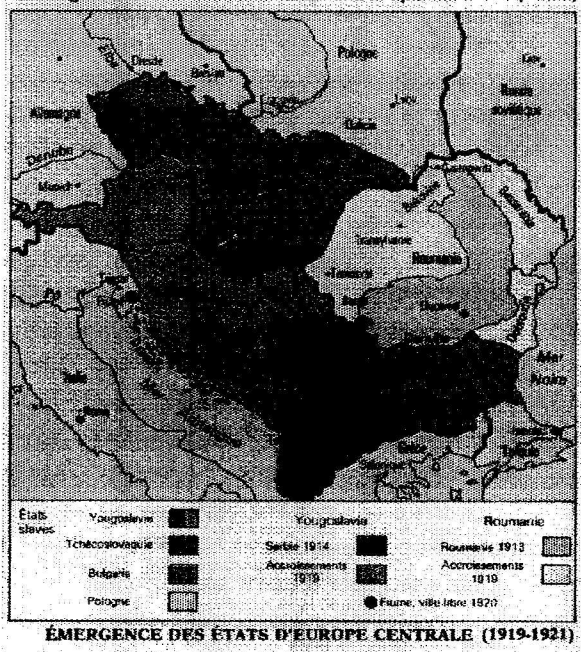
les Croates sont les vainqueurs. Les Serbes de Krajina partent.

V-L'AVENIR.

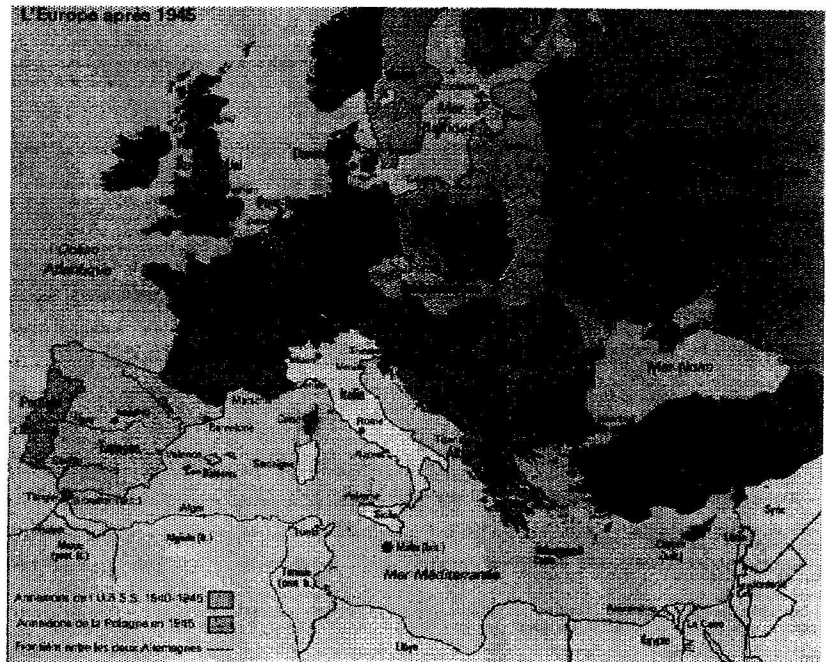
Il est très incertain dans une région où les frontières ont beaucoup évolué. Beaucoup de questions ne sont pas réglées ou même posées. Les accords de Dayton ont négligé la partie sud : la Macédoine et surtout le Kosovo qui subit un véritable siège et dont l'autonomie enlevée par Milosevic ne fait qu'accroître le danger d'implosion.

Cette recomposition politique de la région, qui est toujours en cours, a été marquée par l'absence de l'Europe et de la Russie et l'arrivée des USA. Cependant de nombreux obstacles politiques perdurent, à commencer par l'absence de véritables régimes démocratiques dans ce que l'on peut appeler la poudrière de l'Europe.

Émergence des nouveaux États d'Europe centrale (1920)



L'Europe après 1945



LES BALKANS (2° séance)

Au cours de cette séance, sous la direction de M. Chenu et conformément au programme prévu, quatre stagiaires ont traité les sujets suivants : les nationalismes dans les Balkans (LCL Courbois), la réinvention de l'histoire (CE Dupouy), la sacralisation de l'histoire (CDT Nordh), la participation des intellectuels, présentation de deux manifestes nationalistes (CES Laplace).

I. Les nationalismes dans les Balkans

Dans l'Europe de la fin du XIX^e siècle, l'idée de nation s'est envisagée de plusieurs façons qui, avec le temps, se sont réduites à deux modèles :

- le modèle de nation ethno-culturelle de **Herder**,
- et le modèle de nation élective de **Renan**.

Herder considère la nation comme étant formée d'êtres vivants qui obéissent à un principe de cohésion linguistique, au sein d'un pays aux frontières indécises, déchiré entre d'innombrables royaumes, mais aspirant à se rassembler. Il s'agit donc d'un nationalisme régi par les liens du sang et de la langue maternelle. L'idée de nation ethno-culturelle affirme l'existence de peuples sans Etat définis par leur langue et leur culture.

Plus tard, Ernest **Renan** opposa son modèle d'une nation élective née du rassemblement volontaire de ses membres. « Une nation est une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé; elle se résume cependant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours ».

D'un point de vue terminologique, le terme de nationalité entre dans l'usage français vers 1770 pour désigner la conscience nationale. Puis il acquiert une signification assez différente dans le principe des nationalités, pour désigner l'aspiration à l'unité ou à l'indépendance des peuples sans Etat.

Quant au terme de nationalisme, nouveau venu dont l'apparition remonterait à 1798, il connote d'abord en France l'esprit révolutionnaire puis se fixe, entre 1870 et 1914, dans son acception de particularisme outrancier associé souvent à l'extrémisme de droite.

Trois facteurs d'émergence des nationalismes dans les Balkans peuvent être dégagés : la raison divine de la sainte alliance, le traité de 1774, le rôle de l'église orthodoxe.

- **La raison divine** : en 1815, les édifices territoriaux issus du congrès de Vienne étaient si fragiles et menacés que les souverains européens ont eu recours à la notion de « raison divine ». C'était en effet à l'époque le seul ciment capable de souder entre eux des peuples hétéroclites partageant heureusement la même religion : orthodoxe pour la Russie, catholique pour l'Autriche, protestante pour la Prusse. Le Tsar Alexandre 1^{er} prendra l'initiative d'appeler Dieu à la rescousse en

conviant l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse à communier avec lui dans une Sainte Alliance conclue le 26 septembre 1815.

- **Le traité de 1774** concédait la protection russe à l'ensemble des populations slaves ou grecques. Il a eu des conséquences importantes sur l'émergence des nationalités. Depuis longtemps, la Russie avait cherché à étendre sa protection à l'ensemble des populations slaves ou grecques soumises au joug ottoman et par là musulman. En concédant cette fonction tutélaire au Tsar en 1774, le pouvoir impérial turc a permis en fait d'affirmer les droits des nations chrétiennes et orthodoxes. De plus, cette stratégie russe a contribué à terme à installer le berceau des nationalités qui déchireront les Balkans.

- **L'Eglise orthodoxe** a fourni l'appareil et les compétences permettant de créer les bases culturelles de l'expansion ultérieure des micro-nationalismes dans le champ des rivalités austro-turques. Ce rôle capital de l'autocéphalisme de l'Eglise orthodoxe a été encore souligné lors de la visite du patriarche de Belgrade en 1994 qui a déclaré: « l'Eglise orthodoxe ne fait aucune distinction entre les Serbes de ce côté de la Bosnie et ceux de l'autre côté; ce sont les hommes politiques qui les séparent ».

Enfin il faut souligner la période difficile traversée par les micro-nationalités de 1870 à 1914, époque à laquelle ces petites nations apparaissaient comme politiquement indésirables aux yeux des gouvernements des grandes nations. Friedrich Engels considérait ainsi comme « anachronique l'existence en plein milieu de l'Europe de semblables petites peuplades primitives ».

A l'issue de ce premier exposé dédié au nationalisme dans les Balkans, M. Chenu a reconnu qu'il n'existe pas dans la littérature française d'ouvrage traitant de façon concrète de ce sujet.

Il a souligné qu'à aucun moment dans l'exposé, il n'avait été fait mention de « mixité » pour parler des nationalismes. Ceci s'explique selon lui par le fait que les intellectuels ont toujours été incapables de conceptualiser la multiplicité dans la tolérance.

II. La réinvention de l'histoire

En matière d'intégration nationale, l'histoire, les préjugés, les récits transmis par la tradition orale se révèlent souvent des obstacles plus grands que la différence de couleur de peau ou la divergence des intérêts économiques.

En ce qui concerne la division historique des Serbes et des Croates, on constate chez ces deux populations un renchérissement dans les efforts pour faire remonter leur séparation à un passé très lointain. Les historiens serbes par exemple insistent sur la pureté de l'ascendance slave des Serbes. Ces derniers auraient ainsi précédé les autres Slaves dans l'Illyricum romain. Les Croates sont rabaissés au rang d'intrus sur les terres occupées déjà par les Serbes.

Contrairement aux enfants serbes, les enfants croates apprennent très tôt que les Croates ont passé le Danube en même temps que les Serbes, que ces derniers sont restés dans les montagnes à l'intérieur du pays, tandis que les Croates sont

arrivés jusqu'à la mer en fondant tout au long de la côte un Etat puissant, devenu très tôt un royaume...

La religion, orthodoxe pour les uns, catholique pour les autres, renforce cette division.

Le mythe de Kosovo est un exemple frappant de réinvention de l'histoire. Cette bataille perdue par les Serbes en 1389 contre les Ottomans est devenue point de cristallisation des vertus et aspirations nationales. Par un processus compensatoire psychologique remarquable, les Serbes ont en effet créé une interprétation mythique de cette défaite qui non seulement épargne leur amour-propre mais exalte leurs qualités morales. (Un ange serait apparu au prince Lazare qui commandait aux Serbes, le mettant devant le choix suivant : vaincre l'ennemi et obtenir ainsi un "empire terrestre" ou être vaincu et gagner pour lui-même et son peuple "l'empire céleste"). En choisissant le martyre, Lazare et les Serbes sont devenus un "peuple céleste".

Les Croates se targuent d'avoir été, eux, pays non conquis, la véritable muraille avancée chrétienne, l'obstacle qui a empêché la pénétration de l'islam en Europe. Il est intéressant de noter combien chacun s'accorde une place de choix dans la lutte pour la liberté des nations.

L'arrivée des Serbes dans les confins est également à l'origine d'un contentieux entre les Serbes et les Albanais. En effet, la région du Kosovo, vidée de sa population serbe sous la pression turque, a été repeuplée par des populations albanaises. Nulle part on ne saisit mieux la contradiction entre le droit naturel qui donne raison aux Albanais et le droit historique qui justifierait la volonté serbe de garder le contrôle d'un de ses vieux territoires de peuplement.

La création de la Yougoslavie en 1918 repose dès l'origine sur un profond malentendu.

Pour les Serbes, il s'agissait d'un agrandissement de leur pays, d'une conquête territoriale, alors que pour les Croates, la Yougoslavie était une union libre de trois peuples souverains (Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes).

La création même de la Yougoslavie portait en elle les germes de son effondrement.

En conclusion, on ne peut que constater à quel point le dogmatisme stalinien, la conception totalitaire et l'habitude de dicter la "vérité historique transitoire" par ordre du bureau politique ont abouti, en Yougoslavie, à une vision aberrante du passé. L'idée de la continuité historique, imposée comme un dogme, ferme toute possibilité de dialogue.

A l'issue de ce deuxième exposé dédié à la réinvention de l'histoire, M. Chenu est tout d'abord revenu sur le mythe de Kosovo : aujourd'hui, le sens critique de la population serbe est tel qu'il serait inutile de remettre en cause ce mythe. Il s'agit là de l'histoire telle qu'elle est enseignée dans les écoles serbes...

Au sujet de la région du Kosovo, occupée par les Serbes puis par les Albanais, M. Chenu a souligné que la continuité ou discontinuité d'occupation d'un territoire a toujours de l'importance : le fait d'avoir occupé un sol au cours d'une période de l'histoire ne donne pas des droits.

Enfin, revenant à une actualité plus récente, le directeur d'étude a rappelé qu'au référendum de 1991, les Croates n'ont pas fait sécession, ils souhaitaient seulement une confédération et non une indépendance brutale.

III. La sacralisation de l'histoire

On peut tout d'abord constater que l'église orthodoxe se différencie de l'église catholique dans sa relation avec l'Etat. En effet, en Europe occidentale l'Eglise catholique et l'Etat ont été séparés très tôt, ce qui n'a pas empêché une position du Pape au-dessus de l'Etat. Dans les pays orthodoxes, le lien entre l'Eglise et l'Etat est resté très étroit. Cette relation a conduit l'Eglise à une dépendance bien plus grande qu'en Europe occidentale envers le pouvoir politique.

L'Eglise orthodoxe considère qu'elle a seule conservé la vraie forme du christianisme. Le monde orthodoxe n'a pas suivi l'évolution de la laïcité et de la séparation de l'Eglise et l'Etat. Le sentiment national a été forgé dans un combat contre différents occupants, par exemple les Mongols et les Ottomans, peuples d'une ethnie et d'une religion différentes. La lutte pour l'indépendance a donc un lien très fort avec la lutte pour l'identité nationale et religieuse. L'orthodoxie dans ces conditions est devenue le noyau du nationalisme et il y existe donc des liens entre la religion, la nation et l'ethnie.

Le pouvoir communiste a longtemps essayé de détruire l'identité catholique et d'intégrer le peuple dans un monde d'inspiration orthodoxe. L'Eglise a été constamment accusée d'être l'animatrice d'une résistance culturelle de la nation croate. Cette lutte entre les communistes et l'église catholique a été à l'origine de centaines de victimes parmi les prêtres et les évêques croates.

Les peuples musulmans de la région des Balkans sont les Albanais et les Bosniaques. En Yougoslavie, c'est seulement à partir de 1967 qu'apparut l'expression musulman dans le langage officiel pour désigner les peuples de l'Islam, de langue serbo-croate, qui habitaient la région Bosnie-Herzégovine. Les musulmans habitent la Bosnie depuis l'empire ottoman et ils sont en partie descendants de fonctionnaires, de militaires et de grands propriétaires de cet empire. Les musulmans habitent souvent les villes et c'est là que les progrès économiques réalisés ont été concentrés. Cette évolution a encore mis en évidence le contraste culturel par rapport aux montagnards serbes.

Dans la région des Balkans, le poids de l'histoire sur l'attitude parfois ambiguë des Eglises face aux guerres et crimes de guerre est donc considérable.

A l'issue de ce troisième exposé dédié à la sacralisation de l'histoire, M. Chenu a rappelé combien L'Islam en Bosnie-Herzégovine était difficile à cerner. En effet, l'Islam est une référence plus culturelle que religieuse. La nationalité musulmane a été créée par Tito (financement de la construction de mosquées) pour introduire un troisième acteur entre les Serbes et les Croates. Aujourd'hui, au sein de cette communauté musulmane, ce n'est pas tant la religion qui soude que le sentiment d'avoir été abandonnés par la communauté internationale face aux Serbes et aux Croates.

Concernant l'opposition entre catholicisme et orthodoxie, M. Chenu, outre l'autocéphalie, la Trinité et l'Hostie, a cité les critères de vérité comme point

I. L'IDEE DE NATION

Dans l'Europe de la fin du XIX^e siècle, l'idée de nation s'envisage de plusieurs façons.

que simple cadre institutionnel et juridique; elle n'est « qu'un corps d'associés vivant sous des lois communes et représentés par la même législature ».

Puis, les **Jacobins** envisagent la nation comme une entité patriotique au sein de laquelle les hommes auraient appris à cesser d'être eux-mêmes afin de ne plus songer qu'à l'intérêt public.

Enfin, une troisième théorie, développée par **Herder** puis **Fichte**, considère la nation comme étant formée d'êtres vivants qui obéissent à un principe de cohésion linguistique, au sein d'un pays aux frontières indécises, déchiré entre d'innombrables royaumes, mais aspirant à se rassembler. Il s'agit donc d'un nationalisme régi par les liens du sang et de la langue maternelle.

Plus tard, Ernest **Renan** opposera son modèle d'une nation élective née du rassemblement volontaire de ses membres.

A partir de ce moment, ces quatre interprétations tendront à se réduire en deux:

- le modèle de nation ethno-culturelle de **Herder**,
- le modèle de nation élective de **Renan**

II- LA NATION ETHNO-CULTURELLE DE HERDER

Johann Gottfried Herder est né en Prusse en 1744. Ce pasteur, qui est aussi professeur, caractérise la nation ainsi: « la Providence a admirablement séparé les nations, non seulement par des forêts et des montagnes, mais surtout par les langues, les goûts et les caractères, afin que l'oeuvre du despotisme fût plus difficile, et que les quatre parties du monde ne deviennent pas la proie d'un seul maître ». Toute l'idée de nation ethno-culturelle se définit dans cette phrase.

La nation s'identifie ainsi à une langue qui l'emporte sur l'Etat aussi bien que sur les modèles de gouvernement artificieux. **Herder** met donc en cause directement l'Etat qui présente le défaut de ressembler souvent à un « mélange bizarre de races et de nations placées sous un sceptre unique » Il s'attaque donc de fait aux empires de l'Europe centrale et orientale.

Herder défend donc le droit de tous les peuples à s'assembler à leur guise en se distinguant de leurs voisins. L'idée de nation ethno-culturelle affirme l'existence de peuples sans Etat définis par leur langue et leur culture.

III-LA NATION ELECTIVE DE RENAN

L'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne va conduire Ernest Renan à contester au nom d'un autre principe de la nationalité ce rattachement justifié par la

des peuples hétéroclites partageant heureusement la même religion. Mystique et influencé par le clan ultra-orthodoxe qui domine la cour de Saint-Petersbourg, le tsar Alexandre 1^o va prendre l'initiative d'appeler Dieu à la rescousse en conviant ses « frères », l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse, à communier avec lui dans une Sainte Alliance conclue le 26 septembre 1815. Les trois princes alliés se désignent comme délégués par la Providence pour gouverner les trois branches d'une même famille, à savoir: l'Autriche, la Prusse et la Russie, montrant ainsi que la nation chrétienne, dont eux et leurs peuples font partie, n'a réellement d'autre souverain que celui à qui seul appartient la puissance, Jésus-Christ. Sont ainsi associées dans la nation chrétienne indivisible, trois confessions: orthodoxe pour la Russie, catholique pour l'Autriche et protestante pour la Prusse.

5.2 Le traité de 1774 et l'émergence des nationalités

Depuis longtemps, l'autocratie russe a forcé la dose en menant une croisade panorthodoxe destinée à étendre sa protection à l'ensemble des populations slaves ou grecques soumises au joug ottoman et par là musulman. En concédant cette fonction tutélaire au tsar en 1774, le pouvoir impérial turc a permis en fait d'affirmer les droits des nations chrétiennes et orthodoxes. De plus, si cette stratégie russe contribue dans l'immédiat à miner l'autorité ottomane, elle aboutit aussi à terme à installer le berceau des nationalités qui déchireront les Balkans. La religion orthodoxe va se faire nationaliste et populaire au lieu de consacrer l'entreprise antinationale d'une Sainte Alliance incapable d'endiguer ses effets pervers.

Le traité de 1774, qui concédait la protection russe à l'ensemble des populations slaves ou grecques, a eu des conséquences très importantes sur l'émergence des nationalités. Les Ottomans appliquaient depuis des siècles un système qui, en contrepartie du paiement d'un tribut et de certaines servitudes ou limitations de statut, leur octroyait l'autorité administrative et confessionnelle sur une base non territoriale. Les Grecs orthodoxes se trouvaient régis directement par leurs semblables et leurs coreligionnaires roumains aussi. C'est de cette manière que se sont maintenues et affirmées de multiples identités à la fois religieuses, linguistiques et ethniques, qui ont préparé tout naturellement le terrain des aspirations nationalistes du XIX^o siècle. A la limite, il est même arrivé que les autorités épiscopales résistent aux Turcs et gouvernent un pays chrétien en pleine souveraineté. Ce fut le cas du Monténégro, indépendant de fait depuis le XIV^o siècle, soutenu par la Russie depuis 1711, et régi jusqu'en 1852 par un prince-évêque assisté d'un gouverneur laïc.

5.3 Le rôle de l'Eglise orthodoxe (1750 - 1829)

Le second entraînement religieux, qui intervient dans les pays balkaniques après 1750, est le fait du clergé et non des universitaires. La langue bulgare, par exemple, commence à être codifiée dès 1762 à l'initiative d'un moine du mont Athos. En Roumanie, le premier catéchisme paraît dès 1544. Il ouvre la voie au XVI^o siècle à toute une littérature pieuse traduite des langues slaves, sans laquelle l'historiographie nationaliste du début du XIX^o siècle n'aurait pu exister. La liturgie elle-même joue son rôle dans les régions contrôlées par les Turcs. Ceux-ci favorisent l'élite grecque dite phanariote au nom de la vieille tactique de diviser les chrétiens pour régner. Deux partis se forment en conséquence, l'un hellène et l'autre national. Pour sa part, le clergé choisit le second.

Les Eglises orthodoxes fournissent l'appareil et les compétences qui permettent de créer les bases culturelles de l'expansion ultérieure des micro-

nationalismes placés dans le champ des rivalités austro-turques. Ce rôle capital de l'autocéphalisme de l'Eglise orthodoxe a été encore souligné lors de la visite du patriarche de Belgrade en 1994 qui a déclaré: « l'Eglise orthodoxe ne fait aucune distinction entre les Serbes de ce côté de la Bosnie et ceux de l'autre côté; ce sont les hommes politiques qui les séparent ».

Le soulèvement en Grèce (en 1821 dans le Péloponnèse) se fait à l'initiative de l'évêque de Patras. La répression turque est féroce: le patriarche de Constantinople est pendu devant sa cathédrale et les habitants de l'île de Chios sont massacrés ou vendus comme esclaves. Les puissances européennes ne bougent pas car elles ont toujours estimé que la puissance turque ne pesait plus guère.

Cependant, l'émotion de ces atrocités saisit l'Europe occidentale; le fait que les victimes appartiennent à la même confession, même s'ils sont orthodoxes, est un facteur aussi important. Eugène Delacroix expose son tableau du massacre de Chios; Chateaubriand et Victor Hugo adoptent la cause grecque. Le 20 octobre 1827, la flotte franco-russo-anglaise écrase l'escadre turque à Navarin, ce qui aboutira à l'indépendance de la Grèce en 1829. Donc le facteur religieux a été un facteur déterminant dans cette accession à l'indépendance.

Napoléon III soutient la résistance du Monténégro pour contrer l'autocratie russe et démontrer au Tsar que les Balkans ne constituent plus sa chasse gardée. Mais il ne protège ainsi que des chrétiens orthodoxes.

VI-LE PURGATOIRE DES MICRO-NATIONALITES DE 1870 A 1914

Les unifications allemande et italienne viennent clore la phase de formation des grands états-nations européens et marquent, vers 1870, un tournant du nationalisme dont les conséquences persistent jusqu'à la guerre de 1914-1918.

Les petites nations apparaissent alors comme politiquement indésirables aux yeux des gouvernements des grandes nations. Un idéologue, comme Mazzini, considérait dès 1830 qu'une nation souveraine n'était en droit d'être créée que si elle réunissait non seulement les ressources nécessaires à son existence, mais aussi des conditions suffisantes quant à la dimension, la population et la tradition historique. De plus, il considérait que l'ethnie ou la langue ne pouvaient constituer le critère exclusif de la nationalité légitime. Friedrich Engels considérait même comme « anachronique l'existence en plein milieu de l'Europe de semblables petites peuplades primitives ».

Or, tout change après 1870. Les mouvements nationalistes apparaissent déjà dans les royaumes et sous-royaumes de l'Autriche-Hongrie. La communauté ethnique ou linguistique s'impose pour ces micro-nationalités. Ces trublions, qui vont faire fi du principe de la « nation élective » cher à Renan, sont évidemment condamnés par les Etats-Nations et vont subir un long purgatoire jusqu'en 1914.

Les micro-nationalismes victorieux d'avant 1914 se situent pour l'essentiel dans l'espace ottoman, tel est le cas de la Serbie devenue indépendante en 1878,, de la Roumanie devenue souveraine à la même date. Mais la Bulgarie apparaît moins favorisée puisqu'il lui faut attendre 1908 pour acquérir son indépendance totale. Quant aux pays slaves de l'Empire austro-hongrois, ils sont moins avantagés encore. La Transsylvanie est rattachée à l'Autriche-Hongrie en 1867. La Croatie ébauche depuis les années 1800 une identité étendue à tous les slaves du sud, serbes compris, et connue sous le nom d'illyrisme. Mais la masse de la population ressent davantage de fierté d'appartenir à l'empire de Vienne et d'afficher son catholicisme vis à vis de l'orthodoxie serbe.

LA REINVENTION DE L'HISTOIRE

Le nationalisme hésite entre deux légitimités : celle des droits historiques, garantis par un passé réel ou inventé; celle du droit naturel, issu de l'autodétermination des populations. Le plus souvent, les deux légitimités sont invoquées simultanément pour faire aboutir des revendications territoriales, souvent justifiées, parfois déraisonnables.

Le nationalisme commence donc par le mythe plus que par la réalité, trop difficile à vivre. C'est une réalité embellie plutôt qu'un faux volontaire.

Même quand les rapports étaient au mieux, les Croates passaient aux yeux des Serbes pour décadents, lâches, mièvres, affectés et obstinés, tandis que les Croates considéraient les Serbes comme primitifs, violents, rusés, sournois et menteurs.

Ces préjugés jouent un rôle important dans l'imaginaire collectif et, malheureusement, offrent prise à la manipulation politique des masses.

Il faut noter toutefois que la différenciation nationale entre les Serbes et les Croates, si ancienne soit elle, n'a donné lieu à des conflits armés qu'au XXème siècle et que le passé plus lointain est marqué par des règlements de compte sanglants entre les Serbes et les Monténégrins, d'un côté, et les autres peuples balkaniques, notamment les Bulgares, les Albanais et les Macédoniens, de l'autre.

Les aspirations traditionnelles des Serbes s'opposent à un tel point aux idéaux politiques des Croates et les divergences culturelles entre eux sont si profondes, qu'une fusion de ces deux peuples est aujourd'hui psychologiquement impossible. Le poids de l'histoire divergente les sépare plus que l'espoir d'un avenir commun pourrait les réunir.

L'expérience de l'ex-Yougoslavie montre qu'en matière d'intégration nationale, on peut rencontrer un obstacle plus grand que la différence de couleur de peau ou de forme du crâne, plus grand même que la différence des idiomes ou la divergence des intérêts économiques. Cet obstacle tient essentiellement à l'histoire, i.e. à la tradition orale et aux récits inculqués aux enfants. Inutile de souligner que cette histoire est essentiellement mythique, que sa fonction est la justification des actions politiques et non pas la recherche de la vérité.

I - UNE DIVISION "HISTORIQUE" DES SERBES ET DES CROATES

Au XIème siècle, le grand schisme renforcera la division. Les Croates se sont trouvés du côté du catholicisme et de l'Europe occidentale, les Serbes du côté de l'orthodoxie et du monde byzantino-russe.

11 / Une vision serbe ...

Depuis le XIXème siècle jusqu'à nos jours, on constate des deux côtés un renchérissement dans les efforts pour faire remonter la séparation de ces deux

peuples à un passé très lointain. Les historiens serbes insistent sur la pureté de l'ascendance slave des Serbes.

Des ouvrages paraissent de temps en temps, selon lesquels les Serbes auraient précédé les autres Slaves. Leur arrivée dans l'Illyricum romain serait de quelques siècles antérieure à celle des Croates, rabaissés ainsi au rang d'intrus sur les terres occupées déjà par les Serbes. Pour mieux étayer cette argumentation, on va jusqu'à truquer les résultats des fouilles archéologiques.

La plupart des Croates actuels seraient en fait génétiquement des Serbes qui s'ignorent ou, plus précisément, des Serbes que les prêtres catholiques auraient trompés sur leur véritable identité nationale.

12 / ...aux antipodes des croyances croates

Contrairement aux enfants serbes, les enfants croates apprennent très tôt que les Croates ont passé le Danube en même temps que les Serbes, que ces derniers sont restés dans les montagnes à l'intérieur du pays, tandis que les Croates sont arrivés jusqu'à la mer en fondant tout au long de la côte un Etat puissant, devenu très tôt un royaume.

Les Croates font partie des nations historiques, peut-on pour autant affirmer qu'il y eut continuité étatique de 1102 à 1918, comme l'affirment actuellement les thèses officielles ?

La Croatie a perdu au cours des siècles son unité territoriale. La Croatie civile est coupée, jusqu'en 1881, de la Croatie militaire, devenue zone des confins militaires, sous administration spéciale. Après 1867 la Croatie a été subordonnée au royaume de Hongrie, tout en gardant par un Compromis de 1868 certaines institutions propres : la Diète de Zagreb, le chef du pouvoir exécutif, le *ban*.

Ce qui assure une continuité, ce n'est pas la réalité d'un Etat, mais le souvenir de son histoire, resté vivant à travers les siècles, dans les consciences de ses habitants. La fierté nationale croate a donné une réalité à un éphémère royaume médiéval. C'est l'effet d'une volonté plus que la constatation d'une réalité.

13 / Scission religieuse

Quelle que soit la vérité historique sur la répartition des territoires croates et serbes dans les temps les plus anciens, il est indéniable qu'après la fondation de l'église autocéphale serbe par saint Sava, en 1219, la ligne de partage entre Croates et Serbes correspond à celle des religions dominantes qui séparent le monde latin du monde byzantin, le catholicisme de l'orthodoxie.

Sava est un moine, un politicien habile et rusé, inspirateur d'une vision qui donne aux Serbes la mission de constituer un Etat fort et étendu.

L'expansion de cet Etat vers l'est et le sud, assortie de la soumission des populations non-serbes, culmine sous Etienne Némanjitch, dit "Douchan le puissant", qui, acte révélateur des visées politiques grandioses, prend en 1346 le titre de Tsar.

"L'empire de Douchan" deviendra le phare de la conscience politique serbe, événement symbolique qui nourrira, pendant des siècles, la légende du paradis perdu et le rêve de sa reconquête.

L'impérialisme serbe fut brutalement interrompu par l'invasion turque.

II - LE MYTHE DE KOSOVO

Les mythes historiques de l'arrivée précoce des Serbes dans les Balkans et de la formation d'un empire embrassant jusqu'à une grande partie de la Grèce actuelle reçoivent un sens particulier et subissent une exaltation extraordinaire grâce au mythe de Kosovo.

Il y a peu d'exemples d'une bataille désastreuse devenue mythe central, point de cristallisation des vertus et aspirations nationales.

21 / Une défaite serbe "positivée" ...

La bataille de *Kosovo Polje* (champ des merles), en 1389, marque non seulement la fin des aspirations serbes mais l'asservissement de ce peuple à un despotisme oriental non chrétien.

La défaite militaire, entraînant la perte de la liberté et la débâcle économique, blessa profondément l'orgueil national. Or, par un processus compensatoire psychologique remarquable, les Serbes ont créé et consigné dans une poésie populaire exceptionnellement forte une interprétation mythique de ce traumatisme historique qui non seulement épargne leur amour-propre mais exalte leurs qualités morales.

Ce mythe sera enfin, à partir du XIXème siècle, utilisé par les chefs politiques serbes pour justifier leurs prétendus droits sur les peuples voisins.

La légende de Kosovo est très instructive par le désaccord entre le contenu des sources historiques et la présentation habituelle de la bataille elle-même et, surtout, de ses tenants et aboutissants. Le chef de l'armée serbe, le prince Lazare (il était *knez*, i.e. duc ou prince, mais la légende lui attribue le titre de tsar), mort sur le champ de bataille, a été sanctifié.

Un ange serait apparu à Lazare en le mettant devant le choix suivant : vaincre l'ennemi et obtenir ainsi un "empire terrestre" ou être vaincu et gagner pour lui-même et son peuple "l'empire céleste".

En choisissant le martyr, Lazare et les Serbes sont devenus un "peuple céleste". Leur soumission aux Turcs n'est donc qu'une épreuve divine. Ils doivent rester fidèles à la foi orthodoxe.

Après la libération du joug turc, le monde entier les soumettra à d'autres épreuves. Le martyr du peuple serbe, volontiers comparé par eux à celui des Juifs, est d'ordre transcendantal.

Mais même en choisissant délibérément la défaite, le peuple héroïque serbe ne l'aurait pas subie par la seule supériorité des effectifs turcs. Pour la conscience populaire, la défaite ne pouvait s'expliquer que par une trahison, d'où la légende, inventée de toutes pièces, du double jeu de Vuk Brankovitch, gendre de Lazare. Il convient de noter, entre parenthèses, qu'après la bataille de Kosovo, la veuve de Lazare et ses fils se plieront complètement aux exigences du sultan Bayezid et, en bons vassaux, lui fourniront des soldats pour guerroyer contre les autres chrétiens.

Pour ceux qui demeurent sous l'emprise de la pensée mythique, derrière les déboires que rencontrent les Serbes à l'époque actuelle, il y a nécessairement le complot et la trahison.

22 / ... raillée par les Croates ...

Les références serbes à la légende de Kosovo laissent très perplexe un Croate moyen, qui ne comprend pas comment on peut tirer d'une bataille perdue non seulement un sentiment de fierté nationale mais aussi un droit à dominer les autres.

Les Albanais ne faisaient-ils pas déjà partie des habitants de la région de Kosovo et ne se sont-ils pas battus contre les Turcs, tout comme les troupes bosniaques, croates et hongroises, venues en aide à l'armée chrétienne ?

Comment alors, sans même parler du fait bien connu qu'une partie des Serbes étaient déjà des vassaux turcs, évoquer cette bataille pour justifier les prétentions serbes sur un territoire majoritairement albanais ?

Les Serbes apparaissent ainsi aux yeux de nombreux Croates, à tort ou à raison, soit comme des usurpateurs violents indignes de tout crédit, soit - aux yeux de certains intellectuels - comme des victimes d'une sorte de névrose collective, souffrant d'une peur irrationnelle qui les pousse aux pires exactions.

Les Croates s'attribuent comme caractéristiques historiques le pacifisme et le respect de la légalité. L'empereur byzantin Constantin Porphyrogénète (Xème siècle) raconte, en effet, que les Croates refusent d'aller se battre en dehors de leur pays, car ils auraient signé, en acceptant le baptême chrétien, un engagement solennel d'abandonner toute velléité de conquête militaire.

Le mythe national veut que les Croates soient restés fidèles au pape, tout en luttant contre la liturgie latine. Un privilège extraordinaire, obtenu à cette époque, était le droit de célébrer la messe en croate. Toutefois, un roi trop lié au pape, le roi Zvonimir, aurait été assassiné en 1089, lors de l'assemblée du peuple dans la plaine de Kosovo.

Cet assassinat, relaté par l'histoire mythique, et quelques autres épisodes sanglants bien réels du passé croate (par exemple la révolte des paysans au XVIème siècle) contredisent l'image de la nature essentiellement pacifique de ce peuple.

La lutte séculaire contre les Turcs n'a pas été moins dure pour les Croates que pour les Serbes, mais elle n'a pas été menée de la même manière. Occupés, les Serbes érigent en héros des bandits insoumis, des hors-la-loi appelés *haïduks*, tandis que les Croates combattent dans des unités militaires légalement encadrées.

Les Serbes prétendent avoir arrêté l'invasion turque par leur sacrifice et leur bravoure; les Croates se targuent d'avoir été, eux, pays non conquis, le véritable *antemurale christianitatis* (muraille avancée chrétienne), l'obstacle qui a empêché la pénétration de l'islam en Europe.

Il est intéressant de noter combien chacun s'accorde une place de choix dans la lutte pour la liberté des nations; ainsi la Hongrie revendique-t-elle également la mission de protectrice de l'Europe contre les Turcs.

Cette image doit toutefois être nuancée. La résistance hongroise n'a été ni continue ni unanime. Une partie de la noblesse a passé des alliances avec les Turcs pour lutter contre le pouvoir des Habsbourg. Ainsi la principauté de Transylvanie a-t-elle maintenu une existence autonome, en s'alliant tantôt au sultan, tantôt à la France.

23 / ... à l'origine d'une controverse serbo-albanaise

Les Serbes de Croatie, comme leurs frères de Serbie, gardent présente en leur coeur la défaite de 1389 contre les Turcs, près de la ville de Kosovo. La plupart d'entre eux habitaient cette région lorsque, à la fin du XVIIème siècle, pour fuir les représailles turques, ils ont abandonné leur patrie pour aller se réfugier dans l'empire des Habsbourg et combattre dans les confins militaires, en échange de la reconnaissance formelle de leur identité et de leurs droits.

Ces souvenirs, entretenus par les chansons populaires, étaient toujours prêts à resurgir.

La visite de l'Archiduc François-Ferdinand à Sarajevo, le 28 juin 1914, le jour anniversaire de Kosovo, le *Vidovdan*, ne pouvait être qu'un facteur aggravant pour ses assassins, révolutionnaires serbes de Bosnie.

L'arrivée des Serbes dans les confins militaires, qui a eu pour conséquence à long terme les conflits en Croatie, est également à l'origine d'un contentieux entre les Serbes et les Albanais.

En effet, la région du Kosovo, vidée de sa population serbe, a été repeuplée par des populations albanaises.

Nulle part on ne saisit mieux la contradiction entre le droit naturel qui donne raison aux Albanais et le droit historique qui justifierait la volonté serbe de garder le contrôle d'un de ses vieux territoires de peuplement.

La thèse officielle albanaise, qui affirme actuellement que le Kosovo a toujours eu une majorité d'Albanais, relève de la mythologie, d'un communisme national qui invente l'histoire par décision du comité central.

III - LA CREATION DE LA YUGOSLAVIE : UN MALENTENDU ?

La création de la Yougoslavie en 1918 fut un marché de dupes. Dès sa fondation, le nouvel état yougoslave a souffert d'un profond malentendu.

Pour les Serbes, il s'agissait d'un agrandissement de leur pays, d'une conquête territoriale. L'écrivain serbe Dobrica Cosic exprime parfaitement ce sentiment en déclarant que l'unification des Serbes, des Croates et des Slovènes en 1918 fut une "union des vainqueurs et des vaincus". Les Serbes se disaient "libérateurs", mais les problèmes venaient du fait que les autres ne se sentaient pas "libérés".

Les Croates ne se considéraient pas comme "conquis"; victimes d'une illusion politique, ils croyaient à une union libre des trois peuples souverains.

31 / Un mensonge politique ...

La Yougoslavie a été construite en 1918 sur un mensonge politique qui cherchait à réconcilier les revendications nationales de toutes les parties prenantes. Le nouvel Etat porta d'abord le nom trompeur de *Kraljevina SHS* (Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes).

Le président du gouvernement serbe Pasic a réussi par une manipulation à transformer un accord qui garantissait l'identité étatique croate en une union de type monarchique ambigu. Le Sabor (parlement de type féodal) croate a été aboli.

La Yougoslavie au sens strict est née par un acte unilatéral du roi qui a non seulement changé le nom de l'Etat mais qui a aussi et surtout introduit l'une des dictatures les plus dures de l'Europe de l'entre-deux-guerres.

Appliquée dans un Etat communiste au départ fortement centralisé et de plus en plus serbisé, l'idéologie "yougoslave" fut ressentie par la majorité des Croates comme une imposture, comme une idéologie "grand-serbe" déguisée.

En même temps l'opinion publique serbe ressentait ce même Etat comme trop décentralisé et, surtout après la constitution de 1974, s'opposait à la fragmentation administrative.

On a prêté au Croate Tito la déclaration selon laquelle il fallait affaiblir la Serbie pour rendre forte la Yougoslavie.

Slobodan Milosevic s'est appuyé sur cette assertion (vraie ou fausse) pour justifier sa prise du pouvoir.

32 / ...qui a sapé les fondements de l'Etat yougoslave

On dit souvent en France que la guerre en Yougoslavie a commencé parce que la Slovénie et la Croatie, voulant obtenir à tout prix leur indépendance, ont fait sécession. Le choix de ces mots n'est pas innocent.

En fait, la Slovénie et la Croatie voulaient affirmer leur souveraineté et, en cas de désaccord sur la confédération, entamer le processus de dissociation.

Au référendum du 19 mai 1991 qui a servi de prétexte aux politiciens serbes pour déclencher les opérations militaires en Croatie, 85% des inscrits et 93% des votants (de nombreux Serbes de Croatie ont donc voté dans ce sens) se sont déclarés favorables à ce que la Croatie devienne « un Etat souverain et indépendant garantissant l'autonomie culturelle à tous ses citoyens, aux Serbes et aux membres des autres nationalités ».

Les principaux chefs politiques et la majorité des intellectuels croates désirent un Etat sans domination exclusive d'une ethnie sur les autres. Il n'y a pas de mythe de la Grande Croatie analogue à celui de la Grande Serbie.

La politique de Pavelic et les massacres perpétrés lors de la deuxième guerre mondiale, sous l'occupation allemande et italienne, diffèrent tellement de la tradition croate qu'une grande partie de ce peuple les a non seulement condamnés mais même combattus les armes à la main.

Si les Croates actuels tiennent à se démarquer des *oustachis*, il est intéressant de noter que les Serbes, dans une situation symétrique, acceptent et même exaltent le nom et la tradition violente des *tchetniks*, aujourd'hui représentés en bon nombre au parlement.

Les souvenirs des atrocités commises des deux côtés lors de la deuxième guerre mondiale sont manipulés et transformés de demi-vérités en nouveaux mythes historiques (« tous les Croates sont des oustachis »).

CONCLUSION

La mythologie historique a atteint son sommet avec le communisme national, en Roumanie et en Albanie. Le dogmatisme stalinien, la conception totalitaire, l'habitude de dicter la "vérité historique" transitoire par ordre du bureau politique, aboutissent à une vision aberrante du passé. L'idée de la continuité historique, imposée comme un dogme, ferme toute possibilité de dialogue. La Transylvanie qui fut, jusqu'en 1918, une partie du royaume de Hongrie, avant d'être annexée par la Roumanie, en est un bon exemple. A quel moment sont apparus les différents groupes nationaux ? Les auteurs roumains et hongrois sont ainsi en désaccord sur l'origine de la population de la Dacie.

LA SACRALISATION DE L'HISTOIRE

Introduction

Les deux grands adversaires de la sacralisation ont été la Serbie avec ses liens de l'orthodoxie, et la Croatie avec ses liens de l'Eglise Catholique. La population musulmane a été un peu derrière et ils ne sont pas aussi distincts.

Quels sont donc les situations et les événements dans l'histoire qui sont importants pour mieux comprendre la situation actuelle et pour comprendre ce qui s'est passé pendant les conflits balkaniques.

Pour répondre à ces questions, on traitera le sujet de sacralisation en trois parties. D'abord on va regarder l'église orthodoxe, ensuite l'église catholique et enfin le peuple musulman dans la région. L'exposé est concentré sur les événements en Yougoslavie et Bosnie-Herzégovine.

Tout d'abord on peut constater que l'église orthodoxe est très différente par rapport à l'église catholique en ce qui concerne la relation entre l'Eglise et l'Etat. En Europe occidentale, l'Eglise Catholique et l'Etat ont été séparées très tôt, V^e siècle. Dans les pays occidentaux, la suprématie du Pape n'était pas contestée malgré cette séparation et l'église a pu maintenir une position au-dessus de l'état. Dans les pays orthodoxes, le lien entre l'Eglise et l'Etat est resté très étroit. Cette relation a conduit l'Eglise à une dépendance envers le pouvoir politique, une dépendance bien plus grande qu'en Europe occidentale.

I-L'orthodoxie

Une religion forte dans cette région est l'orthodoxie. Parmi les pays de cette religion il y a aujourd'hui la Serbie, le Monténégro, la Macédoine, la Bulgarie et la Grèce. En Bosnie-Herzégovine, la population orthodoxe est de 31% en 1991. L'orthodoxie considère qu'elle a conservé la vraie forme du christianisme et a été la gardienne contre toute menace religieuse. Selon le monde orthodoxe, ce rôle de gardien a placé l'Eglise dans une position exposée. Elle a été persécutée par les occidentaux, les Turcs et puis les communistes, mais elle a survécu et elle prépare aujourd'hui une nouvelle mission: la lutte contre le retour de l'Islam.

Le monde orthodoxe n'a pas suivi l'évolution vers ce qu'on peut appeler la modernité. Cette modernité est fondée sur la laïcité et la séparation de l'Eglise et l'Etat. Cela explique pourquoi l'orthodoxie remonte dans tous les pays post-communistes. Mais ce n'est pas l'église qui remonte, mais la culture religieuse commune. C'est une des spécificités du monde orthodoxe. Le facteur religieux est avant tout non religieux. Si on fait référence à la religion, c'est plus à une identité nationale qu'à une relation entre l'homme et Dieu.

Dans le vide qui a succédé au communisme, le retour de la religion et de la nation sont liés. La vie politique ne peut démarrer que sur les bases qui existaient avant le

communisme, c'est-à-dire l'église orthodoxe et le sentiment national. On peut aussi dire que l'Eglise dans cette situation a repris les problèmes issus au début du siècle.

Un problème dans ces pays est la redéfinition de l'identité. Les racines de la population viennent de très loin et ont résisté à de dures épreuves. Le sentiment national a été forgé dans un combat contre différents occupants, par exemple les Mongols et les Ottomans, peuples d'une ethnie et d'une religion différente. La lutte pour l'indépendance a donc un lien très fort avec la lutte pour l'identité nationale et religieuse. L'orthodoxie est devenue le noyau du nationalisme et il y a des liens entre la religion, la nation et l'ethnie.

Pendant la guerre civile, en 1991, l'Eglise Orthodoxe a dit que le peuple serbe a été chassé de leur territoire et assassiné par les Croates. Selon les Serbes, l'Eglise catholique était présente derrière cette action. La seule solution dans cette situation a été de défendre la cause serbe par tous les moyens, car vivre ensemble n'a pas été une possibilité. On a fait référence au fait que 700000 serbes avaient été assassinés pendant la deuxième guerre mondiale. Mais on peut aussi évoquer des événements qui ont créé une sacralisation avant la deuxième guerre mondiale. En 1934 le roi Alexandre de Serbie a été assassiné à Marseille par l'organisation Ustacha, une organisation croate d'extrême droite avec des liens étroits avec des forces politiques à Zagreb à l'époque.

II-L'Eglise Catholique

Pour la population catholique, avant tout le peuple de la Croatie mais aussi de la Slovénie et 17% de la population en Bosnie-Herzégovine, la fin de la première guerre mondiale a été un événement important. Le territoire croate était avant la première guerre mondiale une partie de l'empire austro-hongrois. Après cette date, le peuple croate, avec d'autres peuples des Balkans, a été soumis à une domination, puis à une dictature du Royaume de Serbie. Les droits qu'ils avaient sous le pouvoir austro-hongrois ont rapidement disparu sous le nouveau pouvoir. Les Serbes tenaient une grande partie des postes de l'état-major et de l'administration. Les armées serbes en Croatie se comportaient parfois comme en territoire ennemi. C'était la première fois que les Croates étaient intégrés dans une société orthodoxe, une société dans laquelle l'Eglise Orthodoxe était connue comme l'Eglise d'état. Les différentes nations qui ont composé cette nouvelle communauté ont eu différents points de vue concernant certaines règles de base. Les Croates avaient la conception d'une nouvelle communauté fondée sur l'égalité de peuples et sur l'égalité de nations. Les Serbes considéraient en revanche la nouvelle communauté comme une Serbie élargie. Selon les Croates, ils ont été l'objet d'une intense persécution et les prisons ont été pleines de Croates. L'événement le plus tragique a eu lieu en 1928 lorsque leur leader politique Radic et d'autres ont été assassinés dans le Parlement à Belgrade.

Pendant la deuxième Guerre Mondiale la Yougoslavie a été prise par les Allemands après une offensive rapide. Tous les peuples non-serbes saluent cet événement comme une libération, une libération de la dictature serbe. Pendant l'occupation allemande, une guerre civile éclata pendant laquelle des groupes serbes, Tchetsniks, attaquèrent les Croates; et le régime croate, Ustacha, installé par les Allemands, attaqua la minorité serbe en Croatie. Le conflit entre les Tchetsniks et l'Ustacha a un rôle important dans l'histoire des Balkans et il est vital pour comprendre les

événements postérieurs. Vers la fin de la deuxième Guerre Mondiale, la résistance communiste a pris le pouvoir, avec l'appui de l'Union Soviétique. Les communistes créèrent la République Yougoslave. Selon l'Eglise Catholique, le pouvoir communiste a agressé leur Eglise. Le pouvoir communiste a essayé de détruire l'identité catholique et d'intégrer le peuple dans un monde d'inspiration orthodoxe. L'Eglise Catholique, de son côté, a été constamment accusée d'être l'animatrice d'une résistance culturelle de la nation croate. Cette lutte entre les communistes et l'église catholique a créé des centaines de victimes parmi les prêtres et les évêques.

Après les changements de 1990, l'église catholique a connu un espoir de démocratie, mais elle s'est heurtée à une forte résistance aux changements de la part des hommes politiques serbes. L'église catholique a été soupçonnée par les Serbes d'une conspiration avec le Vatican, l'intégrisme islamique et la CIA pour faire barrage aux Serbes.

III-L'Islam

Les peuples de la région des Balkans, qui sont musulmans, sont les Albanais et les Bosniaques. Concernant la Yougoslavie, c'est seulement en 1967 qu'apparut l'expression musulman dans le langage officiel pour désigner les peuples de l'Islam, de langue serbo-croate, qui habitaient la région de Bosnie-Herzégovine. Cette année là, on a ajouté une sixième nation, la Bosnie-Herzégovine, comme une nation musulmane avec les cinq nations d'autres religions qui existaient en Yougoslavie. On discerne à l'arrière-plan les relations entre Tito et certains leaders du Tiers Monde où l'Islam est la première religion. Mais les musulmans habitent la Bosnie depuis l'empire ottoman, et ils sont en partie descendants de fonctionnaires, de militaires et de grands propriétaires de cet empire. Les musulmans habitent souvent les villes et c'est là que les progrès économiques réalisés ont été concentrés. Cette évolution a encore mis en évidence le contraste culturel par rapport aux montagnards serbes. En 1991, les musulmans constituaient 44% de la population en Bosnie-Herzégovine. Une région presque exclusivement musulmane était la région autour de Bihac.

Parmi les musulmans, le peuple bosniaque a aussi été frappé par le génocide soutenu par l'Ustasha, et les Tchetsniks, pendant la deuxième guerre mondiale. Après la guerre, à la fin des années cinquante, les musulmans se sentaient de nouveau menacés et 160000 parmi eux ont quitté la Yougoslavie après un accord avec la Turquie. Pendant la guerre civile, au début de 1992, les milices serbes ont tenté de conquérir le plus de terrain possible en faisant fuir les populations musulmanes par des méthodes de terreur.

Conclusion

L'histoire pèse lourdement sur cette région. Les événements d'hier, surtout de la deuxième guerre mondiale, vivent encore fortement. Certains événements sont peut-être plus importants. D'abord les massacres commis par les Croates vis-à-vis des Serbes pendant la deuxième guerre mondiale. Ensuite les assassinats d'hommes politiques croates par les Serbes. Enfin, après la guerre, un état totalitaire a gélifié les conflits. On peut aussi constater que les responsables des massacres de la deuxième guerre mondiale n'ont jamais été punis pour leurs crimes.

Les attitudes des églises concernant la guerre et les crimes de guerre ont été ambiguës. On peut par exemple mentionner une condamnation très abstraite des brutalités et des crimes de guerre en général, des invitations légères de s'abstenir de tels actes, une condamnation très forte des brutalités et des crimes de guerre commis par l'adversaire, mais une condamnation légère des crimes commis par son propre camp.

LA PARTICIPATION DES INTELLECTUELS « PRÉSENTATION DE DEUX MANIFESTES NATIONALISTES »

INTRODUCTION

But: présenter *deux manifestes nationalistes serbes* datant du milieu du XIX^e siècle.

L'écart entre leur rédaction et leur divulgation est respectivement de 13 et 66 ans.

Ils sont extraits du livre « *Le nettoyage ethnique: documents historiques sur une idéologie serbe rassemblés, traduits et commentés par [trois intellectuels français d'origine croate]* » éditions Fayard Ed. 1993

A la lecture de ces documents considérés comme fondamentaux voire fondateurs de l'idéologie serbe, la nécessité autant que les difficultés de la définition d'un territoire et d'une population représentée par une élite « idéologiquement correcte » apparaissent clairement comme un objectif qui justifie le recours à la domination intellectuelle si ce n'est physique.

Il faut se souvenir du contexte historique dans lequel ils ont été rédigés.

Première partie: « Serbes, tous et partout ».

Le manifeste rédigé en 1836 mais diffusé en 1849 par Vuk KARADZIC repose sur une définition du peuple basée sur la langue mais séparé en trois grands groupes définis par la religion. La différence de dénomination repose sur cette séparation religieuse qui entraîne le défaut d'un sentiment national commun et une différence de traitement des couches hautes et basses de la population selon leur localisation. La nécessité de disposer d'une véritable élite serbe est donc mise en lumière.

1) Biographie sommaire de Vuk S. KARADZIC.

Né en Serbie en 1787 et mort en 1864, Vuk (le loup) est le père fondateur de la langue littéraire serbe moderne qui deviendra celle de la principauté de Serbie en 1868. Il a profondément marqué l'histoire des Serbes. Pour les auteurs de l'ouvrage de référence, il « a posé les fondements pseudo-scientifiques d'un mythe nationaliste ».

2) Définition géographique de la « Grande Serbie ». (Carte 1).

3) D'où vient le nom de Serbe?

KARADZIC prétend que le nom de Serbie serait issu de celui du peuple et non l'inverse.

4) Une langue mais trois religions qui entraînent trois appellations et des différences de traitement pour un même peuple

« Il y a au moins cinq millions d'âmes qui parle la même langue mais que la religion divise en trois groupes ».

Cet état de fait est considéré comme une conséquence de la perte de l'autorité ecclésiastique par l'Eglise serbe au profit de Constantinople. Le souhait d'un retour serbe à la direction ecclésiastique est ici implicitement exprimé.

On peut penser que si la religion a été la cause de la séparation du peuple serbe, un retour à l'unité religieuse sous direction serbe est un facteur de réunification.

5) religion et nationalisme: pourquoi il n'existe pas de sentiment national serbe?

KARADZIC tente de répondre à la question: pourquoi « un peuple en [est venu] à détester son propre nom? ».

La localisation géographique et les différences, légères, dans l'expression ne doivent pas justifier une différenciation entre des peuples de même origine mais ce sont les changements de religion (et les signes tangibles qui les ont accompagnés) qui ont créé cette séparation.

6) il faut créer une élite:

L'Amour de la patrie n'est pas inné; il s'acquiert avec l'instruction et l'éducation. L'élite doit connaître et utiliser la langue nationale dans ce qu'elle a de plus noble et pur.

« Si seulement, durant ces cinquante dernières années, notre peuple avait eu des hommes capables de le diriger selon les exigences de notre temps, il serait libre depuis longtemps ».

En conclusion, il apparaît que ce document est confus et probablement entaché d'arguments spécieux. Il considère que le nationalisme serbe doit se fondre avec la langue comme valeur commune, afin d'effacer des différences qui, nées du schisme et de l'extension de l'islam, ne sont en fait que des apparences démenties par une étude approfondie de l'histoire.

Deuxième partie: « Plan pour la réalisation de la grande Serbie ».

Le plan de GARASANIN écrit en 1844, mais publié en 1906, définit des objectifs clairs. Il associe des moyens non moins explicites, même s'ils sont très discutables en raison de leur similitude avec les méthodes totalitaires.

1) biographie sommaire de Ilijan GARASANIN.

Né en 1812 dans la région de KRAGUJEVAC, Ilija sera ministre de l'intérieur de la principauté de Serbie de 1844 à 1852. Il meurt en 1874.

2) but du plan:

En proposant un programme stratégique d'action politique, de rassemblement ethnique d'affirmation diplomatique et d'expansion territoriale en vue de ressusciter l'empire médiéval serbe, GARASANIN veut faire comprendre à la Serbie quels sont ses rôle et tâches dans le soulèvement des Slaves qui commence. L'expansion territoriale par des alliances avec les peuples voisins constitue une étape initiale vitale.

3) définition géographique de la Grande Serbie.

4) la Serbie dans le contexte international du moment:

La situation du milieu du XIX^e siècle est une parenthèse dans l'histoire de la construction serbe. Celle-ci a été interrompue par l'arrivée des Turcs. Il s'agit donc de « reconstruire le legs ancestral ».

5) Une ébauche de politique internationale:

51. Les moyens:

- faire un point de situation par des « envoyés spéciaux » en faisant effort sur la Bosnie et l'Herzégovine et leur donner des directives précises qui doivent sonder les désirs des populations, faire le point de la situation militaire, identifier les adversaires de la Serbie, analyser le rayonnement de la Serbie ou les craintes qu'elle fait naître.

52. Les relations avec les voisins:

- la Bulgarie, soumise aux Turcs, ne doit pas être méprisée. Il faut développer des coopérations dans les domaines de l'éducation et du religieux.
- Envers les voisins "serbes" (Bosnie, Herzégovine, Albanie du Nord, Srem, Batchka, Banat:
 1. Ouvrir les frontières en multipliant les points de rencontre, d'entrée et de sortie.
 2. S'accorder sur les politiques nationales:
 3. Former à la pensée serbe des fonctionnaires bosniaques.
 4. Par la propagande, libérer la Bosnie de l'influence autrichienne quitte à créer ou réécrire l'histoire.
 5. Pour le commerce extérieur, GARASANIN s'en remet aux spécialistes mais préconise de trouver une route commerciale vers la mer et de s'installer sur la côte.
 6. Attirer les Bosniaques orthodoxes et catholiques par l'ouverture et la tolérance religieuse.
- Attirer le Monténégro, en raison de son importance militaire, par une aide financière au clergé.

La question des Slaves tchèques est remise à plus tard.

*

CONCLUSION

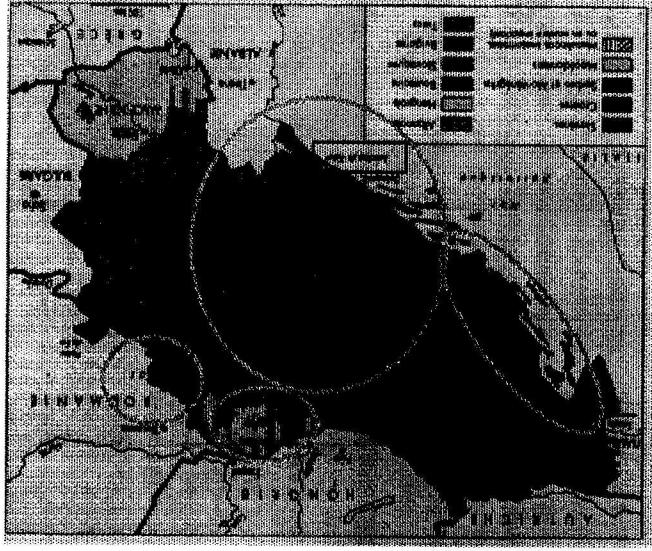
Essai de mise en perspective:

A l'exception de quelques points à préciser sur les limites géographiques, trois grandes lignes communes peuvent être dégagées.

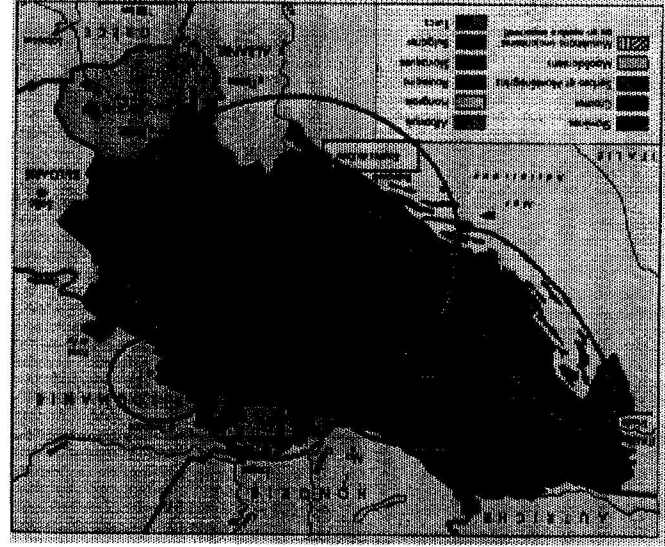
- la notion de peuple unique séparé par l'histoire et l'évolution des religions mais rassemblé par la langue.
- un même souci de créer une élite, élément moteur d'un sentiment national à recréer.
- une même préoccupation de domination serbe, plus ou moins explicite.

Cependant quelques questions demeurent:

- si la volonté de domination est manifeste, la notion de « nettoyage ethnique » n'apparaît pas clairement même s'ils peuvent la porter en germe.
- le plan a-t-il été suivi d'un début d'exécution?
- les « erreurs d'interprétation de l'histoire » dont sont accusés KARADZIC et GARASANIN par les auteurs du livre de référence sont-elles avérées ou seulement contredites par une autre logique nationaliste?



La Grande Serbie selon GARASANIN



La Grande Serbie selon KARADZIC

LES BALKANS (3^o séance)

Cette séance a pour but de présenter, dans une première partie, les trois Grands balkaniques, Grèce, Serbie et Bulgarie, pays aux passés glorieux mais à la naissance difficile. Puis dans une seconde, les poudrières du présent: la Macédoine, récemment indépendante, et le Kosovo.

I- La douloureuse constitution d'états modernes.

1.1. L'édification de la Grèce actuelle.

La Grèce doit assumer un riche, mais lourd capital historique. L'échec du programme politique de la « Grande Grèce » est toujours une plaie mal cicatrisée et les Grecs ont la fibre nationaliste très sensible.

La Grèce s'est construite progressivement mais non sans heurt sous la protection des grandes puissances alliées (France et Grande-Bretagne, puis Etats-Unis) et au détriment de l'Empire Ottoman, de la Turquie et de la Bulgarie.

En 1923, suite au traité de Lausanne, avec Attaturk, des transferts de population ont été effectués, pour la première fois, dans cette région. 1,4 million de Grecs d'Anatolie ont été échangés contre 400000 Turcs de Thrace. Cette nouvelle façon de procéder va rapidement faire de nombreux émules !

Dès l'autonomie accordée en 1830, la vie publique est marquée par l'instabilité gouvernementale, l'omniprésence des militaires et l'alternance des systèmes république-monarchie. Malheureusement, les monarques, issus de dynasties différentes, ont souvent eu des politiques contraires pour des raisons familiales.

Au plan économique, la Grèce possède une forte marine marchande depuis la fin de la II^o guerre mondiale, mais surtout bénéficie de la solidarité européenne et de l'aide américaine. Les Américains ont favorisé son intégration au sein de l'OTAN en 1952, car elle constituait le dernier rempart de l'Occident face au bloc communiste et au monde musulman.

La population est très homogène, fait rarissime dans la région, mais est-ce vraiment une chance pour pouvoir appréhender correctement les situations intérieures des pays limitrophes?

La culture est fortement imprégnée par la religion orthodoxe qui a longtemps accusé le Vatican d'être, en partie, responsable de l'échec de l'idée de la « Grande Grèce ». Ce litige diplomatique entre les deux églises chrétiennes est si important dans la mentalité grecque que tout rapprochement oecuménique est encore aujourd'hui très difficile.

1.2. Le dynamisme des Serbes.

L'histoire de la Serbie se divise en 4 périodes principales :

- l'émergence de la nation serbe du XII^o au XIV^o,
- la domination ottomane du XIV^o au XVIII^o,
- la lutte pour l'indépendance au XIX^o,
- la création de la Yougoslavie au XX^o.

Les Serbes se sont disséminés à travers tous les Balkans suite à la défaite de Kosovo et aux différents conflits austro-turcs. Ils ont dès lors développé le thème de la « Grande Serbie » regroupant tous les territoires où se trouve le moindre Serbe.

Le pan-serbisme exalte la lutte héroïque contre les musulmans et vante les mérites du grand empire d'Etienne Douchan au Moyen-Age. Les Serbes seraient les seuls à pouvoir fédérer tous les Slaves du sud.

A ce projet nationaliste s'ajoute le sentiment de victime, manipulé de l'extérieur, trahi par ses alliés. Cette frustration explique le repliement de la société serbe sur elle-même et son impossibilité à comprendre les autres. La population se trouve victime de ce nationalisme. Le pays s'est exclu lui-même de la communauté internationale et non le contraire comme la propagande gouvernementale le proclame.

1.3. Les vicissitudes de la Bulgarie.

L'histoire de ce pays montre de façon indéniable l'existence d'une nation bulgare issue d'un peuple slave implanté dès le VI^e siècle dans la région et d'une église orthodoxe autonome depuis le IX^e. Par contre, cette nation, fortement marquée par les Turcs et les Russes, mène une quête constante pour trouver son territoire.

Le 1^{er} Empire de Siméon (865-927) étend sa domination jusqu'aux frontières actuelles de l'Albanie, de la Macédoine et de la Bulgarie. Mais ce vaste empire fut éphémère et ne put jamais être reconstitué. Sous le joug byzantin pendant 2 siècles, occupé durant 400 ans par les Ottomans, amputé de moitié par la perte de la Romélie en 1878, le pays éprouve un véritable sentiment d'injustice. Dans le camp des vaincus au cours des deux guerres mondiales, il connaîtra les déchirants déplacements de population.

Reconnaissante envers l'URSS de sa libération, elle va en devenir le sujet le plus obéissant et le plus dévoué, presque une colonie. Pourtant, culturellement, elle refuse l'influence russe aussi bien que l'anglaise, symbole du capitalisme honni et se tourne vers la France. Aujourd'hui, 37% de la population parle français et la Bulgarie appartient à la francophonie.

La situation économique est désastreuse, car le pays doit vivre une réelle décolonisation et ne peut plus écouler ses produits vers la Russie. Pourtant, il possède certaines richesses comme ses fabriques d'armes, tournées maintenant vers le trafic international et une agriculture performante mais sans débouché.

II-Les poudrières du présent.

2.1. La Macédoine : un pays en attente.

Créée par Tito pour contrebalancer la puissance de la Serbie, la Macédoine moderne ne correspond ni à une nation, ni à une langue, ni à un territoire. Cette construction artificielle a pourtant fait germer en 40 ans un sentiment communautaire et ses frontières représentent maintenant une réalité humaine.

Entité récente, à identité nationale floue, ce pays enclavé et revendiqué ne conservera son statut actuel qu'avec le soutien appuyé des instances internationales. En effet, le très charismatique président actuel est le seul homme politique capable de préserver la relative stabilité du pays. Agé et fatigué, il doit envisager de passer la main, mais les prétendants compétents sont rares. Toutefois, de sa succession dépendra l'avenir de la jeune FYROM (nom de baptême adopté par l'ONU pour ne pas froisser les susceptibilités grecques).

2.2. Le Kosovo : une région minée.

Après la fameuse défaite de Kosovo, les Serbes ont dû quitter ce territoire et le laisser aux Turcs. Depuis les Albanais y sont majoritaires et ont toujours refusé de se mélanger avec les Slaves.

Au lendemain de la II^e guerre mondiale, Tito en fait une région autonome. Ce statut particulier est remis en question en 1990 ; l'état de siège est déclaré suite aux importantes manifestations marquant l'éclatement de la Yougoslavie. La population se lance alors dans une résistance passive. Mais, aujourd'hui, lasse des maigres résultats obtenus et du poids de l'occupation serbe elle semble prête à abandonner le principe de non-violence.

Le point de rupture paraît atteint. Le Kosovo ne peut rester serbe, mais ne peut devenir albanais. Toutefois, Tirana ne rêve plus de la « Grande Albanie » et Belgrade, énergiquement poussé par l'Europe, peut être capable de réforme. Une partition ou une indépendance respectant les frontières actuelles est désormais envisageable.

L'avenir du Kosovo passe par Bruxelles.

L'EDIFICATION DE LA GRECE ACTUELLE

Introduction

Je vais vous présenter l'édification de la Grèce actuelle depuis la création de l'Etat jusqu'à nos jours. De nombreux événements caractérisent cette période et j'ai choisi de vous donner les grandes lignes de l'histoire de la Grèce. Je vais suivre le plan suivant:

- Les débuts de la Grèce moderne (1830-1862)
- Le règne de George 1er (1863-1913)
- La Grèce de Vénizélos (1910-1924)
- La 1ère République (1924-1936)
- La dictature Métaxas et la Deuxième Guerre Mondiale (1936-1944)
- La guerre civile (1944-1949)
- La Grèce contemporaine (1949-1997)

I-Les débuts de la Grèce moderne (1831-1862)

En 1828, le traité d'Andrinople mit un terme à la guerre russo-turque de 1827-1828 et accorda à la Grèce son autonomie. En 1830, la France, le Royaume-Uni et la Russie ratifièrent le protocole de Londres qui proclamait un Etat grec indépendant placé sous la protection des puissances alliées, reconnu par la Turquie en 1832, grâce au le traité de Constantinople. Le territoire du royaume incluait le Péloponnèse, les Cyclades, l'île Eubée et les régions situées au nord du golfe de Corinthe.

Une période de grande agitation suivit la guerre d'indépendance. Les querelles entre factions continuèrent et les Grecs, qui avaient imaginé que leur pays renaissant serait aussi étendu que l'Hellade antique, protestèrent énergiquement contre la réduction de leur territoire. Tandis que les puissances essayaient de trouver un roi pour la Grèce, l'administration du pays fut laissée à Capo d'Istria, qui gouverna de façon autoritaire jusqu' à son assassinat en 1831.

11-L'intronisation d'Othon

Après la mort du Capo d'Istria, les « puissances protectrices » signèrent deux traités: le traité de Londres et le traité de Constantinople. Les frontières grecques augmentèrent au nord jusqu'à la ligne de démarcation allant du golfe d'Arta au golfe de Volos. Parallèlement, Othon de Bavière accepta le trône que les puissances européennes lui proposaient, et fut couronné l'année suivante sous le nom d'Othon 1er. Il était arrivé à Nauplie de Péloponnèse, accompagné par des conseillers et toute une armée de mercenaires, dont la tâche était d'imposer le nouvel ordre territorial.

12-Athènes capitale de la Grèce moderne

La capitale de l'Etat fut déplacée en 1834 de Nauplie à Athènes. Athènes constitua un des outils de la construction de l'Etat national grec. Son choix correspond à une stratégie de pouvoir. En s'installant dans une ville détruite et dépeuplée, le gouvernement d'Othon a pu la modeler à son gré. La société athénienne s'est développée autour des Grecs de la diaspora et des représentants des puissances étrangères.

13-La monarchie constitutionnelle

Le mécontentement général contre la politique intérieure et extérieure de la monarchie devait susciter des complots et des conspirations. Le 14 septembre 1843, les vétérans de l'indépendance assiégèrent le palais royal. Après une faible résistance, Othon céda et promit à son peuple la rédaction d'une constitution.

Le nouveau gouvernement, issu du coup d'Etat de 1843, fit voter une constitution par la 1ère Assemblée nationale d'Athènes. Le régime politique, institué par la constitution, devint rapidement inefficace. Le prestige du roi pâlit de l'intervention constante des puissances protectrices, notamment de l'Angleterre en 1850, et de l'occupation franco-anglaise du Pirée, qui visait à une intervention grecque dans la guerre de Crimée. La faiblesse du roi, impuissant devant les Anglais qui refusaient de quitter les îles Ioniennes et réprimaient les révoltes de Crète, fut à l'origine de multiples insurrections. Le 13 Février 1862, la garnison de Nauplie se révolta contre Othon, qui fut obligé de quitter la Grèce.

14-La naissance de la « Grande Idée »

La préoccupation du nouvel Etat, au lendemain de son indépendance, fut de libérer les territoires grecs sous domination étrangère. De cette aspiration légitime à l'achèvement de l'unité nationale s'est dégagé, au XIX siècle, le concept ambigu de « Grande Idée », qui tendait à la reconstitution d'une Grèce aux dimensions de celle de l'empire byzantin. Au nom de cette Idée, beaucoup de fautes graves ont été commises par les dirigeants grecs sur le plan de la politique intérieure, comme au niveau international. Il est vrai, cependant, que la conscience nationale du peuple a pu s'affirmer, à travers l'exaltation de valeurs hellénistiques, pendant culturel de la Grande Idée.

II-Le Règne de George Ier (1863-1913)

Le nouveau roi de Grèce, George Ier, un prince danois, monta sur le trône en 1863, après sa désignation par les trois puissances. Le gouvernement britannique céda les îles Ioniennes, protectorat britannique depuis 1815, à la monarchie reconstituée. L'année suivante, une nouvelle Constitution, plus démocratique, accorda le suffrage universel aux hommes et fonda un pouvoir législatif unilatéral.

La période 1875-1895 fut marquée par l'exceptionnelle personnalité de Charilaos Tricoupis, constamment au pouvoir, mis à part de courtes interruptions, et qui modernisa profondément les structures économiques et administratives du pays.

A la faveur de la guerre russo-turque de 1877-1878, les Grecs pénétrèrent en Thessalie, mais durent ensuite s'en retirer. En définitive, après de difficiles négociations, l'accord de Constantinople de Mars 1881 donna à la Grèce la Thessalie et une portion de l'Épire.

Après le rattachement de la Thessalie en 1881, l'annexion de la Macédoine et de la Crète devint l'objet de l'agitation populaire. Les Crétois s'agitèrent en 1896 et la Grèce leur vint en aide. Les Puissances exigèrent du Sultan qu'il accorde une large autonomie, procédèrent à un blocus naval en mars 1897 et débarquèrent en Crète. Au même moment, une guerre éclata entre Turcs et Grecs, mais ces derniers, battus, versèrent à leur ennemi une importante indemnité.

En Crète, les Puissances finirent par imposer au Sultan qu'un haut-commissaire administre l'île, sous leur responsabilité. Le roi George, deuxième fils du roi, assura cette fonction jusqu'à ce qu'une révolte des Crétois, dirigée par Vénizélos, le contraignit à démissionner en 1906. Deux ans après, l'Assemblée crétoise proclama l'union tant attendue.

Les dernières années du règne de Georges 1er (assassiné à Salonique le 18 mars 1913) se caractérisèrent par une grande agitation politique. Un coup d'État d'une ligue militaire, en Août 1909, provoqué à la suite des révoltes crétoises de 1897 et de 1905, contraignit le roi, à choisir comme Premier Ministre Eleftherios Vénizélos, champion de l'irréductibilisme grec.

III-La Grèce de Vénizélos(1910-1924)

Vénizélos a dominé la vie politique grecque jusqu'en 1936. Toutefois, c'est seulement dans la période 1910-1924 que s'affirma pleinement son autorité. Devenu Premier Ministre en 1910, il consolida les bases d'un État de droit par une nouvelle Constitution qui garantissait mieux les libertés publiques et protégeait les fonctionnaires contre l'arbitraire du pouvoir exécutif.

En 1912, la Grèce, alliée à la Bulgarie, à la Serbie et au Monténégro, participa à la première guerre balkanique contre la Turquie et s'empara de Salonique Cette première guerre des Balkans fut un véritable désastre pour les Turcs qui durent, aux termes du traité de Londres, abandonner toutes leurs revendications sur la Crète. Les dissensions entre les membres de l'Entente balkanique menèrent à la seconde guerre balkanique, dans laquelle la Grèce et la Serbie combattirent la Bulgarie, vaincue au bout d'un mois. En 1913, le traité de Bucarest attribua à la Grèce la Macédoine du sud (région de Salonique), l'Épire et toutes les îles de la mer Égée, à l'exception du Dodecanèse (que les Italiens occupaient depuis 1912), d'Imbros et de Tenedos, à l'entrée des Dardanelles, qui restèrent turques.

En 1916, Vénizélos fonda à Salonique un gouvernement insurrectionnel qui fut reconnu par le Royaume-Uni et la France. Il fit rentrer la Grèce aux côtés des Alliés malgré l'opposition du roi Constantin 1er, fils et successeur de Georges 1er. En 1917, les Alliés obligèrent le roi à abdiquer en faveur de son deuxième fils, Alexandre, et Vénizélos revint triomphant. La Grèce pouvait désormais faire son entrée dans la guerre aux côtés de l'Entente. Le pays fut récompensé de son engagement aux traités de Neuilly (1919) et de Sèvres (1920) où il reçut la Thrace, les îles Imbros, Ténédos et une zone de la côte égéenne.

En 1920, Vénizélos, à cause d'une grave défaite électorale s'exila à Paris et la même année, Constantin 1er, à la faveur d'un plébiscite consécutif à la mort d'Alexandre 1er, fut rappelé sur le trône de Grèce. En Septembre 1922, les troupes grecques vaincues en Asie Mineure battirent en retraite. En 1923, le traité de Lausanne rendit Smyrne et la Thrace orientale, ainsi que les îles Imbros et Tenedos à la Turquie, et plus d'un million et demi de résidents grecs d'Asie Mineure furent échangés avec les minorités turques de Grèce.

Fortement antiroyalistes, les réfugiés grecs et la puissante faction militaire menèrent une campagne contre le roi, qui quitta la Grèce sous la contrainte en 1923. Après un plébiscite en faveur d'un gouvernement républicain, le Parlement proclama la République en 1924.

IV-La Première République(1924-1936)

La 1ère République grecque ne dura que douze ans et connut une instabilité politique qui plongea le pays dans une situation proche de l'anarchie. Redevenu Premier Ministre, Vénizélos constitua un cabinet d'union nationale. La tâche qu'il s'imposa alors fut le rétablissement des bonnes relations de la Grèce avec ses voisins par la conclusion de différentes conventions, avec l'Albanie (1928), la Yougoslavie et la Bulgarie (1929), la Hongrie et l'Autriche (1930). Il s'employa aussi à créer un courant d'amitié avec la Turquie de Kemal Atatürk. La position de Vénizélos se trouva ébranlée par une grave crise monétaire.

Un coup d'Etat fomenté par des partisans de Vénizélos échoua en mars 1935. Le régime républicain disparut à la suite du plébiscite organisé par le gouvernement Condylis, ce qui permit à Georges II de rentrer Athènes au mois de novembre suivant.

V-La dictature Metaxas et la Deuxième Guerre mondiale (1936-1944)

Quelques mois après le retour du roi, le général Ioannis Métaxas, soutenu par l'armée, prit la situation en main. Porté au pouvoir par un coup d'Etat en août, il proclama la loi martiale et établit un régime dictatorial.

En raison de la menace représentée par l'occupation italienne de l'Albanie en 1939, la sécurité de la Grèce fut garantie par la France et le Royaume-Uni. Le pays dut néanmoins faire face à l'invasion, en octobre 1940, des troupes italiennes venant d'Albanie, sur la frontière nord. Toutefois, l'armée grecque remporta un succès inattendu. En décembre, elle avait chassé les envahisseurs du pays et était entrée en possession d'un quart du territoire albanais.

La déroute complète des Italiens fut évitée par l'intervention, en avril 1941, des troupes allemandes, qui vinrent à bout de la résistance grecque. La Grèce fut obligée de signer un armistice le 23 avril, et les Allemands entrèrent dans Athènes quatre jours plus tard. Le gouvernement grec s'effondra. Metaxas, mort (29 janvier 1941), son successeur se suicida tandis que Georges II et le gouvernement partirent pour la Crète et ensuite pour le Caire.

Les Allemands installèrent un gouvernement qui collabora avec eux. Mais la résistance s'organisa, d'une part avec l'EAM (Front National de Libération), dominé par les communistes et, d'autre part, avec l'EKKA (Ligue Nationale Sociale de Libération) et l'EDES (Armée Grecque Démocratique Nationale), deux mouvements formés d'officiers de tendance modérée. Après de longues négociations, un gouvernement de coalition fut formé en mai 1944.

Pendant la Seconde Guerre Mondiale, la Grèce cédera la Thrace occidentale et une partie de la Macédoine à la Bulgarie. Après la guerre, ces régions retourneront à la Grèce.

VI-La Guerre Civile (1944-1949)

Au moins d'octobre 1944, l'armée allemande se retira de Grèce et le nouveau gouvernement royaliste de Georgius Papandreou entra à Athènes. Malgré les sommations des Britanniques, les partisans de l'ELAS, à majorité communiste, refusèrent de rendre les armes, ce qui aboutit, au mois de décembre, à de violents combats entre l'armée britannique et l'ELAS. La majeure partie du territoire passa sous le contrôle des troupes de l'ELAS. L'intervention des Britanniques permit au gouvernement d'acquiescer la supériorité militaire. En février 1945, l'ELAS accepta une trêve. En échange de la démobilisation de son armée, l'EAM reçut la promesse d'une participation à la vie politique du pays.

La question du régime politique, royauté ou république, fut soulevée lors des premières élections, qui se déroulèrent dans un climat de terreur. Le référendum du 1er septembre 1946, permit le retour sur le trône du roi Georges II. Les anciens résistants communistes de l'EAM-ELAS munis des armes qu'ils n'avaient pas restituées se regroupèrent dans les montagnes, et fondèrent le 28 octobre 1946 l'armée démocratique de la Grèce.

La guerre civile mis aux prises les troupes gouvernementales que soutenaient les Anglais et les Américains contre les communistes de Markos Vafiadis appuyés par les Russes et aidés par les Yougoslaves et les Bulgares. La défaite des communistes intervint en octobre 1949. La guerre civile coûta très cher en vies humaines et fut marquée par de nombreuses atrocités. On a dénombré, selon les sources, de 40.000 à 80000 victimes. Plusieurs dizaines de milliers de personnes, à la fin du conflit, prirent le chemin de l'exil dans les pays communistes voisins. Dans cette période, en 1947, l'Italie céda à la Grèce le Dodécanèse.

VII-La Grèce contemporaine(1949-1997)

71-L'évolution politique

Les années d'après-guerre furent marquées par une grande instabilité politique. Trois facteurs importants influèrent sur la vie politique grecque :

- les interventions de la couronne dans le mécanisme des institutions.
- les ingérences des Etats-Unis dans l'évolution intérieure et la politique étrangère du pays.

-les immixtions du pouvoir militaire dans les affaires gouvernementales.

Au début des années cinquante, durant lesquelles se succédèrent de nombreux gouvernements, la Grèce fut gouvernée, à partir de 1952, par Papagos qui avait fondé le Rassemblement hellénique royaliste et conservateur. C'est sous son gouvernement que la Grèce devint membre de l'OTAN. Après sa mort, en 1955, le roi Paul 1er nomma Premier Ministre Constantin Karamanlis qui gouverna la Grèce pendant huit ans. Durant cette période, la Grèce vécut une grande stabilité politique.

Le climat politique se dégrada à partir de 1961, année au cours de laquelle Karamanlis sortit vainqueur d'élections dont les résultats furent contestés par l'opposition de Georges Papandreou. Karamanlis démissionna, puis s'exila à Paris en 1963, sans avoir été renversé par le Parlement, mais vaincu par la couronne qui voulait lui imposer ses choix politiques.

Georges Papandreou gouverna la Grèce de 1963 à juillet 1965, date à laquelle le roi Constantin II l'accabla à la démission. De 1965 à 1967, plusieurs gouvernements furent formés à l'initiative du roi. Cette intervention de la couronne dans la vie politique du pays, jugée par beaucoup comme contraire à la constitution de 1952, provoqua un grave malaise dans l'opinion publique, qui se traduisit par de nombreuses grèves et manifestations.

Le 21 Avril 1967, un coup d'Etat militaire renversa le gouvernement. Du 21 Avril au 23 Juillet 1974, la Grèce subit un régime de dictature. La dictature, à la fin de 1973, commença à subir de graves échecs. A la suite d'une tentative de coup d'Etat (15 Juillet 1974) contre le Président de Chypre Macarios, le gouvernement de la dictature s'effondra et le pouvoir fut cédé aux civils. L'ancien Premier Ministre, Karamanlis, rappelé à Athènes, revint de son exil parisien dans la nuit du 23 au 24 Juillet 1974. Il forma un gouvernement d'unité nationale comprenant des personnalités politiques d'horizons très divers. Le référendum du 8 Décembre 1974 institua définitivement la République Parlementaire.

Sur le plan national, la Grèce, depuis 1974, connaît une grande stabilité politique. Sur le plan international, elle réintégra le Conseil de l'Europe et signa en 1979 un traité d'adhésion à la Communauté Européenne dont elle constitue le dixième membre depuis le 1er Janvier 1981. En 1991 elle devint membre à part entière de l'Union de l'Europe Occidentale. De plus, depuis 1990, elle a participé au développement de la sécurité en Europe, en signant le traité de réduction des armements conventionnels et en appliquant les mesures de confiance et de sécurité. Dans le cadre de l'ONU, la Grèce a participé à des missions en Corée, dans le Golfe, en Somalie et en Albanie.

72-L'évolution économique

Après la période d'instabilité économique et politique qui a suivi la guerre civile, l'assainissement financier, l'aide américaine octroyée par le plan Marshall et le gouvernement de Karamanlis ont permis le redressement économique rapide l'industrialisation, la création d'une infrastructure routière, le développement du tourisme et l'urbanisation. C'est le miracle économique grec. La crise pétrolière de 1973 a marqué le premier coup d'arrêt à la croissance.

Avec la fin de la dictature et le retour de Karamanlis au pouvoir, commença une nouvelle période de croissance économique. Le processus de rapprochement de la Grèce avec l'Europe communautaire aboutit en 1981 à l'intégration du pays dans la Communauté Européenne. Enfin, on doit signaler le rôle de la Marine marchande. Le développement de cette marine, qui a débuté au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, a porté la Grèce en tête des puissances maritimes, participant de manière fondamentale au développement de l'économie.

73-La population

La population actuelle est évaluée à 10,4 millions d'habitants, dont 65% réside dans les centres urbains ou demi-urbains et 35% dans les campagnes. On compte 6,5 millions de grecs qui vivent à l'étranger. La population se répartit de la façon suivante: 97,6% est orthodoxe; 1,3%, musulman; 0,4%, catholique; 0,1% protestant; 0,08%, juif et 0,6%, de diverses religions. La langue grecque, dont l'histoire embrasse sans éclipses trois millénaires et demi est l'élément principal de la conscience nationale.

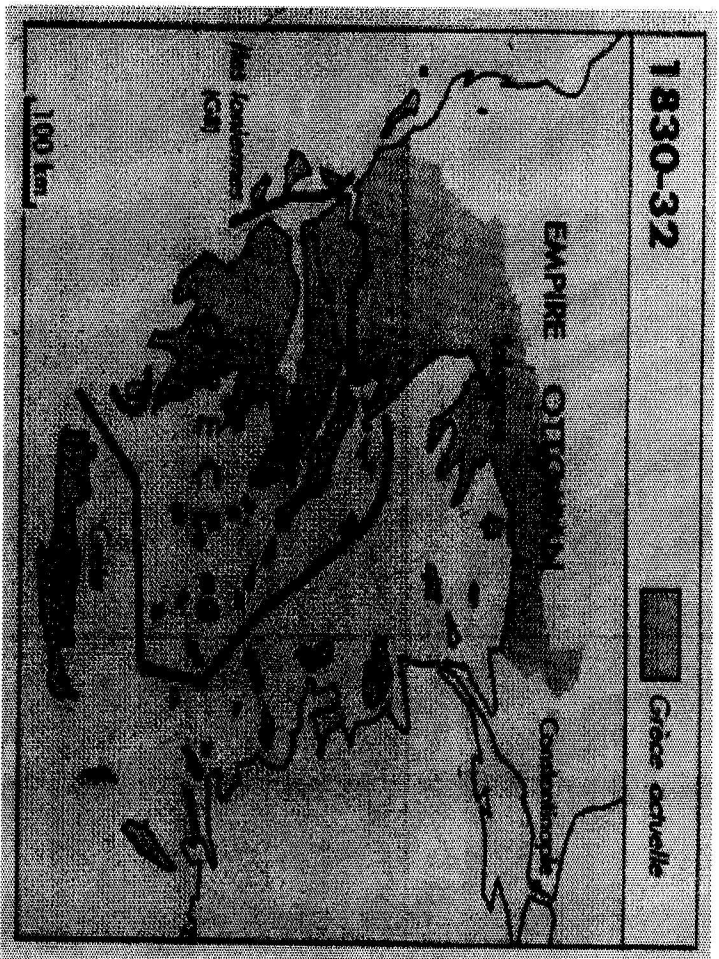
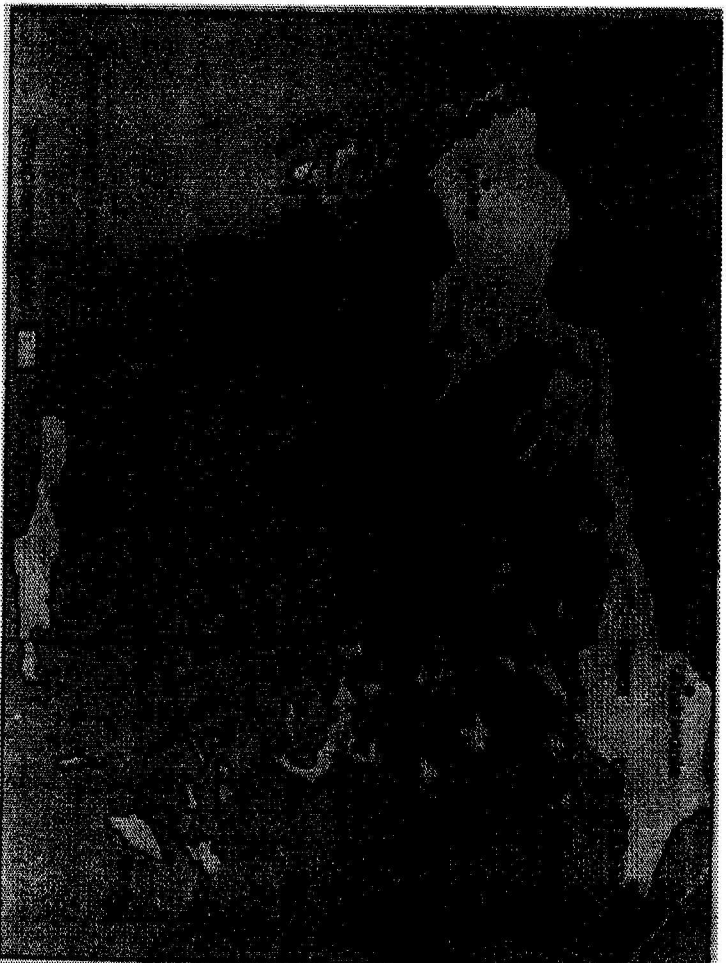
74-Les relations de la Grèce avec les pays balkaniques

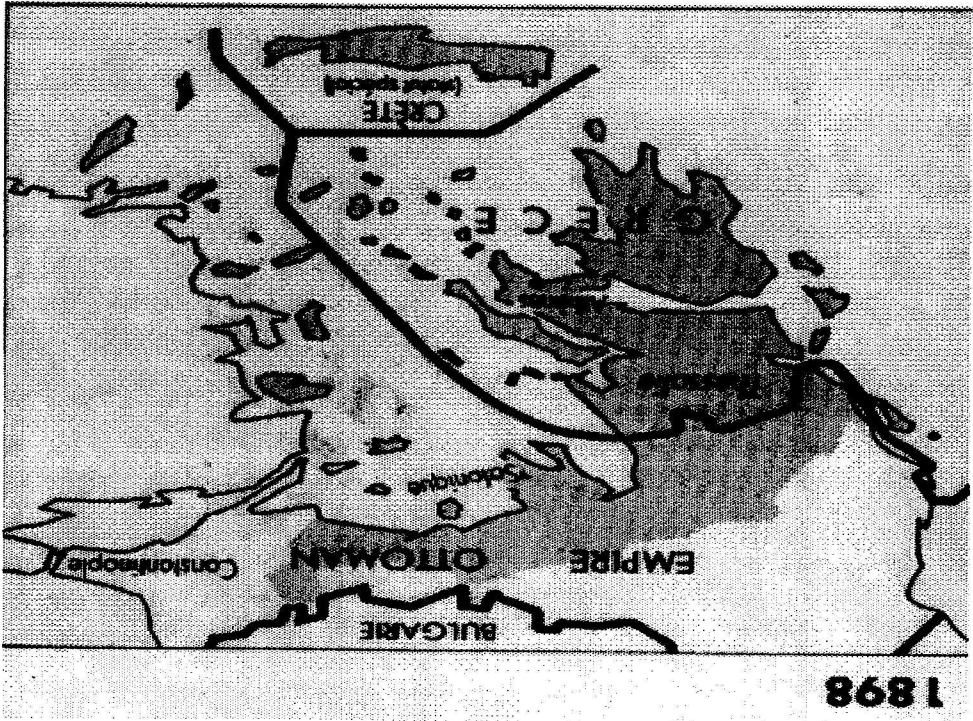
Il y a toujours eu des liens d'amitié et de collaboration avec les autres pays balkaniques, particulièrement à la suite du rétablissement de la démocratie en 1974. La fin de la guerre froide a permis d'augmenter ces relations, notamment dans le domaine économique. La Grèce a signé de nombreux traités économiques, militaires et culturels avec la plupart des pays balkaniques et a pris de nombreuses initiatives pour augmenter la sécurité dans la région (exemple: la réunion en Crète, en novembre 1997, des pays balkaniques et de la Turquie).

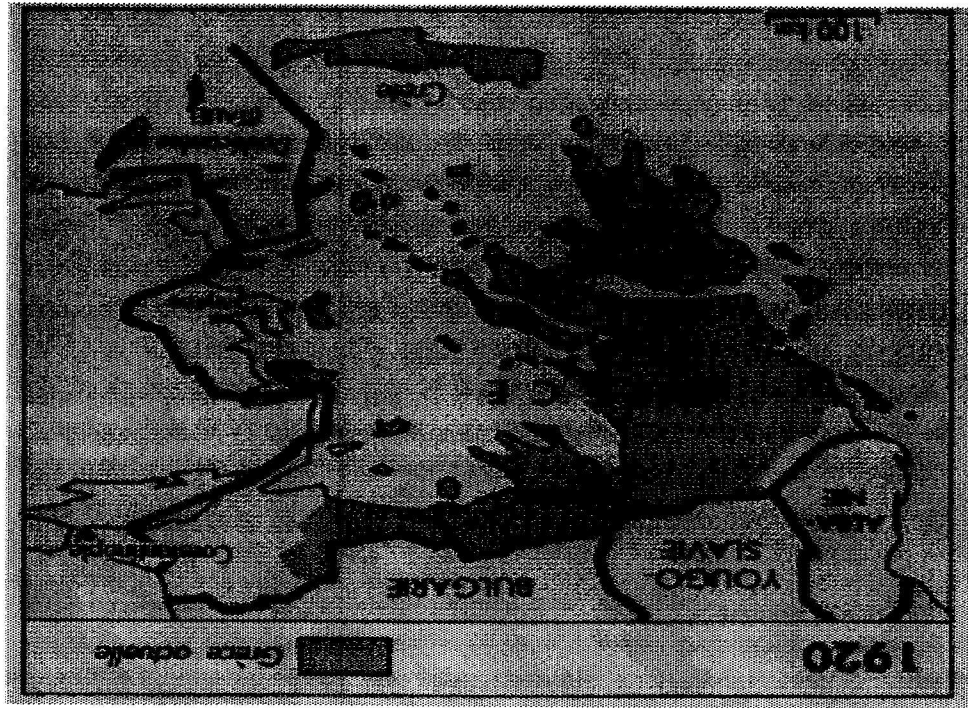
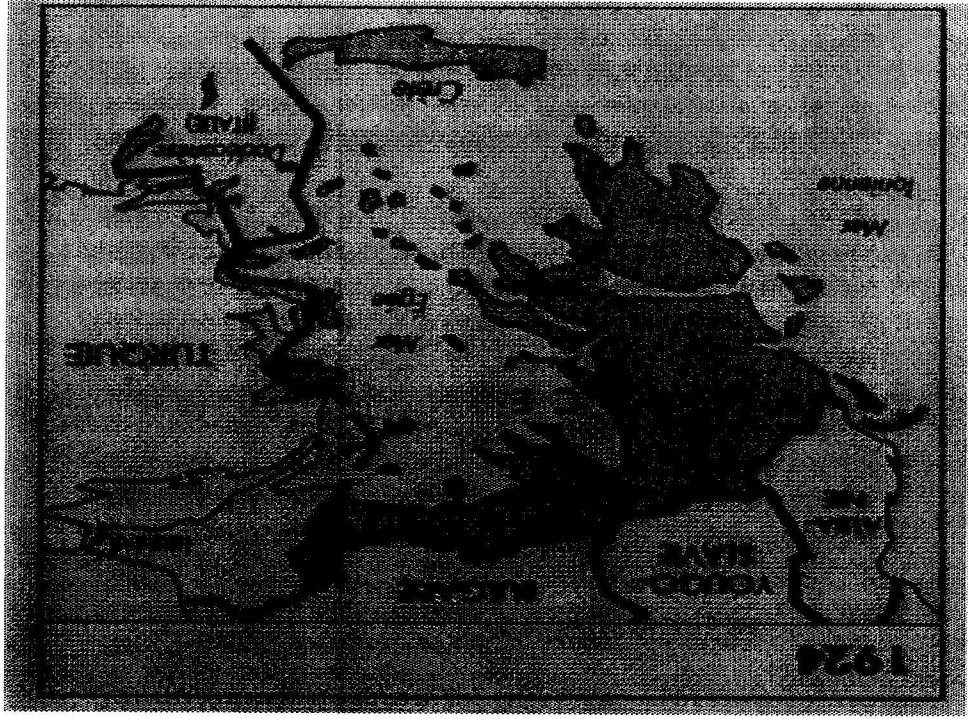
Conclusion

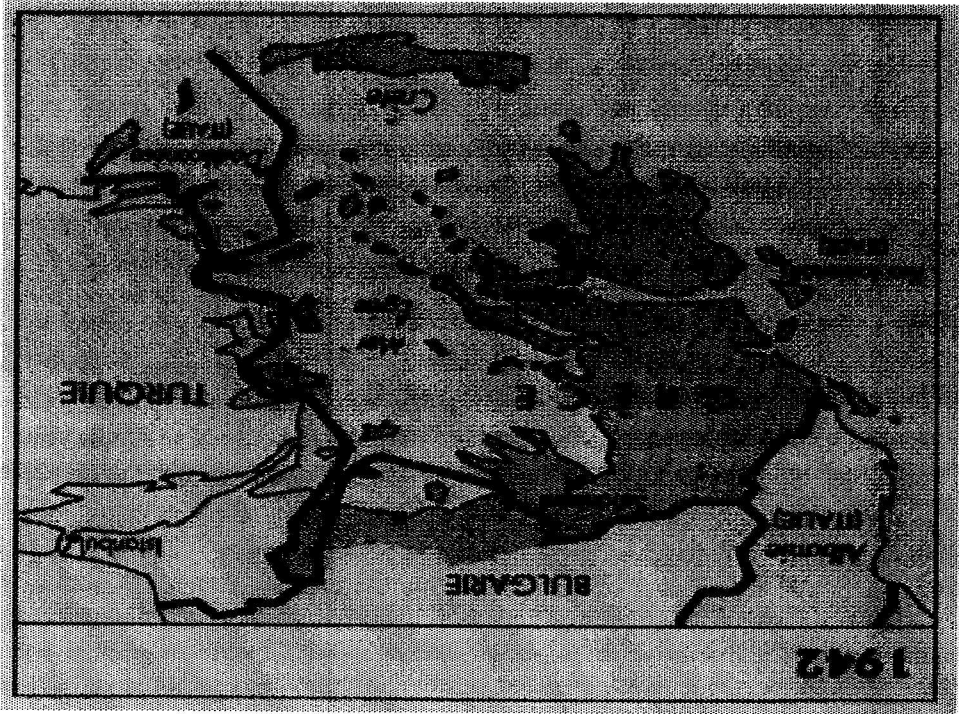
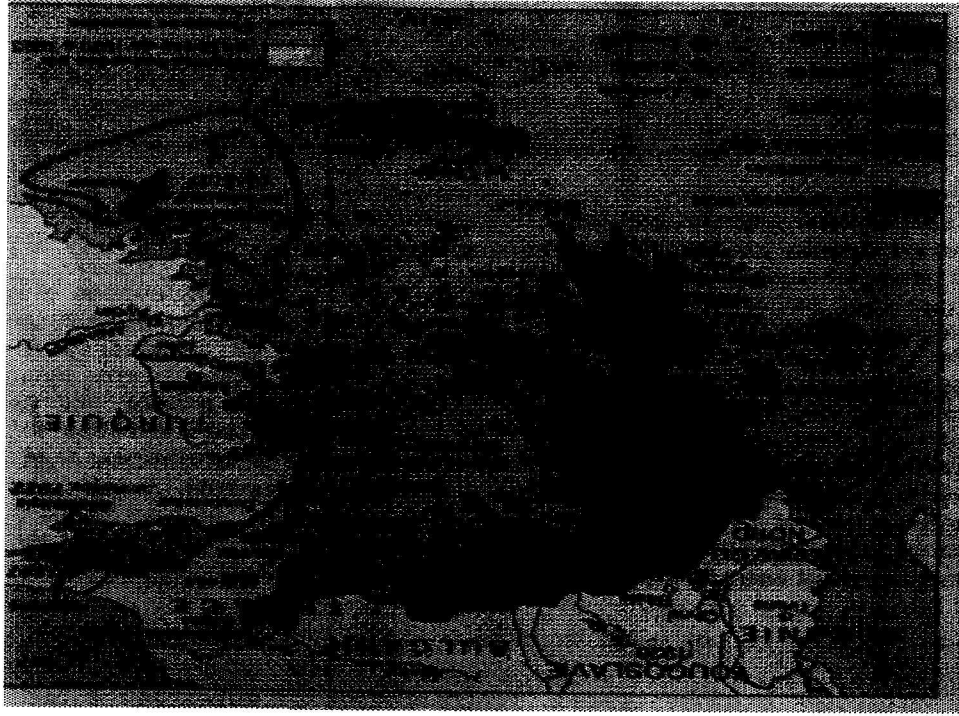
Nous avons vu les nombreux événements qui jalonnent l'histoire de la Grèce moderne: des guerres mondiales, nationales et civiles, l'intervention des « Grandes Puissances », des fluctuations de frontières et de nombreux changements de régime et de gouvernement. Malgré cela, la Grèce a réussi, depuis trente ans, à établir un régime stable et démocratique, et à développer une économie assez puissante.

Dans les Balkans, la Grèce est le pays le plus apte à relever les défis de notre époque. Elle est, dans l'ensemble de la région, le seul Etat membre à la fois de la Communauté Européenne, de l'OTAN et d'autres organismes régionaux. De plus, elle est, par excellence, le seul pays homogène, sur le plan ethnique, religieux et linguistique, elle a des institutions démocratiques stables et, malgré les problèmes conjoncturels, une économie saine. Tous ces éléments lui permettent de jouer un rôle essentiel dans la stabilité des Balkans.









LE DYNAMISME DES SERBES (AVANT ET DURANT LA YOUGOSLAVIE)

Le dynamisme des Serbes peut être étudié au travers de l'histoire de la Serbie, depuis le Moyen Age. Leur histoire se résume en 4 phases :

- l'émergence de la nation serbe du XII^e au XIV^e siècle,
- la domination ottomane du XIV^e au XVIII^e siècle,
- la lutte pour l'autonomie, puis l'indépendance au XIX^e siècle,
- l'accession au rang d'Etat-Nation moderne au tout début du XX^e. C'est seulement au XX^e siècle que la Serbie s'est découverte une vocation de fédérateur, de rassembleur des peuples slaves.

I-L'émergence de la nation serbe du XII^e au XIV^e siècle.

Les Slaves, implantés entre le Danube et l'Adriatique, sont demeurés longtemps peu organisés et soumis aux pressions plus ou moins fortes, selon les périodes, de leurs voisins, Byzantins au sud, Bulgares à l'est et Croates, puis Hongrois à l'ouest.

La conversion au christianisme orthodoxe, commencée très tôt, s'achève à la fin du XI^e siècle.

Au XII^e siècle, un certain **Etienne Nemandja** parvient à dégager la Serbie de la suzeraineté de Byzance. Son fils aîné, Etienne I^{er}, sera couronné par le pape en 1217, son fils cadet, Sava, devenu archevêque, obtiendra la création d'une église autocéphale et couronnera à nouveau son frère selon le rite orthodoxe cette fois en 1221.

La **dynastie des Némanjides**, du nom Nemandja, atteindra son apogée un siècle plus tard sous le règne d'**Etienne Douchan**, l'empereur des Serbes et des Grecs, entre 1331 et 1355. La Serbie d'alors s'étendait du sud du Danube à la Macédoine et à une partie de la Grèce.

II-La domination ottomane du XIV^e au XVIII^e siècle

A la mort de Douchan, la Serbie éclate en multiples principautés, qui passent une à une sous la suzeraineté ottomane. La défaite et la mort du prince Lazare à la bataille de Kosovo en 1389 sonne le glas de l'indépendance serbe.

Au XV^e siècle, le centre de gravité des pays serbes, sous la poussée turque, s'est déplacé vers le nord. Certaines migrations vont même au delà de la Save et du Danube, dans le sud du royaume de Hongrie, région aujourd'hui de la Voïvodine.

En 1683, l'échec des Turcs devant Vienne, ouvre pour les Serbes une période agitée: au grés des conflits qui vont opposer Constantinople et Vienne pendant près de 60 ans, les frontières de la Serbie seront constamment remodelées. Les Turcs l'emportent finalement, et en 1739, par le traité de Belgrade, toute la Serbie leur est restituée. La Serbie ottomane va dès lors connaître une période sombre.

Ce conflit entre les Ottomans et les Habsbourg a eu des conséquences qui expliquent la dissémination des populations serbes dans la région, dissémination encore visible aujourd'hui.

- Ainsi, par exemple, après le départ des Serbes du Kosovo (vieille Serbie), des Albanais s'y sont installés, qui dominent encore par leur nombre aujourd'hui.

- Parmi les Serbes réfugiés chez les Habsbourg, tous ne sont pas restés en Voïvodine, certains se sont installés en Slavonie ou dans le centre de la Croatie où leurs descendants résident encore aujourd'hui...

On trouve donc dans ce conflit austro-turc une grande partie de l'histoire de la dissémination des populations serbes dans la région.

III-La lutte pour l'indépendance au XIX^e siècle : les dynasties des Karageorgevitch et des Obrenovitch

Tout au long du XIX^e siècle, deux dynasties se disputent le pouvoir en Serbie. Georges Petrovic, dit **Karageorges** ou « Georges le Noir » fonde la première, celle des Karageorgevitch. **Milos Obrenovitch** fonde la seconde.

La première insurrection en Serbie ottomane date de 1804. Elle est dirigée par Karageorges qui prend Belgrade en 1806 (« **nuit de la saint André** » restée célèbre dans la mémoire de la cité) et se fait proclamer Prince héritier.

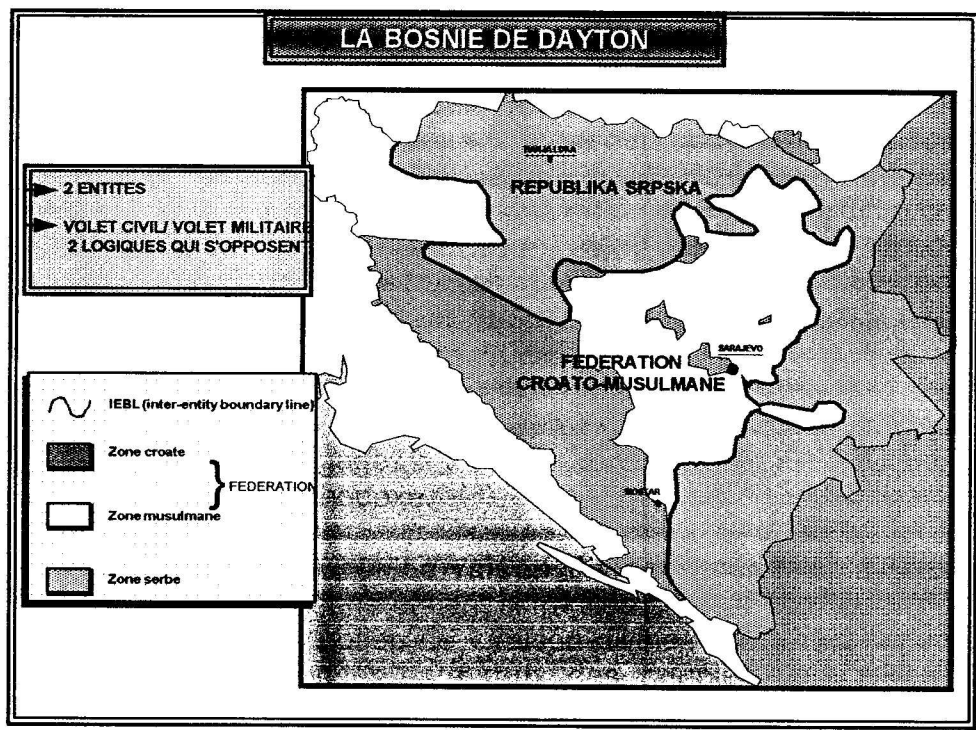
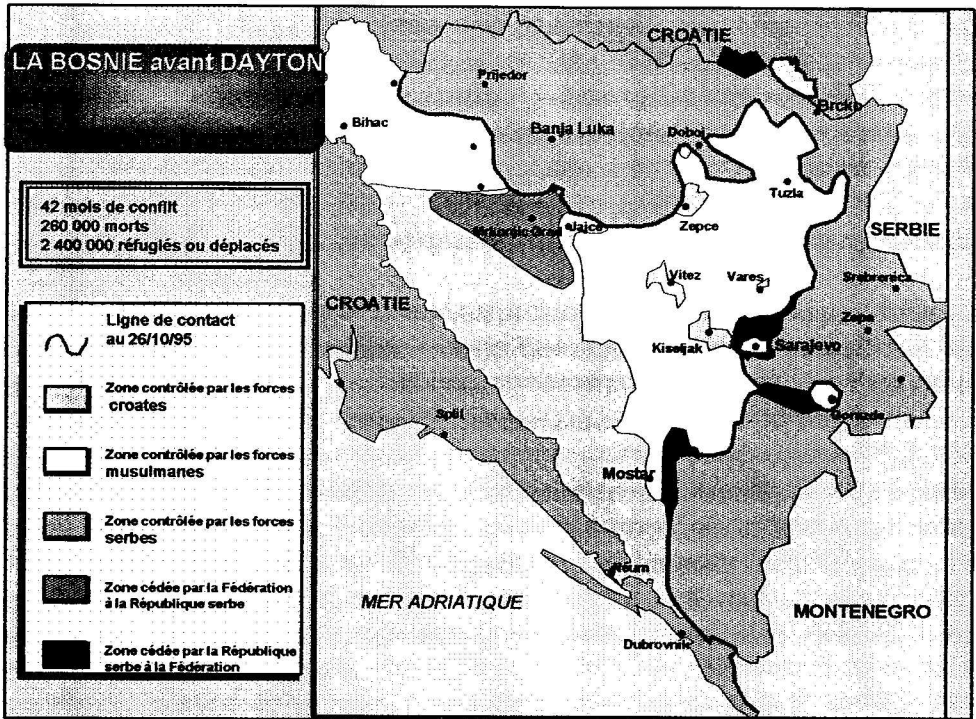
En 1813, les Turcs reprennent Belgrade. Karageorge, lâché par la Russie, se réfugie en Autriche où il est interné. La première révolte serbe se termine par un échec sanglant

Elle n'en eut pas moins des conséquences d'une portée considérable. En effet, ce qui, dans la mémoire du peuple serbe, devint « épopée de Karageorge » constitua une référence fondamentale dans la formation de l'idéologie nationaliste du XIX^e siècle. La Serbie de 1804 à 1813 fut considérée comme le premier état national indépendant des Serbes après trois siècles et demi de « joug ottoman ».

Une nouvelle insurrection éclate en 1815. Elle est dirigée cette fois par Milos Obrenovitch. Sous la pression des Russes, les Turcs acceptent que la Serbie forme une principauté vassale, avec son assemblée et son armée, mais la Serbie conserve un gouverneur turc soutenu par de solides garnisons. Karageorges est assassiné dès son retour d'Autriche en 1817 sur l'ordre de Milos Obrenovitch... Cet événement est le point de départ de la vendetta qui allait ensanglanter le trône de Serbie tout au long du XIX^e siècle.

Milos, considéré comme trop despotique, est contraint d'abdiquer en 1839 en faveur de son fils Michel, lui-même renversé en 1842 par le propre fils de Karageorges, Alexandre. Le retour au pouvoir des Karageorgevitch sera relativement bref, puisqu'en 1858, Alexandre est chassé par le vieux Milos Obrenovitch en personne qui gardera le pouvoir jusqu'à sa mort. Son fils Michel reprend alors le pouvoir jusqu'à ce qu'il soit assassiné en 1869. En 1868, les troupes ottomanes évacuent la Serbie.

De Michel Obrenovitch, le titre de prince passe à son cousin Milan, qui abdiquera en faveur de son fils, Alexandre, 20 ans plus tard. En 1903, Alexandre est assassiné avec sa femme par un groupe d'officiers. On fait alors appel à un Karageorgevitch, Pierre, le petit fils de Karageorges. Pierre, exilé en France, a été élève à St Cyr et a combattu dans l'armée française en 1870-71. Pierre Ier de Serbie sera roi de 1903 à 1921 et sera le premier à ne pas être renversé ou assassiné.



IV-De la Serbie à la Yougoslavie

A la suite de l'attentat de Sarajevo le 28 juin 1914, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie. La Russie ne peut que soutenir son allié serbe. La première guerre mondiale éclate quelques jours plus tard. L'armée serbe, après avoir brillamment résisté aux troupes austro-hongroises se replie dans des conditions difficiles à travers l'Albanie : c'est le **chemin de croix des Serbes**. Recueillis par les alliés à Corfou, les Serbes combattront ensuite en Macédoine et participeront à la rupture de ce front en 1918.

En décembre 1918, la création du royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes est proclamée. L'architecte de l'Etat yougoslave fut le prince héritier de Serbie, Alexandre Karageorgevitch, arrière petit fils du légendaire Karageorge, qui, depuis 1914, était régent à la place de son père, Pierre Ier, affaibli par la maladie. A la mort de son père en 1921, il devint Alexandre Ier et se fait appeler « Roi chevalier, l'Unificateur ». **L'histoire de la Serbie se confond alors avec celle de la Yougoslavie.** (Ceci n'est pas tout à fait exact puisqu'il faut exclure l'intermède de 1941: après l'invasion allemande, une Serbie indépendante a été créée, Intermède qui prendra fin en 1945-46 avec un nouveau découpage de la fédération Yougoslave).

Ce découpage de 45-46 en Républiques vise, entre autres objectifs, à ne pas donner à la Serbie un poids excessif dans la fédération. Aussi, les populations serbes au sens large, (c'est-à-dire orthodoxes de langue serbo-croate) sont-elles réparties entre la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Serbie elle-même. On institue en outre, au sein de la république de Serbie, deux provinces autonomes: la Voïvodine et le Kosovo.

Le Kosovo : cette province reste très chère au coeur des Serbes (vieille Serbie). Elle fut le berceau de leur nation jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, époque à laquelle, comme nous l'avons vu, les guerres austro-turques conduisirent les Serbes à prendre le chemin du nord. C'est à cette époque que les Albanais sont venus. Ils sont depuis restés majoritaires.

Quand, en 1912, la Serbie s'étend vers le sud aux dépens des Turcs, elle occupe immédiatement « la vieille Serbie ». En 1941, le partage de la Yougoslavie se traduit en revanche par l'incorporation d'une grande partie du Kosovo à l'Albanie (italienne à l'époque).

La Voïvodine : Les descendants des Serbes repliés au nord de la Save et du Danube après la poussée turque de 1683 vont rester très actifs. En mai 1848, la Voïvodine est créée incluant la Sirmie, la Batchka et le Banat. Cette velléité d'indépendance des Serbes s'achèvera avec la suppression de la Voïvodine en 1860: ses provinces étant réparties entre Croatie-Slavonie et la Hongrie. Beaucoup de Serbes émigreront aux USA.

En 1946, pour tenir compte de la mosaïque ethnique qui caractérise ce territoire depuis le XVIIIe siècle, une région autonome sera instituée au sein de la république de Serbie. En souvenir de 1848, elle prendra le nom de Voïvodine.

A la fin de la seconde guerre mondiale, la Serbie redevient inévitablement la championne de l'unité yougoslave. Tous ses dirigeants, jusqu'à Slobodan Milosevic

élu et réélu en 1990 à la tête de la république de Serbie, tiendront le même discours unitaire

CONCLUSION

Chez les Serbes, cette vocation à fédérer, à rassembler l'ensemble des peuples yougoslaves date donc du XXème siècle, et plus exactement de la création de la Yougoslavie en 1918, une création, rappelons le, qui s'est faite sur un profond malentendu de part et d'autre : pour les Serbes, il s'agissait d'un agrandissement de leur pays, d'une conquête territoriale, alors que pour les Croates, la Yougoslavie était une union libre de peuples souverains (Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes).

Auparavant, la Serbie avait connu une histoire mouvementée :

- celle tout d'abord d'un peuple implanté entre le Danube et l'Adriatique, d'une dynastie, les Némandjides, qui atteint son apogée au milieu du XIV ème siècle avec Etienne Douchan (la Serbie s'étend alors du sud du Danube à la Macédoine et à une partie de la Grèce).

- C'est ensuite l'histoire d'une population qui va vivre sous domination ottomane pendant trois siècles et demi, au gré des conflits entre les Turcs et les Austro-Hongrois, une population qui sera donc disséminée sur le territoire des Balkans,

- C'est l'histoire de deux dynasties, les Karageorgevitch et les Obrenovitch, qui vont s'affronter au XIX ème siècle et lutter pour se libérer du joug ottoman.

LES VICISSITUDES DE LA BULGARIE

L'impression qui résulte de l'étude de la BULGARIE repose sur:

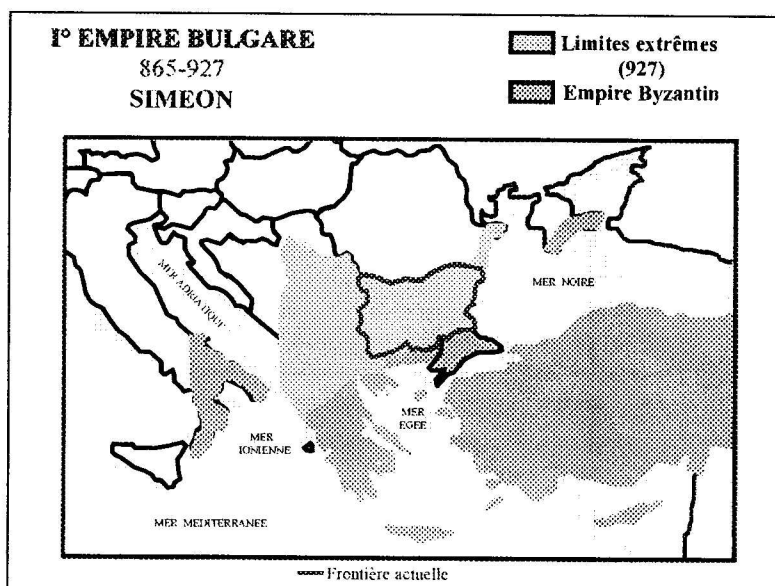
- une certitude : il n'y a pas de doute sur l'identité du peuple BULGARE : il est SLAVE depuis le 6° siècle et orthodoxe depuis le 9° siècle.
- une incertitude : le territoire, qui est la 2° clé de toute étude géopolitique. Cette incertitude a conditionné l'histoire de la BULGARIE pendant le dernier millénaire et explique celle du siècle dernier. Selon les époques, le territoire s'étend sur la presque totalité des BALKANS, ou est réduit à néant.
- deux constats :
 - la géopolitique BULGARE a été, pour des raisons diverses, profondément marquée par le rôle de la TURQUIE et de la RUSSIE.
 - la quête territoriale est une constante de la BULGARIE. Elle a toujours témoigné d'une ambition sur les BALKANS et sur ce qu'elle appelle les peuples bulgares.

I- LES TERRITOIRES MYTHIQUES

La naissance de la BULGARIE remonte en 865, au moment de sa conversion au christianisme. Elle regroupe les protobulgares, peuple slavisé au 6° siècle et parlant une langue turque. C'est sous le TSAR SIMEON que le 1° empire étend son emprise territoriale sur l'ALBANIE, la SERBIE, et la MACEDOINE. C'est à cette époque que se réfèrent les revendications bulgares, en particulier sur la MACEDOINE: pour eux, elle est bulgare.

Après SIMEON, l'état s'affaiblit. Les SERBES s'émancipent et les BYZANTINS passent à l'offensive. Le roi SAMUEL tente de recentrer l'état sur la MACEDOINE. Mais l'empereur byzantin BASILE, surnommé le tueur de Bulgares, mène une guerre impitoyable. L'empire bulgare s'effondre et passe sous la domination byzantine pendant deux siècles.

Vers la fin du 12° siècle, les Bulgares s'insurgent. Un second empire se constitue, au moins aussi grand que le premier. Il offre un accès aux trois mers : EGEE, NOIRE, et IONNIENNE. Mais l'invasion mongole en 1242 lui porte un coup très dur, l'état se démembre peu à peu. Les Ottomans attaquent en 1382. La BULGARIE disparaît pour 5 siècles.



II- LA RECHERCHE D'UN TERRITOIRE REEL

Vers la fin du 19° siècle, la BULGARIE va renaître et n'avoir de cesse pendant un siècle de retrouver le territoire de la grande BULGARIE. En 1876, les Bulgares se révoltent contre les Turcs. Le sultan ne voulant pas accorder l'autonomie, la RUSSIE vient à l'aide de la province bulgare en déclarant la guerre aux Turcs.

Le 3 mars 1878, le traité de SAN STEFANO impose au sultan la constitution d'une province autonome de BULGARIE très vaste. C'est le retour à la BULGARIE du 1° empire de SIMEON. Cela provoque un tollé général en EUROPE. Le congrès de BERLIN, qui se termine en juillet de la même année, est un compromis en défaveur des Bulgares : une principauté autonome voit le jour et le sud forme la province ottomane de ROUMELIE. Cette décision ancre un sentiment d'injustice chez les Bulgares. Aussi en 1885, les Bulgares envahissent la ROUMELIE.

Le 22 septembre 1908, la BULGARIE est indépendante. En 1912, avec la SERBIE et la GRECE, la BULGARIE attaque la TURQUIE qui s'incline. Au traité de LONDRES, les Bulgares se considèrent comme les principaux vainqueurs des Turcs, mais ce sont les Serbes qui ont conquis et conservent la MACEDOINE.

Le 23 juin 1913, Ferdinand décide donc d'attaquer sans déclaration de guerre les Serbes et les Grecs: c'est la seconde guerre balkanique, désastreuse pour la BULGARIE. Les Roumains et les Turcs s'engagent aux cotés des Monténégrins.

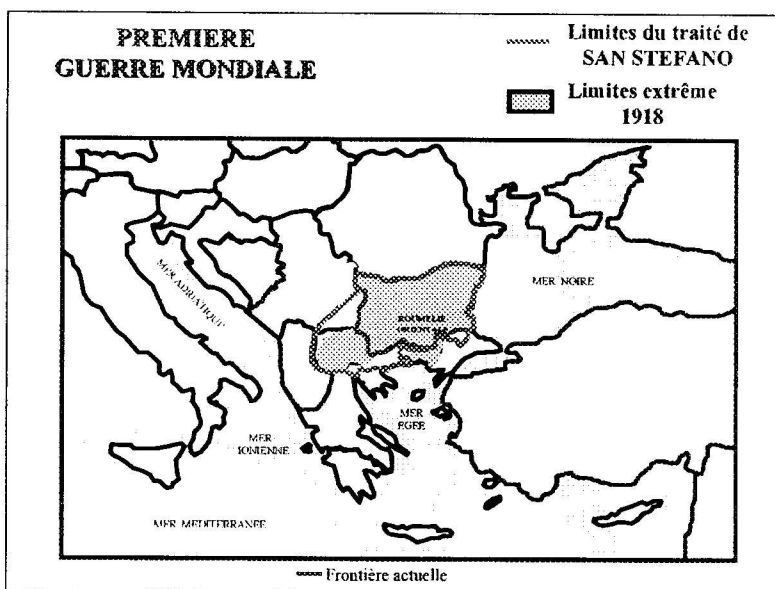
Le 10 août, le traité de BUCAREST modifie le territoire de la BULGARIE, qui conserve un accès à la mer EGEE mais perd la DOBROUDJA du sud. Et surtout la SERBIE conserve la MACEDOINE.

Après avoir hésité, la BULGARIE s'allie en 1915 à l'AUTRICHE-HONGRIE et déclare la guerre à la SERBIE

Les troupes bulgares occupent la MACEDOINE serbe et s'opposent aux troupes alliées débarquées à SALONIQUE : c'est le front d'Orient.

En 1916, lorsque la ROUMANIE entre en guerre, la BULGARIE participe à la contre offensive des puissances centrales et occupe la DOBROUDJA du sud. Les territoires perdus en 1913 sont donc récupérés.

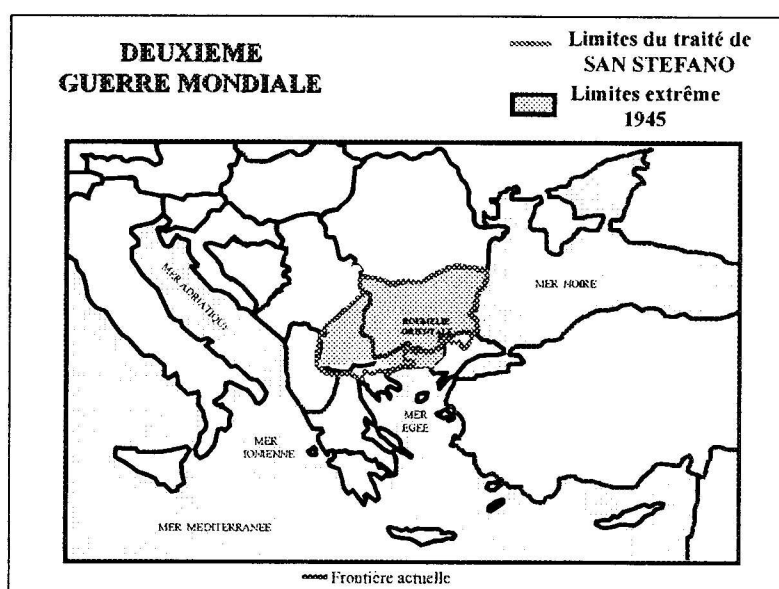
LE 29 septembre 1918, la BULGARIE signe l'armistice. Le traité de NEUILLY impose un nouveau recul territorial et une nouvelle perte de la MACEDOINE et de la DOBROUDJA. La BULGARIE n'a plus d'accès sur la mer EGEE.



En 1923, les Grecs expulseront 250.000 bulgares qui résidaient en THRACE pour les remplacer par des réfugiés grecs.

En 1940, alors que la ROUMANIE est contrainte de céder des territoires à l'URSS et à la HONGRIE, la BULGARIE en profite pour reprendre la DOBROUDJA. Et son adhésion au pacte tripartite en 1941 lui vaudra en récompense une grande partie de la MACEDOINE (dont une partie de la MACEDOINE grecque), la THRACE ainsi que des districts serbes. Durant la seconde guerre mondiale, le pouvoir tente de faciliter l'intégration de la population macédonienne, tout en expulsant 100.000 Grecs. C'est la réponse à ce qui s'est passé en 1923. Le 5 septembre 1944, l'URSS déclare la guerre à la BULGARIE, qui capitule aussitôt, déclare la guerre à l'ALLEMAGNE, et évacue ses troupes de GRECE et de YOUGOSLAVIE.

Le 9 septembre, un coup d'état installe des dirigeants communistes, avec l'aide de l'URSS, qui les a formés: la république populaire est proclamée le 15 septembre 1946. L'appui de l'URSS permettra à la Bulgarie de conserver la DOBROUDJA du sud au traité de PARIS.



III LA BULGARIE MODERNE

Communisme :

- purge de 1949 des dirigeants accusés de titisme
- succède le stalinien TCHERVENKOV, puis à la mort de STALINE, JIVKOV qui restera jusqu'en 1989.
- 1955 membre fondateur du pacte de VARSOVIE: base avancée vers les détroits turcs.

Particularité: parmi toutes les démocraties populaires, seul pays où le diktat de MOSCOU ne se soit pas vraiment exercé.

Socialisme :

- En 1989, la révolution bulgare s'est faite de façon pacifique. Le parti communiste est devenu socialiste.. En décembre 1990, un gouvernement d'union nationale a été formé, sous la présidence de JELIO JELEV, un ancien dissident.
- En novembre 1996, PETER STAINOV (droite modérée) l'a remplacé.
- Les dernières élections d'avril 1997 ont été un désaveu pour les ex-communistes.

Situation économique :

Ce pays de 9 millions d'habitants a une situation économique délicate : faillites de banques, corruption, taux d'inflation 300% en 1996 ont provoqué de nombreux mouvements sociaux.

Les minorités

Les minorités musulmane (POMAK) et turque cristallisent les relations entre la BULGARIE et la TURQUIE. En 1985, une dure campagne de bulgarisation a été lancée par le pouvoir communiste (abandon des noms). En 1989, 300.000 d'entre eux émigrèrent. La moitié revint en 1990.

Les Balkans

Avec l'effondrement des régimes communistes, les conflits traditionnels avec les états voisins sont redevenus prépondérants.

Les Bulgares, comme les Grecs et les Serbes, contestent l'existence d'une nation macédonienne. Pour eux les Macédoniens sont bulgares.

Après la dislocation de la YOUGOSLAVIE, les Bulgares n'en ont pas moins été les premiers à reconnaître l'indépendance de la MACEDOINE. Probablement pour mieux essayer de contrecarrer les Serbes et les Grecs.

Néanmoins, les dirigeants ont privilégié le dialogue à une hasardeuse politique de force: les conférences balkaniques de TIRANA (1990) et de SOFIA (1991) le prouvent.

CONCLUSION

Ce pays, qui a vu s'affirmer très tôt une forme de nationalisme, a donc connu de nombreux revers. Après avoir occupé un territoire mythique, recouvrant la moitié des Balkans, puis avoir disparu pendant 5 siècles, elle n'a eu de cesse que de retrouver une place perdue. L'histoire de ce début de siècle témoigne de ces vicissitudes.

LA MACEDOINE: UN PAYS EN ATTENTE

L'Ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM ou FYROM en anglais), nom de baptême onusien de l'ex-Macédoine serbe, est une mosaïque de cultures, de religions, d'ethnies et de passions dans une région de passage obligé entre Danube et mer Egée, entre mer Noire et Adriatique.

Elle a beaucoup fait parler d'elle dans les années 93-94, par peur d'une extension du conflit serbo-croato-bosniaque en ex-Yougoslavie et de rivalité avec la Grèce. Aujourd'hui, la situation est plus calme et les relations entre états se sont normalisées.

Ainsi, malgré l'instabilité environnante, d'importantes tensions sociales et une économie ravagée, l'ARYM a su préserver une relative stabilité grâce à l'action de son président et père (grand-père) fondateur Kiro Gligorov. Mais pour combien de temps?

I-La terre : les menaces extérieures.

Un pays menacé par ses voisins surnommés les 4 loups, l'Albanie, la Bulgarie, la Serbie et la Grèce.

II-Les hommes : les minorités ethniques.

Une forte minorité albanaise (22% de la population) tente de constituer un front musulman avec l'appui des turcs (5%).

III-La situation actuelle politique et économique.

Le paysage politique est marqué par la multitude des partis et donc par la difficulté de trouver une réelle majorité. Le président est obligé de composer avec un gouvernement de coalition. Cette situation provoque le mécontentement des différents mouvements qui ont tendance à se marginaliser.

L'économie est ravagée par le blocus grec et l'embargo contre la Serbie qui ont également entraîné un important trafic (arme, drogue, pétrole,.....) et la corruption. Ces illégalités constituent le fond de commerce des extrémistes de tout bord et avivent le contentieux inter-minorité.

Conclusion.

Seul pays des Balkans où existe encore un esprit de tolérance, à défaut d'esprit d'intégration, la Macédoine a besoin, pour le préserver, d'aide de l'extérieur et se tourne vers l'Europe et les Etats-Unis.

Son plus grand défi sera d'assurer la succession de son président actuel dans un contexte politique et économique très tendu.

UNE REGION MINEE: LE KOSOVO

Introduction:

le KOSOVO concentre, dans un espace relativement réduit, la manifestation des phénomènes les plus spécifiques de la péninsule balkanique:

- tensions interculturelles et facteur religieux ;
- sacralisation et réinterprétation de l'histoire;
- projets d'hégémonie ethnique.

I- Données géopolitiques

1.1-Géographie politique

Le KOSOVO (ou CASSOVIE) est une région de la SERBIE, à laquelle elle a été rattachée par la conférence de LONDRES en 1913.

Sa superficie est de 10.960 km².

Le choix de Prishtina, sa capitale, isole de son aire d'influence traditionnelle Prizren, son centre historique.

1.2-Géographie physique

Région de vallées et de plateaux encadrée de montagnes élevées, le KOSOVO constitue une voie de communication importante - mais non unique - entre la SERBIE et la MACEDOINE DU NORD.

Elle donne naissance au fleuve Drin, vers l'ALBANIE et l'Adriatique, et aux rivières Morava orientale et Ibar, vers la SERBIE et le Danube.

Son importance stratégique pour la SERBIE a décliné depuis l'annexion du MONTENEGRO en 1914.

1.3-Activités

Zone essentiellement rurale, assez arriérée, qui compte quelques centres urbains.

Prishtina, cité administrative et universitaire, jouissait, avant 1981, d'une réputation de centre intellectuel. La culture albanaise s'y exprimait avec une plus grande ouverture d'esprit que dans l'ALBANIE d'Enver Hoxha.

1.4-Population

Près de 90% des 1.956.000 kosovars sont albanais. Le reste de la population est essentiellement composé de serbes, et de quelques monténégrins.

1.5-Statut administratif

La constitution de 1974, inspirée par Tito, a conféré au KOSOVO-METOHIIJA le statut de région autonome de la république fédérée de SERBIE. Ce cadre

administratif lui donnait une réelle autonomie de gestion interne au sein de l'ensemble serbe.

II- Le contentieux alban-serbe au KOSOVO

2.1- Point de vue serbe

La littérature serbe est abondante pour exalter le mythe du KOSOVO, "berceau de la nation serbe", "nouveau testament serbe". Ce mythe est à l'origine d'une relecture officielle de l'histoire, inculquée aux Serbes dès leur plus jeune âge.

Pec, ville religieuse du KOSOVO, fut pendant l'occupation ottomane (du XIV^{ème} au XVIII^{ème} siècle) le siège du patriarcat orthodoxe serbe.

Il existe un décalage, très mal vécu par les Serbes, entre la "serbité" (*srbstvo*) proclamée du KOSOVO, et la présence de plus en plus écrasante d'une population très différente, albanophone et musulmane, considérée comme allogène. Elle aurait été importée par l'Ottoman à la fin du moyen-âge.

2.2- Point de vue albanais

Les Albanais ont le sentiment d'avoir toujours vécu ici.

Descendants d'illyriens non romanisés réfugiés dans la région, ils ont souffert de l'invasion slave des VI^{ème} et VII^{ème} siècles et ont toujours constitué une gêne pour la politique d'expansion slave. Ils sont albanais parce qu'albanophes. L'albanais, ou *Shqip*, est une langue illyrienne.

Les Albanais disent qu'ils ont fini par vivre en bonne intelligence, sans toutefois jamais se mélanger, avec la communauté serbe.

Selon eux, les tensions interethniques actuelles sont le fait du radicalisme grand-serbe.

2.3- Considérations historiques

Les Albanais étaient déjà majoritaires au KOSOVO (64%) en 1913.

Ils ont résisté à la *serbisation* des années 20 et de l'immédiat après-guerre. Ils ont accueilli favorablement l'occupation italienne de 1941 à 1944.

Il n'y a jamais eu de nettoyage ethnique systématique au KOSOVO.

Les politiques de prise de contrôle serbe ont essentiellement oscillé entre trois options:

- main mise sur l'ALBANIE (projet avorté en 1945) ;
- association des Albanais à la gestion des affaires publiques (méthode Tito, après 1966);
- discriminations et expulsions, souvent sous couvert de réforme agraire(entre-deux- guerres, 1945/1966, depuis 1981)

On assiste de part et d'autre à un phénomène d'accusation mutuelle (expulsions et immigrations sélectives) avec une exagération systématique des chiffres:

- politique de *slavisation* et d'expulsion de l'entre-deux-guerres;

- immigration albanaise et repression italo-albanaise pendant la dernière guerre;
- immigration de serbes expulsés de CROATIE depuis 1995.

Seule certitude: la conjonction du marasme économique des trente dernières années et de la vitalité démographique albanaise, provoque le départ de Serbes, dont les terres sont rachetées par des Albanais. Sur cette période, les Serbes sont passés du quart au dixième de la population.

Enfin, l'existence permanente de plans serbes sur le KOSOVO est une réalité :

- plan du ministre GARASANIN, en 1844, qui prévoit, via une domination "historiquement justifiée" du KOSOVO, la conquête d'un débouché maritime serbe dans l'actuelle ALBANIE;
- plan "iselvajanje arnauta" de Vasa Cubrilovic qui programme, en 1937, l'expulsion des Albanais ; repris et exécuté à partir de 1944, il se limitera surtout à encourager le départ d'une soixantaine de milliers d'Albano-Turcs vers la TURQUIE;
- plan de "désalbanisation des frontières" du programme du parti radical serbe en 1992;
- plan Krstic de partition de l'espace kosovar (réduit de 4.000 km2 pour 1,7 millions d'Albanais).

2.4-Au coeur des relations albano-yougoslaves

L'irrédentisme de la nation albanaise, séparée par les accords de 1913, est une constante de la politique de l'ALBANIE.

La tension albano-yougoslave s'accroît à partir de 1948 avec la scission des deux mouvements communistes: d'un côté Tito et son socialisme autogestionnaire; de l'autre, Enver Hoxha, et son national-stalinisme.

Le KOSOVO devient pendant près de cinquante ans un enjeu de la politique intérieure albanaise, pour fédérer une population scindée entre guègues et tosqes, et légitimer la posture de citadelle prise par l'ALBANIE.

De leur côté, les Albanais du KOSOVO, s'ils ont été parfois sensibles à la propagande nationaliste de Tirana, se sont toujours méfiés de son régime .

Dès 1966, Hoxha, qui entrevoit l'un des premiers la possibilité de l'éclatement de la YUGOSLAVIE, fixe le cap de la politique de TIRANA à l'égard de Belgrade: ni ingérence, ni indifférence au sort des populations albanaises vivant en YUGOSLAVIE.

Depuis la chute des socialismes yougoslave et albanais, les liens se sont multipliés entre *fares* guègues et *fares* kosovars. L'actuel président albanaise, Sali Bérisha, entretient des liens étroits avec les chefs de l'opposition légaliste kosovare (LDK): Ibrahim Rugova et Adem Démaci.

Plus récemment, l'hypothèse d'une participation des services secrets serbo-monténégrins à la constitution, puis à l'effondrement, du système des "pyramides du bonheur" a été avancée. Ce plan, baptisé "ILLYRIE-VIEILLE SERBIE", était censé déstabiliser l'ALBANIE, afin d'affaiblir sa volonté de soutien aux sécessionnistes kosovars.

Enfin, la politique américaine dans la région tend à monnayer son appui à l'ALBANIE, en échange d'une modération de ses revendications au KOSOVO.

III- Le scénario d'une explosion

3.1 Les conditions politiques d'une explosion sont réunies

Les manifestations étudiantes de 1981 à Prishtina demandaient, outre de meilleures conditions matérielles, l'élection du KOSOVO au statut de république fédérée.

La violente répression serbe de ces manifestations, s'est accompagnée de l'adoption d'une législation d'exception, annulant de fait l'autonomie interne de la région, et la plaçant en situation d'état de siège permanent, avec quadrillage militaro-policié de rigueur.

Cette reprise en main de la situation par les Serbes, s'est accentuée dans les années 1988-1991, avec le "soutien populaire" de manifestations organisées en SERBIE et au MONTENEGRO. Elle est marquée par une volonté de *serbisation* des institutions, de la fonction publique et de l'enseignement. Elle tend également à remembrer l'organisation politico-administrative locale pour écarter les Albanais de tous les centres de décision, et créer des communes-bastions serbes.

Depuis 1989, le KOSOVO a officiellement perdu son statut de région autonome.

3.2-Le calme trompeur du KOSOVO

Face à la répression serbe, les Albanais du KOSOVO, devenus citoyens de seconde zone dans leur propre pays, ont pour le moment adopté une attitude de résistance passive en se déconnectant de l'Etat serbe, notamment par:

- le boycottage des élections, des impôts locaux, du service national;
- la création d'un système parallèle d'éducation.

Ils ont cependant réclamé l'indépendance du KOSOVO, en 1991, c'est à dire après l'éclatement de la YOUGOSLAVIE, et vivent depuis dans l'imminence d'un conflit.

On relève, à partir de 1995, l'émergence d'une fraction de résistance plus radicale, face à la position légaliste du LDK, qui privilégie une négociation directe avec Belgrade.

3.3 Risques d'extension d'un éventuel conflit

Le scénario d'une explosion au KOSOVO est plus qu'une hypothèse d'école. Elle s'accompagnerait sans doute de troubles en MACEDOINE où vivent 20 à 30% d'Albanais.

On pourrait légitimement craindre une extension générale du conflit :

- intervention au secours de l'armée yougoslave en MACEDOINE;
- implication de la GRECE, voire de l'ALBANIE.

Par contagion , tous les foyers de tension de la péninsule pourrait s'en trouver ravivés, provoquant son embrasement progressif.

Conclusion

La question du KOSOVO demeure un vrai casse-tête balkanique: il ne peut rester serbe , il ne peut devenir albanais...

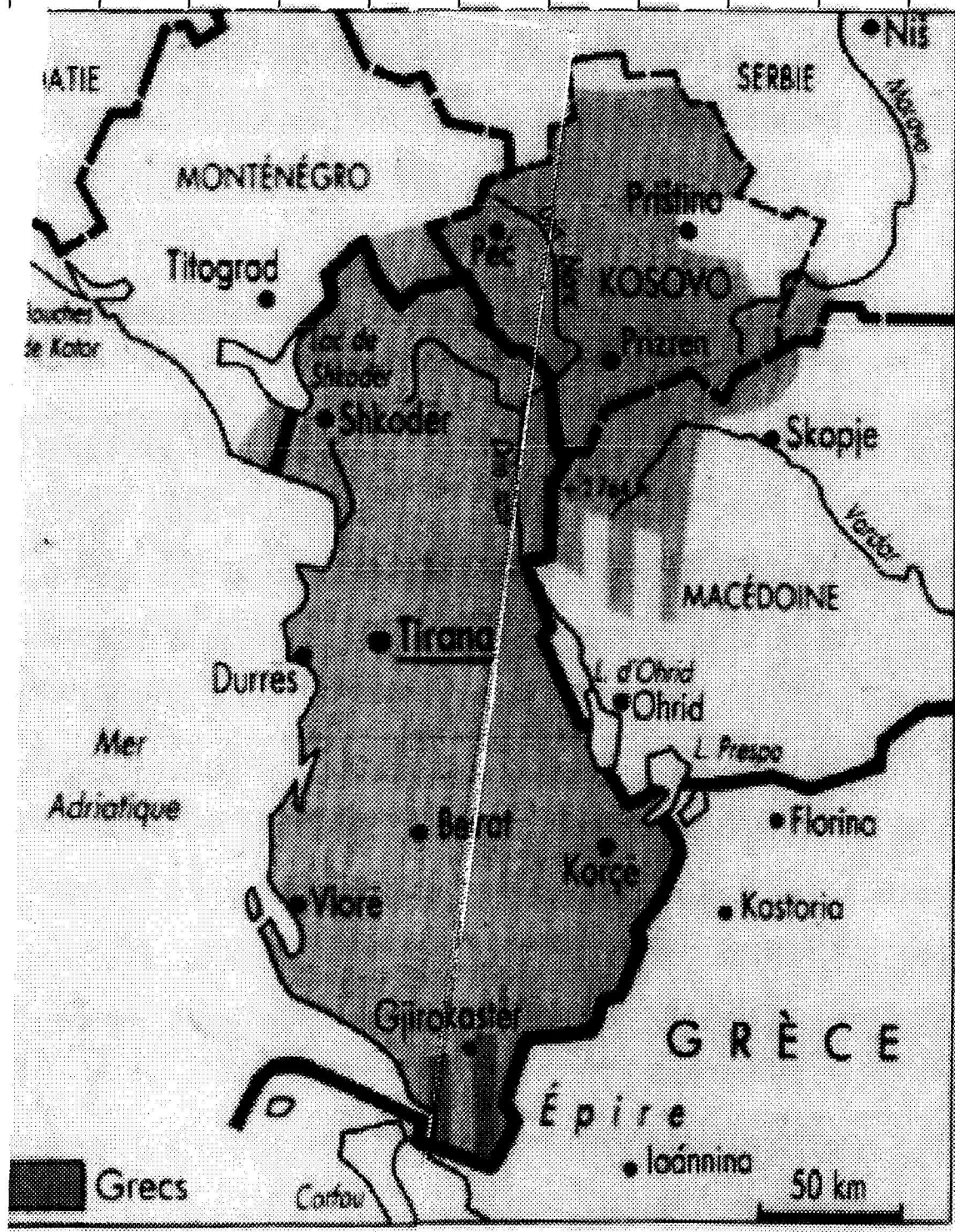
Il serait illusoire de croire que la situation actuelle repose sur une quelconque forme d'équilibre. Les indépendantistes albanais sont en train de radicaliser, au moins partiellement leur mouvement, avec la création d'une armée de libération (l'UDK), et les premiers cas de résistance armée dans la région de Prishtina en novembre-décembre 1997. Les Serbes peuvent être tentés de saisir l'occasion pour mener leur logique de *serbisation* jusqu'à son terme.

Le risque d'embrasement est réel, il n'est pas pour autant fatal si l'on veut bien considérer les points de vue suivants:

- l'échec, au moins partiel, des plans grand-serbes en CROATIE et en BOSNIE peut contraindre Belgrade à réviser ses prétentions à la baisse au KOSOVO;
- le souhait du gouvernement actuel de SERBIE de retrouver une légitimité internationale peut également influencer un assouplissement de sa politique locale;
- on peut espérer cette fois-ci une réaction occidentale plus rapide et plus ferme, en cas de conflit dans la région;
- enfin, l'affaiblissement actuel de l'ALBANIE peut jouer un rôle modérateur.

Il existe une solution alternative au scénario-catastrophe: la partition négociée du KOSOVO entre une zone "historique" d'influence serbe, et une zone plus large d'influence albanaise, sur le modèle des accords de DAYTON pour la Bosnie. Cette solution d'un statut spécial garanti par les puissances occidentales, ferait *de facto* de cette région, en attendant des jours meilleurs, un condominium autogéré par les deux communautés.

Mais la principale faiblesse de cette hypothèse est sans doute qu'elle repose sur le réalisme et la modération de Belgrade et de Tirana, et la volonté d'implication préventive des Européens...



LES BALKANS (4^e séance)

« L'Europe et les Balkans : fatalité et démission ou prévision et coresponsabilité ? »

Au cours de cette séance, M. Chenu a terminé le tour d'horizon des « poudrières du présent » en présentant l'ALBANIE. Il a ensuite récapitulé les causes et tiré les leçons du drame de l'ex-Yougoslavie en évoquant « les Balkans et l'Europe nouvelle »

I. L'ALBANIE DEPUIS 1945 : DU GEL AU CHAOS

Objet de nombreuses rivalités passées, l'ALBANIE est plus un îlot humain qu'un véritable pays slave. Englobés dans l'empire de DOUCHAN, puis par les Ottomans, les Albanais ont aussi souffert des guerres balkaniques, sans en être les objectifs (en particulier lors de la retraite des Serbes). Etat souverain, indépendant et neutre à l'issue de la conférence de LONDRES en 1913, l'ALBANIE n'a cependant jamais vu ses frontières clairement définies. Coupé en deux par le front d'Orient, le pays est sorti de la guerre dans le camp des vainqueurs (avec l'aide de l'Italie). En 1927, le roi ZOG signe un traité d'alliance avec ce même pays, et s'engagera en 1941 à ses côtés dans l'Axe. Toutefois des Albanais se regrouperont dans deux mouvements de résistance : la « royale » (soutenue par l'Angleterre) et la communiste. Cette dernière en tirera les bénéfices après la guerre et dirigera le front. Son chef, HOXHA, se désolidarise de TITO lorsque celui-ci rompra avec STALINE. Devenue stalinienne, l'ALBANIE se déclare athée (1967), et son chef dirige des exactions contre les prêtres et les églises. Lorsque Khrouchtchev libéralise le régime, HOXHA reste dans une logique extrémiste et se tourne vers MAO TSE TOUNG. Sa mort en 1985 laisse un pays glacé, fossilisé : un pays en guerre sans ennemi. La paranoïa est passée dans la population.

HALIA, le successeur de HOXHA a fait semblant de libéraliser le pays : mais le peuple, émoustillé par un peu de liberté, a voulu en avoir plus et s'est tourné vers l'extérieur. En 1990, les demandes de visas se sont multipliées. Face à l'incapacité du pouvoir à faire évoluer le pays, des premières élections libres sont organisées en 1991 : le parti communiste l'emporte, mais la population est déçue et se révolte. En mars 1992, Sali BERISHA, est élu lors d'une seconde élection. Il reçoit le soutien du FMI (4 milliards de francs). Mais l'excès d'argent et l'absence d'économie privée provoquent une importante spéculation (trafic d'essence, d'armes, de drogue) et par voie indirecte une vague de corruption. Même si la croissance paraît importante (15% en 1995), la « bulle monétaire » créée autour de ce pays la rend stérile.

L'ambition de BERISHA de faire une « grande ALBANIE » en englobant le KOSOVO a provoqué la crainte de la communauté internationale qui a bloqué les financements. Par voie de conséquence, la population s'est révoltée et retournée contre BERISHA. Le mécanisme de retour aux clans était lancé. Face aux courants d'immigration vers l'ITALIE, les nations, après un long débat entre les USA et les membres de l'OTAN ont mis sur pied une force ni OTAN, ni UEO (ALBA) qui s'est révélée être un succès.

Au cours des élections de juin 97, c'est un socialiste, FABAS, qui a gagné puis est devenu 1^{er} ministre.

Les contrôles européens et la reprise en main de la police permettent de penser que le pays va s'apaiser : c'est le fruit d'une intervention rapide et « musclée » de la communauté internationale.

II. LES BALKANS ET L'EUROPE NOUVELLE

L'évolution vers le drame en ex-Yougoslavie (environ 200.000 morts et 3 millions de déplacés) est due au fait que les forces conservatrices communistes se sont alliées au nationalisme serbe, et que l'Europe n'a pas immédiatement réagi, malgré les moyens dont elle disposait.

21- Permanence des nationalismes dans les Balkans

- Marxisme et nationalisme

La victoire de 1945 a placé les Balkans sous domination soviétique, à l'exception de la Grèce, de la Yougoslavie et de l'Albanie. C'est en utilisant les dépouilles du nationalisme que Moscou a transformé les nations en démocraties populaires. TITO voulant créer une confédération balkanique, il s'est cependant opposé aux mouvements de population prévus (bulgares macédoniens, kosovars...)

- Les démocraties populaires

L'injection de l'idéologie et de structures communistes a cristallisé les démocraties populaires. La lutte contre la religion y a été très dure, à l'image de ce qui s'est passé en Albanie. L'impression de libéralisation donnée par KHROUCHTCHEV a été rapidement contredite par les faits : il envoie les troupes soviétiques en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968.

- L'action décisive de GORBATCHEV

GORBATCHEV a essayé de plaider la transparence dans les démocraties populaires. Les initiatives prises et l'exemple de la Pologne vont faire naître des espoirs mais aussi une résistance des autorités nationales qui vont défendre leur situation personnelle. GORBATCHEV a tenté de convaincre les démocraties populaires de se réformer. Mais seule la Hongrie l'a fait (candidats indépendants aux élections, adhésion à l'UNHCR en 88- qui a d'ailleurs permis la fuite d'Allemands de l'est en septembre 1989).

22- Le drame de l'ex-Yougoslavie

- La Yougoslavie de TITO

C'est un sentiment de fierté nationale qui est à l'origine de la rupture de 1948 avec le stalinisme : les Yougoslaves ne voulaient plus être sous l'emprise d'une grande puissance. Les grands principes de la Yougoslavie de TITO ont été les suivants :

- fédération qui se veut non dominée par une nationalité particulière
- dispersion des Serbes dans les différentes républiques pour atténuer leur supériorité numérique (sur 23 millions d'habitants, 9 millions étaient Serbes - soit 42% de la population - : 6,6 millions vivaient en Serbie, au Monténégro, en Voïvodine et au Kosovo, alors que 2,6 millions vivaient en Bosnie et en Croatie).
- autogestion économique
- mobilisation de la population par l'entretien d'un sentiment hostile au pacte de Varsovie.

Durant cette période, la Yougoslavie a bénéficié du plan MARSHALL et s'est intégrée au mouvement des non-alignés. TITO a créé une nationalité musulmane en Bosnie Herzégovine pour faire « tampon » entre les minorités.

Toutefois les souvenirs du passé et les échecs économiques ont maintenu un certain mécontentement parmi les diverses minorités et ont fragmenté le

sentiment nationaliste yougoslave (partition des grands Serbes, sentiment d'injustice des Croates, des communistes). Enfin les militaires étaient les plus réticents au changement.

- Mort de TITO et de son projet

En 1981 des tensions au Kosovo provoquent une intervention de l'armée fédérale. En 1986 le manifeste du nationalisme grand serbe, signé par des académiciens, laisse pressentir la crise qui va suivre. MILOSEVIC va se présenter comme le défenseur des Serbes de l'extérieur.

En juin 1991 les Serbes se déclarent indépendants et souverains. Pour asseoir leur ambition, ils utilisent l'armée fédérale pour attaquer la Slovénie. Mais cette guerre de 10 jours a montré les faiblesses d'une armée peu efficace et surtout utilisée au seul profit des Serbes : c'est le point de départ de la guerre. En 1991, les Serbes ont 30% du territoire de la Croatie, et en 1993 70% de celui de la Bosnie Herzégovine.

- Réaction de la communauté internationale

Le but était de préserver la fédération yougoslave. Mais devant les massacres de la Krajina, les Allemands ont préféré reconnaître la Croatie. La tentative de réconciliation qui a suivi (LA HAYE en septembre 1991) a échoué du fait des Serbes qui se sont dérobés. Les 2 républiques sécessionnistes ont été reconnues le 15 janvier 1992. La Bosnie Herzégovine est alors occupée au tiers par les Serbes. Les plans VANCE, puis OWEN ne parviendront pas à provoquer l'arrêt des combats, qui ne sera effectif qu'en 1995, après l'engagement des USA.

- L'attitude des USA

Les USA ont mené un jeu cynique : ils ont laissé les Européens s'enliser dans ce conflit, pour montrer qu'ils étaient les seuls capables de résoudre une telle crise. Par la suite, chaque réussite des Européens a été suivie d'une nouvelle initiative américaine.

23- L'Europe nouvelle et les Balkans

- Les dangers pour l'avenir

Fin 1997, les Balkans sont le lieu d'affrontement des USA et de l'Union Européenne. C'est également une zone où la Russie peut encore être incontournable. C'est surtout une zone où il y a plus d'états qu'il n'y en avait en 1915.

La situation est-elle maîtrisable ?

La communauté internationale aura à faire face à de multiples problèmes :

- la répartition des minorités,
- les obstacles matériels et politiques,
- le Kosovo,
- le désenchantement des populations locales,
- la nostalgie de la sécurité apportée par le communisme.

- Les moyens de l'Europe

L'Europe est armée pour faire face à ces dangers : elle dispose de la charte de Paris de 1992, et surtout de l'OSCE qui a vu son action renforcée par la conférence sur le pacte de stabilité (1995), et par les récents accords (décembre 97) portant sur l'établissement de « villes ouvertes », et sur l'extension des attributions du haut commissaire.

- Les accords de DAYTON

Ils ont le mérite d'exister mais leur efficacité dépend de la volonté politique de les appliquer : car si la volonté militaire est présente, la volonté civile n'est pas satisfaisante (pas de retour des déplacés, reconstruction bloquée, barrages sur

les routes). En fait, ces accords gèlent surtout une situation de guerre : les Serbes ont obtenu 49% des territoires.

Les Balkans sont divisés par l'histoire belligène : ils ont été et seront encore le point d'incertitude de l'Europe entière.

Nous pourrons résoudre le problème des Balkans si nous poursuivons l'intégration européenne des anciennes démocraties populaires, et surtout si nos hommes politiques affichent une réelle volonté.